

France Forum

- *La famille, hier et aujourd'hui*
- *La révolte des «paumés»*
- *Les grèves de fin 1995*
- *François Mitterrand*
- *A quoi sert l'Europe ?*
- *Réformer les Cours d'Assises ?*
- *L'Islamisme : nouvelle idéologie mondiale ?*
- *La France, société en trompe-l'oeil*
- *Arts et lettres*

René RÉMOND - René PUCHEU - Jean-Marie DOMENACH - Jean AUBRY
- Henri BOURBON - Charles DELAMARE - Gino NECCHI - Damien TOU-
LEMONDE - Philippe SÉNART - Françoise COLIN-BERTIN - René FOCH -
Christian SAVÈS - Jean GOUJON - Rémy LE GALL.

Chaque jour nous publions un best-seller

2 500 000 lecteurs c'est une bonne nouvelle

Une bonne nouvelle pour tous les lecteurs qui nous font confiance en nous choisissant chaque jour. C'est une bonne nouvelle pour les 369 journalistes qui font ce journal avec rigueur, professionnalisme et passion. Et c'est une bonne nouvelle pour nos annonceurs.

QUEST-FRANCE, c'est le premier quotidien de France : un lectorat en progression, une diffusion en moyenne par jour de 788 607 exemplaires dans 12 départements, 40 éditions quotidiennes, soit plus de 400 pages par jour pour ce seul journal. C'est un véritable best-seller !

ouest
france 

FRANCE FORUM

Henri Bourbon, Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10

Abonnement annuel 120 F
Abonnement de soutiende 150 F à 200 F

Sommaire 307 - 308

Janvier - Mars 1996
30 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

LA FAMILLE, HIER ET AUJOURD'HUI

PAR RENÉ RÉMOND p. 2

LA RÉVOLTE DES «PAUMÉS»

PAR RENÉ PUCHEU p. 7

LES GRÈVES DE FIN 1995

PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 21

FRANÇOIS MITTERRAND : UN HOMME, UNE POLITIQUE

PAR JEAN AUBRY ET HENRI BOURBON p. 23

A QUOI SERT L'EUROPE ?

PAR CHARLES DELAMARE p. 26

RÉFORMER LES COURS D'ASSISES ?

PAR GINO NECCHI p. 29

L'ISLAMISME : UNE NOUVELLE IDÉOLOGIE MONDIALE ?

PAR DAMIEN TOULEMONDE p. 31

LA FRANCE, UNE SOCIÉTÉ EN TROMPE-L'OEIL

PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 36

ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTÉRAIRE

PAR PHILIPPE SÉNART p. 42

A L'OMBRE DU VÉSUVI

PAR FRANÇOISE COLIN-BERTIN p. 52

NOTES DE LECTURE

ALAIN PEYREFITTE ET SON FIL D'ARIANE - «LA SOCIÉTÉ DE CONFIANCE»

PAR RENÉ FOCH p.55

UN CAFÉ POUR SOCRATE DE MARC SAUTET

PAR CHRISTIAN SAVÈS p.56

LE DÉBAT INTERDIT : MONNAIE, EUROPE, PAUVRETÉ DE JEAN-PAUL FITOUSSI

PAR JEAN GOUJON p. 58

UN MONDE SANS ÉLITES DE MICHEL GUÉNAIRE

PAR RÉMY LE GALL p. 59

LA FAMILLE, HIER ET AUJOURD'HUI

par René RÉMOND

Les 10, 11 et 12 novembre 1995, les Semaines sociales de France que préside désormais Jean Boissonnat, successeur à ce poste d'Alain Barrère et de Jean Gélamur, ont consacré leur session - elles en tiennent une tous les deux ans - au thème suivant : « Une idée neuve : la famille lieu d'amour et lien social ». Les débats s'y sont ordonnés autour des conférences prononcées notamment par Philippe Julien, psychanalyste (« Le mariage en question »), le Père Olivier de Dinechin, s.j., membre du Comité national d'éthique, et Marie-Danièle Pierrelée, principale du collège Garcia Lorca de Saint-Denis (« Du désir d'enfant à la responsabilité éducative »), Robert Rochefort, directeur du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie - CREDOC - (« Famille, profession et vie sociale »), François Mahieux, directeur de l'UNAF et Guy Raymond, professeur à la Faculté de droit de Poitiers (« Droit de la famille et politique familiale »), Xavier Lacroix, de l'Institut des sciences de la famille de l'Université catholique de Lyon (« Christianisme, famille et lien social »). Les Actes de cette rencontre seront incessamment publiés.

Mais grâce à l'obligeance de Jean Boissonnat et de son auteur, tous deux amis de notre revue, France-Forum est heureux de présenter dès maintenant à ses lecteurs le texte de l'intervention de René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, qui a servi d'introduction à l'ensemble de ces travaux.

J e soupçonne un brin de provocation chez les organisateurs de cette Semaine dans le choix de son titre. Car comment parler de la famille comme d'une idée neuve, alors que c'est incontestablement le fait social le plus ancien de l'histoire de l'humanité ? S'il y a en effet une certitude, c'est bien celle-là : aussi loin qu'on remonte dans le temps, on la rencontre. La famille est antérieure à la division du travail, à la constitution des groupes sociaux, à la naissance même de la société, à plus forte raison à la formation de l'Etat. La famille est chronologiquement le phénomène premier. Cette antériorité justifie qu'on en parle comme de la cellule initiale, ou de l'unité de base. De cette priorité les théoriciens de l'institution familiale, et aussi des philosophes politiques, ont pris argument pour affirmer sa primauté et la proposer en modèle de toute organisation sociale.

Certains soutiennent même que la famille a été la matrice de toutes les autres collectivités. C'est elle qui aurait engendré les sociétés et qui continuerait indirectement à régir les conduites, si l'on en croit Emmanuel Todd qui voit dans les formes adoptées par la famille la variable explicative, plus décisive que tout autre principe d'analyse, y compris la lutte des classes. En dériveraient les modes actuels d'organisation des sociétés et jusqu'aux systèmes de pensée et aux idéologies. Il pense pouvoir, par exemple, rendre compte de la diversité des tempéraments politiques par les différences entre les types d'organisation familiale. Car il distingue plusieurs types. Retenons au passage ce constat

d'une diversité des structures familiales. La famille n'est pas une réalité uniforme à travers l'espace, ni immuable dans le temps. Parler de la famille au singulier comme s'il y en avait un modèle unique et exclusif, c'est construire un être de raison : c'est au pluriel qu'il convient d'en traiter. L'histoire a introduit la diversité et le changement dans l'organisation familiale : nous aurons l'occasion de revenir sur cette relation entre famille et histoire. Emmanuel Todd distingue ainsi sept types fondamentaux, sans compter le type africain, et il pense discerner des corrélations entre ces types et les autres faits sociaux. La famille serait ainsi la clé de toute l'histoire des sociétés, le déterminant principal de leur configuration.

C'est le fait le plus ancien parce que c'est un donné naturel, antérieur à l'histoire. Dans le partage des activités humaines entre nature et culture - distinction dont vous savez l'importance et qui sera comme le fil rouge de mon intervention - la famille se range assurément du côté de la nature dès les origines, avant le commencement de l'histoire. Car l'humanité a été créée sexuée : le couple procède de la différence des sexes, de leur attirance réciproque, du désir de se reproduire et de perpétuer l'espèce. Tels sont les fondements biologiques de la famille. Tous les systèmes de pensée qui font de la conformité à la nature le principe et la référence majeurs conçoivent l'organisation de la société sur le modèle de la cellule familiale.

Si le fait familial trouve ainsi son origine dans la biolo-

gique, il a, dès la naissance des sociétés, été pris en compte et réglementé par elles, transformé en un fait social reconnu et organisé. C'est une ligne de force de toute l'histoire de la famille à travers les âges et une de ses significations que le passage de l'ordre de la nature conditionné par le biologique à un univers culturel où la liberté pourra trouver à se déployer : cette transmutation est capitale.

L'accouplement de deux existences était chose trop importante pour être laissée au caprice des humeurs individuelles : il y allait de la survie du groupe, de la perpétuation de l'espèce, de la transmission des biens, de la préservation des patrimoines. Ce fut le rôle du droit de faire de la famille une institution, de codifier son existence, de fixer les règles de sa constitution et de son fonctionnement. C'était le devoir de l'autorité politique de préserver la cohésion de la cellule familiale, de veiller sur la durée du mariage, de sanctionner les infractions, de faire respecter les normes.

Dans ce processus de transmutation et de sublimation des données naturelles, la famille a connu un troisième état, plus spirituel, où elle n'avait plus pour seule fonction de perpétuer l'espèce, de transmettre la vie et les biens matériels, mais aussi des valeurs, et d'éduquer les êtres. A ce stade, l'intervention de la religion a été décisive. Son rôle a été ambivalent, même celui du christianisme. La religion a prêté main-forte à l'ordre social en sacralisant ses règles. A cet égard, l'enseignement traditionnel du Magistère, en énonçant la procréation comme une fin première du mariage, légitimait le droit et la détermination par la nature. Mais aussi le christianisme consacrait, au sens fort du terme, l'union de deux personnes : la sainteté du mariage n'était pas seulement celle des contrats : l'analogie entre l'union des époux et la relation entre le Christ et l'Eglise lui conférait une signification mystique. En identifiant le sacrement au consentement libre de deux personnes, elle postulait l'égalité entre l'homme et la femme qu'elle émancipait virtuellement. Elle entrouvrait une fenêtre pour une relation d'amour entre deux êtres. De la détermination par le biologique on était passé à l'exercice de la liberté spirituelle.

Autre conséquence de cette évolution : de donné naturel, la famille devenait une création de l'histoire. En résultait une diversification des modèles familiaux, l'histoire étant par nature diversité. De ce fait, l'organisation familiale connaissait une certaine relativisation. A défaut d'être une idée neuve, elle était à tout le moins une idée évolutive. Dès lors nous devons traiter de la famille comme d'une réalité qui a une histoire.

*

**

Le modèle familial de nos sociétés occidentales, façonnées par l'héritage de l'Antiquité classique et par le christianisme, n'échappe pas à cette loi : il l'illustre au contraire. Ce modèle est fondé sur le couple que forment un homme et une femme qui s'unissent par un consentement libre de toute contrainte pour la vie entière, dont le mariage est reconnu par la société, et donne lieu à un acte et à une cérémonie, qui a pour fin de mettre des enfants au monde, de donner des citoyens à la société, des fidèles à l'Eglise. Toute

autre forme est réputée contraire à la nature et à la morale, privée comme publique : la vie à deux en dehors des liens du mariage, l'adultère, les naissances hors mariage, à plus forte raison l'homosexualité. Le code civil ne reconnaît de droits qu'aux couples conformes à ce modèle, et le code pénal réprime les comportements hors norme : l'adultère est puni, les enfants que l'on appelle curieusement naturels, ce qui souligne indirectement la part prédominante de l'institutionnel dans la réglementation du mariage, subissent une discrimination. La puissance publique s'arroge ainsi le droit d'intervenir dans la vie privée et d'imposer la conformité aux règles que définissent conjointement les autorités civiles et religieuses.

Ce modèle est inspiré en partie par le souci de combattre les effets pernicioeux du temps qui passe, de garantir la continuité et d'assurer la suprématie de la volonté dans la durée sur les sentiments par nature éphémères et fugaces.

Tel est, schématiquement dessiné, le modèle qui a régi tant les conduites privées que les comportements collectifs depuis des siècles jusqu'aux temps les plus proches de nous.

Ce modèle est aujourd'hui remis en question et la crise qui l'affecte dans les moeurs et les esprits fait l'actualité du sujet. C'est en effet le paradoxe de ce thème que le phénomène dont nous avons vu qu'il était le plus ancien, le plus permanent, est aussi, du fait des changements qui le concernent, d'une saisissante actualité. Avant de se présenter comme une idée neuve, la famille est d'abord une réalité en plein renouvellement. D'où le titre de cette intervention : *«hier et demain»*.

Il m'échoit en effet de décrire la mutation dont la famille a été l'objet au cours des dernières décennies. On pourrait, à son propos, parler de transition comme on parle de transition démographique pour caractériser le passage d'un type de situation à un autre tout différent. La famille a récemment vécu et continue de vivre une transition d'une importance comparable, qui s'est opérée en trente années et qui n'est certainement pas achevée. On peut dater son point de départ de cette année 1965 où Henri Mendras fait débiter ce qu'il appelle une seconde révolution en Occident, la première étant celle qui débute en 1789, mais dont les conséquences furent peut-être moins décisives pour la famille. Je ne qualifierai pas moralement ces trente années, laissant à d'autres décider s'il convient, à l'instar des Trente glorieuses dénommées par Jean Fourastié, de les tenir pour heureuses ou calamiteuses, fastes ou néfastes. Les jugements diffèrent, les appréciations divergent, précisément parce qu'elle est en pleine évolution. On dit aujourd'hui de la famille chaque chose et son contraire, à la fois qu'elle est en perdition et qu'elle résiste mieux que tout au bouleversement. Et aussi, parce qu'associée à des valeurs, elle appelle la controverse. Mon rôle est plus modeste : il consiste à décrire le changement et à tenter de l'expliquer. D'autres viendront ensuite, qui formuleront des jugements et prescriront des actions. Je m'en tiendrai à l'énoncé de faits qui vous sont probablement connus mais qui gagneront peut-être à être rapprochés les uns des autres et mis en perspective.

L'ébranlement du modèle classique est la résultante de

transformations à long terme, que je vais rappeler pour mémoire, et de changements très récents. Les transformations de la société ont modifié la position relative de la famille par rapport aux autres collectivités et institutions. Le transfert, qui s'est opéré au long des siècles, des fonctions sociales a progressivement dessaisi la famille d'une part importante de ses responsabilités : elle a été relayée ou supplantée par d'autres institutions. Autrefois, dans un passé qui n'est pas toujours si éloigné, la famille était le principal lieu social. Le lieu du travail et de l'activité créatrice ; elle était l'unité de production dans l'agriculture - à preuve l'expression toujours actuelle d'*exploitation familiale* -, et aussi dans des secteurs étendus de l'artisanat et du commerce. Elle était aussi un lieu d'éducation où se faisait la transmission d'une partie des connaissances, l'apprentissage de la vie sociale. C'était encore le lieu de la protection contre les risques de toute nature, pour tous les âges de la vie, de l'enfance à la vieillesse.

Nous vivons aujourd'hui dans un autre type d'organisation sociale qui se caractérise par la dissociation des fonctions, la spécialisation des rôles et la socialisation de la plupart des activités. La famille n'est plus qu'exceptionnellement le lieu du travail professionnel. C'est à l'école qu'on demande, dès le plus jeune âge avec la généralisation de l'entrée à la maternelle dès la deuxième ou troisième année, d'assurer l'éducation : ce n'est plus la mère de famille qui apprend à l'enfant ses lettres. Au reste, le plus souvent elle n'est plus à la maison : elle travaille au-dehors. Pour les soins, on s'adresse aux institutions de santé, et pour la vieillesse, on recourt à l'hospice. La famille a, de ce fait, perdu une grande partie de ses raisons d'être : son utilité sociale s'est considérablement réduite.

Surtout une mutation d'une ampleur et d'une rapidité pareillement exceptionnelles a ébranlé le modèle qui avait traversé les siècles et qui paraissait indestructible. La comparaison avec le discours sur le même sujet, tenu par la Semaine Sociale de 1972, ferait ressortir toute l'étendue du changement.

Pour en mesurer la portée, partons du constat que dessinent les chiffres et de ce que les statistiques nous apprennent des changements de comportement en une génération. Je prendrai comme termes de comparaison, tantôt le lendemain immédiat de la dernière guerre, tantôt les années 1960 : on voudra bien excuser les différences de repères.

En 1945, le mariage était la forme normale et quasiment exclusive de la famille. Cette année-là ont été célébrées 423.000 unions, pour une population d'environ 40 millions. 90 % d'une classe d'âge contractaient publiquement une union. Les divorces étaient peu nombreux : moins de 10 %. Les naissances hors mariage aussi : 49.000 sur quelque 800.000 en 1962.

En 1994, dernière année pour laquelle nous ayons des chiffres complets, le total des mariages était tombé à 254.000 pour une population qui, dans l'intervalle, avait augmenté de moitié : le taux de nuptialité a diminué de moitié. Ces unions sont beaucoup plus précaires : on a dénombré, cette même année 1994, 110.000 divorces. On compte

désormais un divorce pour trois mariages. La vie en couple en dehors du mariage ou avant le mariage a pris une grande extension : ce que les sociologues ont appelé la cohabitation juvénile, mais qui n'est plus le fait seulement des jeunes, concerne 80 % des couples et se prolonge bien au-delà de la jeunesse. Le nombre de couples non mariés, qu'on estimait en 1962 à 310.000, est évalué aujourd'hui à deux millions : multiplié par plus de 6. Curieusement, l'extension de la cohabitation en couple ne compense pas exactement la régression du mariage : le total constitué par l'addition de ces deux types de vie en couple décroît. En 1975, il était estimé à 55 % pour les hommes de 25 ans et à 71 pour les femmes du même âge ; les pourcentages sont aujourd'hui tombés à 39 pour les premiers et à 58 pour les seconds. On relève depuis quelque temps des indices de l'apparition d'un phénomène nouveau : les couples dits semi-cohabitants, couples stables mais qui ne vivent pas sous le même toit et ne partagent qu'une partie de l'existence, préservant de part et d'autre une part indépendante : ils seraient 5 %. On observe, en outre, un attrait nouveau du célibat au nom de l'indépendance : un récent numéro du *Nouvel Observateur* publiait les résultats d'une enquête à ce sujet et les déclarations de nombreuses personnalités connues qui vantaient les charmes et les avantages du célibat. Les naissances hors mariage ont fait un bond prodigieux, passant de 6,4 % en 1968 à près de 35 % : elles étaient 242.000 en 1992.

La multiplication de ce qu'on appelle les familles monoparentales, incomplètes au regard de la conception traditionnelle, est une conséquence de ces divers changements : de 720.000 en 1970 elles sont passées à 1.170.000 vingt ans plus tard. Quelque deux millions d'enfants vivent dans ce type de famille. Encore l'ampleur du phénomène est-elle partiellement masquée par le nombre des remariages de divorcés : un quart des unions célébrées. Un million et demi d'enfants vivent dans une famille dite recomposée, dont l'un des deux adultes n'est pas leur père ou leur mère selon la nature. L'émergence de ces termes et de ces concepts est un indice du changement : ils sont nécessaires pour accompagner et décrire l'évolution de la réalité familiale.

Résultat : la multiplicité des cas de figure. Les sociologues ne dénombrent pas moins de 26 modèles différents. Il n'est plus concevable de parler de famille au singulier, comme s'il n'y en avait qu'un seul type et qui serait conforme à une norme unanimement acceptée. Le modèle hérité de l'histoire n'est plus unique. L'éventualité qu'il devienne minoritaire n'est plus inconcevable. Chaque soir ou presque, la télévision nous propose dans les fictions ou les enquêtes de toute sorte des situations qu'on aurait tenues jadis pour anormales et qui sont banalisées. Dans une enquête récente menée à l'initiative de l'UDAF de Paris à la question : « Dans les années à venir souhaitez-vous que la famille soit fondée sur le mariage ? » 50 % seulement répondaient positivement. 21 % acceptaient que ce soit sur le concubinage ou l'union libre et 29 % se disaient tout à fait indifférents à la question comme à la réponse.

Il importe certes d'introduire quelques nuances dans ce tableau. La mutation affecte inégalement les diverses composantes de la société : le modèle traditionnel se défend

mieux en milieu populaire, à la campagne qu'à la ville ; le taux de mariage reste plus élevé chez les ouvriers.

Cette révolution n'est pas propre à la France : on en observe les manifestations dans toutes les sociétés occidentales. Cette relative universalité en accroît la signification. Elle a commencé dans les pays de l'Europe du nord, au début des années 1960. Elle a aujourd'hui atteint les pays méditerranéens qu'elle touche de plein fouet. On observe une curieuse inversion des comportements : reprise de la natalité, renouvellement des générations dans les pays scandinaves, en Suède avec un taux de 2,14, suivie de près par l'Irlande, la Norvège, le Danemark, la Finlande, effondrement au sud où le taux est tombé à 1,22 et, en Italie, à 1,26. La France tient, comme souvent, une position médiane : elle est proche des pays du nord pour les naissances. Pour les naissances hors mariage, elle tient la tête, juste après le Danemark.

*

**

Parallèlement à ce bouleversement des comportements, la législation aussi a singulièrement évolué. C'est à dessein que je dis parallèlement, me refusant à trancher le sempiternel débat sur les responsabilités respectives des mœurs et des lois dans l'évolution des sociétés : les changements de la législation reflètent et précipitent à la fois l'évolution des mentalités et des conduites.

Dans la conception traditionnelle, l'Etat n'était pas, ne pouvait pas être neutre en ces matières : il était responsable des bonnes mœurs, garant de l'ordre juridique et de l'ordre moral, les deux ne faisant du reste qu'un. Il lui incombait de faire respecter le modèle. Il défendait le mariage indissoluble, veillait à la fidélité des conjoints, poursuivait l'adultère, punissait les mœurs contre nature, infligeait un statut inférieur aux enfants hors mariage ou adultérins. S'immisçant, avec le consentement de l'opinion, dans la vie privée, il contrôlait les conduites individuelles.

En ce domaine aussi s'est opérée dans les mêmes trente années une véritable révolution dans et par la loi. Entre 1965 et 1995 le Parlement n'a pas voté moins de vingt-deux lois importantes sur le mariage et la famille : cette révolution étant le fait autant de majorités de droite que de gauche. Je ne mentionnerai que les plus significatives et celles qui ont introduit les changements les plus profonds. De toutes, l'inspiration est la même et elles conduisent toutes au même résultat. L'Etat renonce à régler les conduites privées et à imposer la conformité à un modèle normatif. En autorisant la contraception (loi Neuwirth, 1967), en légalisant l'interruption volontaire de grossesse (loi Veil, 1975), en donnant son aval aux procréations médicales assistées, l'Etat accepte la dissociation de la sexualité et de la reproduction. De son côté, l'Eglise a élargi sa doctrine des fins du mariage en attachant autant d'importance à la relation entre époux qu'à la procréation. En 1975, la loi instaure le divorce par consentement mutuel par une application du principe que les juristes désignent sous l'appellation de parallélisme des formes : puisque le mariage repose sur le consentement libre et partagé, si ce consentement est rompu de part et d'autre,

pourquoi ne pas conclure à sa dissolution ? Une loi de 1979 efface les discriminations entre filiation légitime et filiation adultérine, et abolit les inégalités qui en procédaient.

Sont également abrogées toutes les dispositions qui maintenaient une inégalité entre hommes et femmes : il avait fallu attendre cette année 1965, qui marque le début de la mutation, pour qu'il soit mis fin à la situation de dépendance de la femme mariée et qu'elle soit relevée de son incapacité juridique. En 1970, c'est la suppression de la notion de chef de famille et l'instauration d'une autorité parentale partagée. En 1985 est instituée l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux pour la gestion des biens des enfants mineurs. En trente ans a été ainsi démantelé tout l'édifice hérité du droit romain et du Code Napoléon qui traduisait dans le droit la conception traditionnelle et garantissait la supériorité et même l'exclusivité du modèle classique. Notre pays est, de ce fait, passé en trois décennies d'un régime de droit à un autre. La révolution des comportements a ainsi trouvé son pendant dans la révolution de la législation.

*

**

Le moment est venu de remonter des effets aux causes et des comportements aux motivations. Les causes, nous en avons déjà énoncé et reconnu quelques-unes. La principale est d'ordre psychologique et intellectuel : c'est la révolution dans les esprits et les sentiments qui a entraîné une véritable inversion de l'échelle des valeurs.

La relation entre l'individu et la collectivité en a été profondément changée. Naguère l'individu acceptait de plus ou moins bonne grâce (mais le moyen de s'y opposer ?) la subordination de ses préférences personnelles à l'intérêt réputé supérieur du groupe, famille ou société. L'impératif de la continuité à assurer à travers les générations l'emportait sur l'instant, la volonté sur le sentiment. La famille était gouvernée par l'autorité, régie par la raison et la volonté.

L'esprit de notre temps est beaucoup plus attaché à l'autonomie individuelle, il prise par dessus tout la sincérité et l'authenticité. Le mariage étant l'expression d'un choix libre, pourquoi y mêler la société et en faire une cérémonie ? La sincérité des sentiments à chaque instant étant la référence essentielle, le critère des conduites compte plus que la fidélité à un engagement pris à un moment de l'existence. Comme on ne peut être maître de ses sentiments ni certain de rester le même, on hésitera à s'engager durablement, à plus forte raison pour la vie entière. La raison principale de la régression du mariage n'est pas différente de celle qui explique la raréfaction des vocations sacerdotales et religieuses ; c'est, dans l'un et l'autre cas, le même scrupule ou la même hésitation à contracter pour toute une vie. A la rigueur, on consentirait à s'engager pour un temps, mais toute la vie ? D'autant que sa durée moyenne s'est considérablement allongée ; les démographes ont calculé que la durée moyenne d'une union conjugale était comprise, à la fin de l'ancien Régime, entre douze et quinze ans : elle approche aujourd'hui de cinquante. Paradoxalement, à mesure que s'allonge la durée de l'existence, on vit davan-

tage dans l'instant et on refuse de s'inscrire dans une perspective à long terme. D'une certaine façon, ce refus de s'engager, cette attention privilégiée aux sincérités du moment sont une conséquence de l'évolution qui a peu à peu transformé un phénomène naturel en une activité régie par l'amour. Aux temps où l'on accordait moins d'importance à l'amour entre deux êtres, il était plus aisé de respecter la durée.

Milite dans le même sens l'aspiration à vivre le bonheur dans le couple : on attend de la vie à deux qu'elle comble tous les désirs, être reconnu comme une personne, être compris, et aussi l'harmonie sexuelle, l'entente des corps, le plaisir physique, que sais-je encore ? Si la famille a cessé d'être le lieu de la plupart des activités sociales, on attend d'elle aujourd'hui qu'elle réponde à des attentes plus profondes et plus personnelles. Pour peu qu'une de ces attentes ne soit pas satisfaite, on se prend à douter du couple, on raisonne en terme d'échec. C'est parce que nos contemporains attendent plus de la vie en couple que les générations précédentes qu'ils sont si vite et si souvent déçus.

On ne saurait enfin accorder trop d'importance à ce qui est sans doute le plus grand fait social de cette deuxième moitié du XX^e siècle : l'émancipation de la moitié de l'humanité, la fin de l'inégalité entre les hommes et les femmes. Elle comporte entre autres aspects la dissociation croissante du travail et du foyer ; à cet égard, la France vient en tête, aussitôt après le Danemark, avec 47 % de femmes dans la population dite active. Concourent à ce renversement de situation à la fois les changements juridiques et les révolutions biologiques ; du fait de la contraception, la reproduction dépend aujourd'hui des femmes. Quel renversement par rapport au temps proche encore où la femme était assujettie au désir de l'homme ! Ce qui permet à Louis Roussel de dire que l'élément le plus solide aujourd'hui de la famille est le lien entre la mère et l'enfant. Le cycle est bouclé : il n'est plus possible aujourd'hui de parler de l'institution familiale comme faisaient naguère encore nos aînés. Au reste, l'expression n'a-t-elle pas à peu près disparu ?

Ce n'était donc ni un paradoxe ni une provocation de désigner la famille aujourd'hui, par comparaison avec hier, comme une idée neuve.

*
**

Et pourtant, si je m'arrêtais là, le tableau de la situation de la famille ne serait pas complet : il serait même fallacieux parce que méconnaissant un autre aspect qui est comme la contrepartie de cette grande mutation.

Relevons d'abord le fait que la famille ne suscite plus guère de critiques, et moins encore de contestation. Le temps est révolu où des écrivains proféraient des cris de haine à l'encontre de la famille, lui reprochant de brimer les libertés individuelles. Peut-être est-ce précisément à cause de l'évolution que nous venons de décrire : la famille n'est plus dominante, elle n'étouffe plus les personnalités. Dans l'enquête déjà citée, ils ne sont que 4 % à la voir comme un car-

can. Le plus grand nombre s'y trouve bien, n'est pas pressé de la quitter ou de s'en éloigner. 53 % des 20-24 ans vivent chez leurs parents et quand ils s'en vont la plupart demeure à proximité. La solidarité entre les générations dans la cellule familiale s'exerce de mille façons - garde des enfants, caution morale, aide matérielle - et contribue puissamment à atténuer les effets de la crise et en amortit les conséquences. La famille est appréciée comme un lieu d'intimité et de relations relativement désintéressées car il n'y a pas de compétition pour le pouvoir.

La famille inspire des sentiments positifs. J'extrais de la même enquête quelques questions et leurs réponses les plus significatives. A la question : « Parmi les institutions suivantes, laquelle vous semble actuellement la plus solide ? » 52 % placent la famille en tête, contre 17 pour l'école, 13 pour la religion, 11 pour l'Etat. Deuxième question : « Quel est d'après vous le socle de la famille ? » Pour près des trois-cinquièmes, c'est l'amour. Voilà une réponse qui fait écho au titre de cette semaine : la famille, lieu d'amour.

Jamais non plus la famille n'avait suscité autant d'intérêt chez les intellectuels : l'étude de la famille et de ses transformations compose tout un chapitre, une rubrique de la sociologie contemporaine et fait l'objet d'une floraison de recherches, d'études, de publications. Elle est devenue un objet scientifique.

Elle est aussi un objet politique. C'est une donnée assez caractéristique de notre pays. La famille a longtemps divisé politiquement, départageant droite et gauche. La pensée conservatrice défendait l'institution, en exaltait les valeurs, et concevait la société politique sur le modèle proposé par la famille. Les pensées progressistes, au contraire, combattaient la famille, où elles voyaient un héritage et une survivance de l'ancien Régime, contraire aux libertés individuelles et liée à un ordre moral qu'elles réprouvaient. Ces controverses sont aujourd'hui largement éteintes. En partie parce que le mouvement familial, qui s'était initialement constitué sous l'empire des pensées conservatrices ou sous l'inspiration de la préoccupation nataliste, a su heureusement s'en dégager et rassembler des familles d'esprit différentes. Il existe une politique publique de la famille à laquelle ont contribué depuis plus d'un demi-siècle tous les régimes, tous les gouvernements. La France est le pays qui fait dans les dépenses sociales la plus large part à la famille, malgré une diminution régulière des prestations servies à ce titre dans les dernières années. Cet intérêt pour la famille est d'expression d'une culture politique et peut-être un trait de l'exception française.

Il est temps de clore cette description de la famille hier et aujourd'hui. Elle est à la fois le fait le plus ancien, le plus stable, et celui qui se renouvelle, sous nos yeux, de la façon la plus radicale. De là qu'il inspire des jugements parfois contradictoires. Il appelle en conséquence un renouvellement de la pensée. Il a besoin d'idées neuves.

René RÉMOND

LA RÉVOLTE DES «PAUMÉS»

par René PUCHEU

Mission impossible que de déterminer, d'ores et déjà, si les mouvements sociaux de l'automne 1995 furent de l'ordre de «l'événement» ou ne furent que «péripéties».

Oui mais... impossible de ne pas les évoquer. Inévitable que l'on tente de les expliquer en tentant d'en entrevoir quelques causes. Il peut être utile que l'on s'efforce de repérer ce qu'ils ont révélé.

Voilà ce à quoi veulent aider les propos que voici. Bien que les citations de journaux et d'hebdomadaires y foisonnent - ce qui devrait avoir valeur documentaire - on ne doit pas les tenir pour une «revue de presse». Ils n'en ont ni l'exhaustivité ni l'objectivité. Plutôt s'agit-il d'impressions sur cette révolte de cent jours, inspirées par des journaux et hebdomadaires () feuilletés à l'impressionniste.*

Enfin, au dernier trimestre de 1995, on fit grève, on descendit dans la rue, on manifesta, on revendiqua. Il y avait bien longtemps que l'on n'avait pas vu ça : la France bloquée !

Pourtant il y avait bien longtemps que l'on attendait ça ! Rappelez-vous plutôt, dans les années 1970 ! Y eut-il un été où l'on ne scanda «L'automne sera chaud !» ? Au point que dans sa passionnante et innovante analyse de nos cinquante dernières années Ezra N. Suleiman prend soin de le souligner : «*Une crise sociale se profile toujours à l'horizon (en France), on l'attend en général pour la fin des vacances d'été*» (p. 9).

Et puis, l'automne le cédait à l'hiver non sans quelques branle-bas, assurément : «*Grèves : l'engrenage du*

désordre» (Fig. 12/11/1979) ; «*Avec la grève d'Air-France, les mouvements revendicatifs divers chez les salariés, notamment de la fonction publique, on retrouvait un «automne social» comme on les aime*» (Esprit, Décembre 1993). Sans compter cette année-là (1993) la sorte «d'automne culturel» que provoqua la défense par la Gauche laïque de la loi Falloux ! Ô, Falloux, en avais-tu vraiment rêvé de devenir emblème de la Gauche ? N'empêche, tout cela avait et eut tout juste des allures de petite grippe saisonnière.

Voilà pourquoi, on ne prêta guère attention au fait nouveau que constitua l'existence de «conflits sociaux» pendant la campagne présidentielle. Quand même on se demanda : «*Le social s'invite dans le débat. Les manifestations dans les services publics peuvent-elles avoir une traduction dans*

les urnes ? » (Fig. 14/04/95). Dans le même état d'esprit, on ne s'affola pas d'un démarrage des manifs dès le 31 mai : «*Les salariés du secteur public s'opposent massivement aux projets de déréglementation. Les agents de la SNCF...*» (M 01/06/95).

Pareillement, on ne s' alarma pas des déclarations de Marc Blondel : «*Les fonctionnaires n'accepteront pas une stagnation de leur pouvoir d'achat*» (M 13-14/08/95). Certes elles étaient fort explicites. Mais leur multiplicité ne fut pas sans provoquer une pointe d'ironie.

«*Un grand bravo pour le talent de communicateur du leader de FO, Marc Blondel qui utilise le creux médiatique de la mi-août comme caisse de résonance de ses mises en garde au gouvernement : pas touche au pouvoir d'achat des fonctionnaires ! Pas question, comme le souhaite Alain Madelin, d'imposer à leurs salaires une «année blanche» en 96, au nom de la maîtrise des déficits publics. Et - autre recette de la communication - Blondel d'habiller ces revendications catégorielles de la vertu de l'intérêt collectif et de la force du raisonnement économique : la rigueur économique serait néfaste à la croissance et à l'emploi. D'autant que, ajoute-t-il, les fonctionnaires «servent d'exemple aux entreprises publiques et au secteur privé»* (Ex. 17-23/08/95).

Aussi bien, pourquoi se serait-on soucié de ces interventions fracassantes ? Bien que l'on tînt ce leader pour «*le Minotaure du syndicalisme*» (Libé 16/10/95), ne murmurait-on pas que Marc Blondel était «*en butte à la contestation au sein de FO*» ? (M. 22/06/95)

ET L'AUTOMNE FUT, ENFIN !, CHAUD !

Or, Marc Blondel ne fut pas un nouveau Jean-Baptiste. Sa voix ne se perdit pas dans le désert. S'il serait excessif de laisser entendre qu'elle réveilla les pierres, il est probable qu'elle souffla sur des braises en lesquelles le feu couvait. Du coup, réalisant un vieux rêve français de la génération de 1968, l'automne fut chaud.

Bien sûr, a posteriori, on peut relativiser. Evaluer que ce fut «chaud» mais que ça ne fut pas brûlant, que ce fut même un automne créatif ; «*Ainsi, avec le recul peut-être, finira-t-on par se rendre compte que cette secousse, longue de plus de trois semaines, a permis des inflexions prometteuses d'avenir, à l'instar de confrontations plus anciennes. Par exemple, il est maintenant avéré qu'un conflit limité, en gros, à la seule fonction publique et aux transports en commun ne saurait avoir les mêmes effets sur la vie de l'Île-de-France que sur celle de province, finalement peu affectée dans son mode de fonctionnement ordinaire, bien que les manifestations y aient été plus spectaculaires que dans la capitale. La paralysie du pays ne fut pas totale, ce dont on ne retrouverait un précédent qu'en 1968, au plus tôt. De même... la gêne occasionnée fut d'autant moins sensible que les modes d'organisation et de vie ne cessent d'évoluer...*» (M. 17/01/1996).

Vraisemblables ces considérations. A quoi, on doit ajouter, plus prosaïquement, qu'outre l'absence de participation

à la grève des salariés des entreprises dites «privées», - on se souvient que ce fut un thème dans tous les médias de découvrir ce que le «*référendum pédestre*» (Echos 19/12) voulait dire - la mobilisation des agents «publics» fut loin d'être totale.

Aussi, si on put dire «*la France inquiète*» (P. 25-26/11/95), si on put crier à «*la grande pagaille*» (P. 29/11), à aucun moment on n'eut sérieusement la hantise du «grand soir». Même lorsque l'on commençait à avoir envie de tempêter : «*Ça ne peut plus durer*» (P. 29/11), c'était «moderato» puisque l'on savait que «*54 % des Français approuvent les grèves*» (id. 23/11).

Bref cet automne ne fut pas, assurément, incandescent. Il fut tout de même à hautes turbulences, très bouillonnant. Il y eut, en tous cas, du suspens quotidien entre ce lundi 4 septembre - «*L'annonce du gel des salaires en 1996 provoque un tollé syndical : Juppé défie les fonctionnaires*» (Libé 05/09) - et ce jeudi 21 décembre où «*les syndicats et le patronat abordent sans enthousiasme le sommet sur l'emploi*» (M. 21/12).

LA PAGAILLE ET LA RÉCRÉATION

La pointe se situa entre le 15 novembre et le 15 décembre.

Ah ! Cet après-midi du mercredi 15 novembre ! «*Juppé, l'audace*» (Libé 16/11) «*ose une réforme*» (P. 18/11), annonce «*la nouvelle Sécu*» (id.), où «*la majorité, debout, applaudit le premier ministre*» (M. Jours de grève, 21/12/95). Heures bénies pour le Premier Ministre ! Hélas ! le soir, «*l'opinion découvre la facture* (et) *Marc Blondel dénonce le rapt*» (id). Oui mais, quand même, ce plan Juppé provoque «*la fracture syndicale*» en plus, si «*les syndicats se divisent, les marchés applaudissent*» (Libé. 17/11).

Ouf ! ou Bof ! quand revient le quotidien ordinaire, en ce matin du 15 décembre où l'on lit : «*Le premier métro Paris*» (Libé. 15/12). Ah ! l'heure du «premier métro» !

Et pendant les 100 jours (environ) de révolte, les journaux hebdomadaires et magazines entrelacèrent deux types de discours

Le discours «chaud» qui s'écrivit sur trois registres :

- le mode *épique*, dominant dans les titres de Libé : «*L semaine noire qui attend Juppé*» (20/11), «*Les facs débordent dans la rue*» (10/11), «*Les cheminots laissent les trains en plan*» (27/11), «*Le bras de fer sur les rails*» (28/11), «*Elle roule, la grève*» (29/11). Jusqu'au jour où, sous l'épique perce une sorte d'inquiétude : «*Transports paralysés, gouvernement inquiet et gauche écartelée : l'embarras général*» (30/11), «*Un vent mauvais*» (id.).

- le mode *colérique* : «*Les militants CGT jouent au «grand soir» : la France en a marre*» (Fig Mag 09/12), «*Etudiants une fois de plus, on les manipule... les syndicats confisquent la parole*» (Fig Mag 02/12). Sur le mode plus dénonciateur que colérique : «*Sécu : les photos du scandale : 96 délégués «travailleurs à... Bali*» (P 14/12),

- le mode *rouspeur* : «*Hier les étudiants, dès demain le*

transports, vendredi les fonctionnaires... Ce n'est qu'un début» (P 22/11), «Une grogne qui s'installe... Ce n'est pas fini» (25-26/11), «La grande pagaille» (29/11), «Toujours pas de trains, plus de métro ni de RER... Et maintenant le courrier et l'électricité... ça ne peut plus durer» (30/11).

Second type de discours. Moins habituel dans le traitement des conflits sociaux. Encore qu'on le connût en 36 et en 68, sous des modalités différentes toutefois : le discours «cool». Presque de fête. En tous cas de récréation. Comme si, parallèlement aux «bouchons (qui) prennent des dimensions effroyables aux portes de Paris, jusqu'à 600 kilomètres au total pour la région Ile-de-France» (P 14/12), on chantonnait comme naguère, en 36 : «Amusons-nous, faisons les fous...» De fait, aux deux acteurs habituels des crises de ce genre - le gréviste et l'usager-sur-les-dents - s'en ajoutait un troisième : l'usager - relax et malin.

On contait que l'on allait «à vélo, moto, solex, en rollers ou à pied» (Libé 26/12), «Vélo, roller, auto-stop, les beaux-arts du système D» (PM 21/12). En plus, les bateaux-bus car «Paris retrouve la voie ancienne des coches d'eau», moins tristement que ne le prétendait Paris-Match (21/12). Tout cela faisait des heureux : «Les ventes de vélos et de patins à roulettes décollent et jamais les loueurs de voitures n'ont fait d'aussi bonnes affaires. Les pompistes sont aux anges.» (PM 14/12).

Ah ! qu'elle paraissait belle «l'indéfinissable légèreté des Parisiens solidaires par temps de grève... Les gens se parlent, sourient. L'auto-stop devient facile. Les barrières sociales tombent... On n'a jamais vu ça» (M 21/12). Du discours «cool» au discours enchanteur ? Un tantinet. Pas faux, toutefois, cela. Il y a du vrai et, pour une part, du neuf dans ces observations.

AU SECOURS L'HISTOIRE !

Ces choses étant ce qu'elles étaient, quelle idée monta, out de suite, à la tête des commentateurs, des Françaises et des Français ? Pas de surprise. Depuis quelque vingt-huit ans, c'est à 1968 que l'on se réfère en France, avec espoir ou angoisse, chaque fois que des lycéens ou des étudiants affichent de la grogne ou de la rage.

En l'occurrence, c'était le cas puisqu'on annonçait «Quelques dizaines d'étudiants à Pau, quelques centaines à Rennes contre l'amendement sur la réforme de l'allocation logement» (M 20/10), puis «la révolte amère des étudiants de l'université de Rouen» (M 24/10), «les étudiants dans la rue» (P 10/11), «Université : défiler avant de causer» (Libé 31/11), «Etudiants : 100.000 la semaine dernière à hurler leur peur de l'avenir. Et, déjà une nouvelle déferlante dans nos villes» (PM 07/12).

Alors, le grand retour de 1968 ? Inévitablement, on y pensa. Normal ! Il y a tant de journalistes qui «firent 68» ou qui rêvent de l'avoir fait ! Et, la mémoire collective en garde une trace si vive ! Néanmoins 68 ? Point du tout, dit-on. «En 1968, il s'agissait de réinventer le monde et de remodeler la société. En 1995, il est question d'arracher les meilleures

formations individuelles possibles pour trouver un emploi à la sortie des Universités» Alain Duhamel dixit (Libé 07/11), «Il n'y a pas de Mai 68 en automne 1995... A Rouen comme à Metz, à Toulouse comme à Orléans, les étudiants... ils pensent d'abord à eux. «C'est ma fac. Mon amphi. Mon T.d. Mon prof». Ils veulent des amphis plus vastes, des profs meilleurs et surtout des résultats» (Stéphane Denis P-M 07/12). Et pour parler net : «Mai 68, c'était la dérision, la gaieté, le refus d'une société de consommation. L'automne 95, c'est la peur, le désespoir, le refus d'une société de pénurie» (Jean d'Ormesson Fig 28/12).

On partage ces avis-là. Une réserve, toutefois... Il court, il court des bribes de 68 dans certains discours, rapportés notamment - par hasard ? - dans *Le Monde* : «On a refait la société et ce n'étaient pas des discussions de comptoir... Cette grève, c'était l'histoire de la démocratie directe. Des gens ont décidé eux-mêmes et pour eux» (M 19/12).

La référence à 1968 manquant de pertinence, à quel précédent se vouer ? Puisque notre peuple, recru d'histoire, a besoin d'elle pour légitimer et glorifier même ses révoltes.

On tenta le recours à 1929. Peu tenable : «Entre le krach de 1929 et aujourd'hui les ressemblances ne sont que superficielles» (FG Dreyfus Fig Mag 06/01/96).

A ma connaissance (très partielle), peu invoquèrent 1936, au moins explicitement. Car le ton du *Fig Mag* eut, souvent, des relents de style 36. Notamment cette couverture du 9 décembre : «La France en a marre ! Les militants de la CGT jouent au «grand soir».

Peu crédible, toutefois ! Le décalage était trop immense. En ce temps-là, on était acculé à choisir son camp. Il fallait être pour ou contre les grèves, les occupations (d'usine), la Bourse, la Banque et le reste ! Consensus pas de saison ! Et, socialistes ou syndicalistes ne défendaient pas des «avantages acquis» ; ils luttèrent sus aux patrons pour leur arracher des «conquêtes sociales». Le tout sur des musiques de Trenet, d'Internationale et de Mireille ou Jean Nohain mélangées. Avec, en plus : «Allons au devant de la vie !»

Eh, quoi, l'automne 1995 allait-il être privé de grands ancêtres ? Un cheminot, alors, trouva, dans sa mémoire, le combat de l'été 1953. Presque simultanément, une historienne, Georgette Elgey, pensa, aussi, à cet «été 1953 (qui vit) un phénomène unique dans l'histoire de France et sans doute dans l'histoire du mouvement ouvrier : la grève spontanée (l'été, durant les congés payés) de plusieurs millions de travailleurs qui, en quelques jours, paralysent tout un pays. A l'origine... une modification de l'âge de la retraite dans la fonction publique... L'opinion dans son ensemble approuve les grévistes : du moment qu'ils sont mécontents, ils ont raison... Grève de tristesse... grève psychique pour reprendre le mot de Pierre Mendès-France. On s'arrête de travailler parce que l'on a eu le sentiment d'être pris dans une nasse. On en a assez. De quoi ? De tout et de rien...» (M. 16/12/1995)

Pour sûr, le cheminot anonyme et l'historienne ont débutsqué le précédent le plus rapproché par sa nature et ses modalités. Sans qu'il faille négliger les différences. Notamment,

le fait qu'alors la foi au «progrès économique» reste. En tous cas, difficile de résister à la tentation de citer ces quelques lignes extraites du commentaire de Raymond Aron, dans *Le Figaro* (27/08/1953) :

«...Ajoutons que les fonctionnaires sont extraordinairement sensibles à tout ce qui touche à leur statut, la retraite, en particulier. C'est un socialiste, Monsieur Jules Moch, qui, à un congrès de la SFIO, avait déclaré que les âges de la retraite n'étaient pas adaptés au siècle de la pénicilline. Sur le fond, on ne saurait donner tort au gouvernement. Dans la forme des maladresses ont été évidentes. On aurait pu s'entretenir avec les syndicats avant de décider. Et l'ordre dans lequel on a fait paraître les décrets-lois ne témoignait pas d'un grand sens politique...»

Et Raymond Aron d'ajouter, cependant : *«Ou bien cette diffusion rapide des grèves est une sorte d'accident que des malentendus ou maladresses expliquent pour une large part ou bien la crise a pour cause profonde les disproportions entre revendications du pays et disponibilités...»*

Bonne question, incontestablement ! à la retombée de cet août 1953 ! Que d'aucuns ont repris quand les ardeurs de l'automne 1995 se sont interrompues : *«La vérité est peut-être que tous, aujourd'hui, nous vivons au-dessus de nos moyens»* s'est demandé Jean d'Ormesson (*Fig 16-17/12/95*). L'Histoire ne se répète pas mais elle prend un pervers plaisir à faire «comme si».

Cela étant et les choses ayant été ce qu'elles furent, pourquoi, donc, cette révolte de 100 jours ?

*

**

«Les comportements sociaux ayant rarement une explication simple...» (*Echos 19/12*) et étant le produit d'innombrables facteurs lointains et proches, on doit se limiter, on doit sélectionner drastiquement.

Ainsi ne citera-t-on que cinq des causes les plus vraisemblables et les plus commentées.

«ON VEUT CONSERVER CE QU'ON A»

Parmi les circonstances très immédiates, il y eut une sorte de coup de sang, de ras-le-bol s'exprimant par ces simples mots : *«On n'arrête pas de payer... Je sais que les entreprises et l'Etat doivent des dizaines de milliards à la Sécu, affirme Christelle... mais une fois encore ça va être à nous d'éponger leurs dettes, c'est anormal. Voilà pourquoi, je suis dans la rue aujourd'hui...»* (*P 15/11*).

Bref, un soulèvement venant du sentiment désagréable que l'on est devenu corvéable à merci. On jurerait que ce fut ce refus de base qui explique que la grève fut populaire.

Très proche de ce ras-le-bol de fond, fut - deuxième cause - une sorte de sentiment de régression sociale, provoqué par ce qui a été, par beaucoup, perçu comme «la casse de plu-

sieurs décennies d'acquis sociaux» (*Libé 30/11*).

Il faudrait s'attarder sur la place faite dans l'imaginaire français à ces notions de «droits acquis», «acquis sociaux», «avantages acquis». Incontestablement. Elles ont été valorisées par François Mitterrand qui a usé et abusé de leur portée mythique au cours de sa campagne présidentielle de 1988 et contre les gouvernements de cohabitation, sans guère s'interroger sur les effets de ce clou qu'il enfonçait dans l'opinion. Cependant, il va de soi que François Mitterrand ne fit que jouer, à son profit, d'une prédisposition qui existait avant lui.

Aussi bien, cette passion à défendre «l'acquis» ne doit pas être rabaissée au rang de simple crispation. Elle doit être analysée comme liée d'une part à la place du «droit de propriété» dans le droit bourgeois, d'autre part à une certaine idée de la temporalité, plus précisément à la philosophie du progrès. Probablement.

En tous cas, on entendit maintes protestations encolérées contre l'assimilation des «avantages acquis» à des «privilèges». On lut, aussi, des distinguos si subtils que leurs auteurs s'y embrouillaient. Exemple :

«Si les fonctionnaires... ne sont pas des «privilegiés», ils n'en n'ont pas moins, avec la sécurité de l'emploi, un avantage incontestable par rapport aux salariés du secteur privé. Souhaitable pour tous, cet «acquis social», réservé jusqu'à présent à un quart des salariés risque, s'il ne fait l'objet d'aucune adaptation, de devenir un handicap pour notre compétitivité et donc notre niveau de vie.

«Les fonctionnaires ne sont pas les «nantis» qu'une droite poujadiste et une partie du gouvernement aiment décrire. Les «nantis» désormais qui sont-ils ? les grands patrons, les vieilles familles industrielles, les professions libérales et les rentiers. On sait de plus en plus qui sont les hauts revenus, les grosses fortunes et les vrais privilégiés...»

Ces dernières lignes sont vraiment extraordinaires ! Car elles sont du style 36, de veine Front Populaire. Elles sentent le «meeting» ! Sacrées plumes du *Monde* ! Puis le lyrisme «popu» s'atténuant, le rédacteur de cet éditto s'emmêle dans les mots :

«Il faut admettre cependant que les fonctionnaires bénéficient, par rapport aux salariés du secteur privé d'un avantage décisif : la garantie de l'emploi. La valeur de ce «privilege» est aujourd'hui considérable...»

«Avantage acquis» glissant vers «Privilège» ! Et, dans *Le Monde* ! Assurément, cet automne faisait tourner les têtes les plus sérieuses !

Trêve de plaisanterie ! «Les droits acquis ne doivent pas jouer contre les droits à venir» Jacques Barrot dixit (*Fig 21/12*). Peut-on mieux dire ? Certes ! Mais...

LA DÉFIANCE... QUI N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT

Oui mais... il est difficile, toujours et partout, de convaincre et persuader qu'il faut lâcher la proie pour l'ombre. A fortiori est-ce difficile dans cette société qu'Alain Duhamel nomme «*la société de défiance*» (P 09/12).

N'exagérons pas la nouveauté ! Depuis que l'on a enseigné les Fables de La Fontaine à la «communale» républicaine et à l'autre, les Citoyens n'ont guère été incités à accorder crédit aux Puissants et Importants. La République a cultivé la propension à la défiance.

Ici et maintenant, ce sentiment n'est pas en crise. «*Plus grand monde aujourd'hui ne croit aux lendemains qui chantent, éternellement promis par une politique d'austérité en oeuvre depuis douze ans*» (Eric Dupin. Libé 30/11), «*Paroles de grévistes : «Ça fait deux générations à qui on demande de se serrer la ceinture. Et pour quels résultats ? Pour voir le chômage se répandre, des emplois à 2.500 balles partout. Et il faudrait tout accepter. Ce sera ça, la société pour nos enfants ?»* (M. 21/12/95).

Insistons-y ! Voilà une question, indubitablement, «révolutionnaire». Car elle révèle la rupture avec un état d'esprit bicentenaire, voire davantage. Pour la première fois, depuis le dix-huitième siècle, les pères et mères de France doutent que leurs enfants vivront «mieux» qu'eux. Tournant historique ! Qui explique l'accentuation de la défiance.

En plus, la défiance n'est plus ce qu'elle était. Longtemps, elle s'est inscrite dans la perspective de la lutte des classes. Gouvernants et dirigeants de tous ordres ont été soupçonnés d'être des «exploiteurs» ou des «chiens de garde» d'exploiteurs. Aujourd'hui, la défiance vient d'ailleurs.

Aujourd'hui, on reproche moins aux dirigeants - désormais, depuis assez récemment, nommés d'un mot qui fait fureur : les élites - d'être des «vendus» au «capital» que d'être «corrompus». De nombreux hommes politiques et une bonne dizaine de PDG «*mis en examen*», pareille abondance n'a pas pu ne pas ébranler une opinion française pourtant traditionnellement blasée. S'ajoutant à des comportements relâchés, l'idéologie de la «transparence», qui a saisi bien des juges, a fait des dégâts dans le crédit des «élites».

Non moins, on leur reproche d'être incompetentes ou inefficaces, ce qui revient au même. Ce grief est articulé par des procureurs prestigieux.

En première ligne Michel Crozier. L'illustre sociologue infléchit - ou davantage - son diagnostic d'il y a vingt cinq ans. Il reconnaît qu'en France on n'a pas de «société bloquée». Ce qu'Ezra N Suleiman confirme dans le livre qui fait autorité : *Les ressorts cachés de la réussite française* (Seuil 1995). Selon le Michel Crozier nouveau, le mal vient des chefs. «*Nous avons les élites les plus bêtes du monde... Que dit-on d'elles à l'étranger et même en France ? Qu'elles ont brillantes. Cela nous sert à quoi ? (A Bruxelles) les Français plus laborieux, les Anglais plus accrocheurs, les*

Italiens plus souples obtiennent des résultats bien meilleurs que les nôtres...» (Fig 19/12).

Cela explique, vraisemblablement, «*qu'une technocrate supposée gaullo-jacobino-colbertiste, partie pour organiser un marché commun protégé et une politique industrielle commune, nous en revienne la dérèglementation entre les dents*» ainsi que le relève Paul Thibaud dans son excitant essai «*Et maintenant... contribution à l'après-mitterrandisme*» (Arléa 1995).

Même si l'opinion ne suit pas attentivement - heureusement pour elle ! - les mille et une phases de ce procès fait aux «élites» - qui est une des modes de l'à présent et mélange diagnostics pertinents et excès - il est certain que d'une part elle en perçoit certains discours et que d'autre part cette mise en défiance exprime ses doutes, voire ses certitudes.

Encore qu'au fin fond, les Français ordinaires, les petits, les obscurs, les sans grade ont l'impression que leurs dirigeants, encore plus qu'incompétents, sont impuissants.

Sans le formuler, ils sentent que non seulement «*la croyance dans les lois de l'histoire a prouvé son inanité*» mais qu'aussi «*la pensée des experts spécialisés est précise mais parcellaire, incapable de contextualiser ni globaliser ses connaissances, que la pensée globale est floue, incapable de raccorder les connaissances particulières aux idées générales*» (Edgar Morin Fig 26/01/1995).

Oui, on gagerait qu'au tréfonds de l'opinion française en révolte il y avait «*la perception confuse d'une sorte d'impuissance radicale de la société devant des problèmes immaîtrisables, et surtout qui le deviendront de plus en plus. Ce n'est pas la capacité des hommes politiques qui est en cause mais la capacité du politique comme tel. On a le sentiment que la volonté politique n'est peut-être déjà plus à la mesure des problèmes et le sera de moins en moins, que la force anonyme des contraintes fatales décide déjà pour nous, et surtout décidera de plus en plus pour nous à l'avenir, plutôt que la volonté des hommes*» (Marcel Conche in Fig 26/01/95. Dossier : Les origines du désarroi contemporain).

Comment n'importe qui n'aurait-il pas ce sentiment d'impuissance des décideurs alors qu'à toute interpellation ils répondent par des mots abstraits, sans odeurs, ni couleurs, ni chair : «*grands équilibres*», «*contraintes*», «*critères de convergence*», «*confiance des marchés*» - le marché, le type même de l'instance sans visage, du processus de décision anonyme ! -?

Assez normal, sans conteste, qu'à des décideurs impuissants corresponde une société de défiance. Les deux font la paire !

L'APPEL CONTRE LE DESTIN

Cette dérive impressionnante de l'esprit public vers la défiance, Jacques Chirac la renforça par l'élan innovant de sa campagne sonnante l'assaut contre la «pensée unique», cette expression du destin, suivi de la retombée dans le destin.

Eric Dupin le remarqua justement : «*Les mouvements sociaux constituent le prolongement logique de la campagne présidentielle de Jacques Chirac. L'ancien président du RPR avait imposé le «la» de la dernière compétition électorale en entonnant l'air du changement. Dénonciateur de la «pensée unique», Chirac a beaucoup fait pour briser le tabou de la «seule politique possible»...*» (Libé 30/11).

Alain Peyrefitte n'est pas loin de prendre ses désirs pour des réalités quand il affirme que «*la victoire de Jacques Chi-*

(Presses de Sciences Po) : «*Au premier tour de la présidentielle, le chiraquisme opère la synthèse de la droite politique classique et de l'ouverture sociologique vers un électorat jeune et plutôt populaire*» (J. Jaffré in op cit).

Ce ne sont pas les «fidèles» qui ont assuré le succès de Chirac - succès surprise ! oh combien ! quand on se souvient que *Le Monde*, dominé par les «balladuriens» et qui fit vigoureusement campagne contre Jacques Chirac, pronostiquait le 12 janvier 1995 que «*pour l'opinion, l'élection*

rac avait été remportée «contre» les deux septennats d'un président socialiste. Les Français ont exprimé leur «répulsion» (Fig 30-31/12/95). Le savant académicien se trompe, ici, de scrutin. «Le vote sanction», pour écrire comme les spécialistes du CVIPOF, eut lieu en 1993 et on peut se demander si le «balladurisme» sut comprendre ce vote. En tout cas, il en négligea l'intention profonde.

A en croire des enquêtes à la sortie des bureaux de vote (en 95) «*un électeur sur deux a voté par rejet de l'autre camp... phénomène nouveau : les jeunes hommes de 18-34 ans ont préféré apporter leur suffrage au candidat de droite*» (Libé 09/95). Tendence confirmée par les études publiées dans *Le vote de crise (l'élection présidentielle 1995)* sous la direction de P. Perrineau et de Colette Ysmal

présidentielle est déjà jouée» - Bravo les expert-ès-élections du «grand quotidien du soir» ! - Celles et ceux qui firent la décision, ce furent les «séduits» et les «ralliés».

Précisément, le choix de ceux-ci fut déterminé par les deux dénonciations majeures du «discours» du candidat : la dénonciation de la *fracture sociale* - le succès du mot est à lui seul révélateur de son adéquation à l'aspiration de l'opinion - et la dénonciation de la *démission du politique*. Dans son intéressant livre «*Pourquoi Chirac ?*» (Ed. de Fallois 1995) Jean Charlot, en nous faisant vivre la campagne de l'intérieur des cercles chiraquiens et au jour le jour, ou presque, nous relate comment ces mots ont été choisis et orchestrés par J. Chirac lui-même, par ses collaborateurs et son QG de campagne.

La thématique vigoureuse de la « fracture sociale » permit à Jacques Chirac d'enjamber le clivage Droite/Gauche en ressuscitant - après lecture d'une étude produite par Emmanuel Todd pour la prestigieuse Fondation (très peu chiraquienne) Saint-Simon et publiée dans la revue *Le Débat* (janvier 1995) - une opposition qui est une sorte de structure élémentaire de l'univers politique français : l'opposition Gros/Petit ou, pour autrement écrire, l'opposition Gens d'en haut/Gens de peu.

La dénonciation de la « *démission du politique* », valorisée par « *les verbes spécifiques du discours de Jacques Chirac (qui) traduisent un volontarisme du possible - « Je n'accepte pas », « Je refuse », « pouvoir », « vouloir »* (selon l'analyse lexicologique du discours « fondateur » du 17/02/95 cf J. Charlot op cit p. 206 et Fig 25-26/02/95) - éveilla l'intérêt de ceux - Jean-François Kahn en tête - qui croient devoir s'insurger contre cette tyrannie du consensus qui asphyxie le débat politique et finit par ravalier le politique au gestionnaire, considérant que cette tendance est dangereuse pour la démocratie.

Du coup, écrit Paul Thibaud (op cit p. 11) « *Ce ne sont plus les éléments de programme qu'on s'est mis à considérer et à comparer, mais la question de la politique même, de la possibilité d'un vouloir collectif. Les postulats du vote utile se sont trouvés mis en cause... Un doute, non une révolte, a visité les Français sur la compétence instituée... Une campagne électorale (vive la démocratie formelle !) a fait sauter cette censure collective...* ».

« *Il y a deux façons d'aborder la politique, remarque de son côté Claude Imbert. L'une est de la tenir pour soumise à la société et aux aléas du vaste monde ; l'autre est de la tenir pour créatrice et capable de modeler la pâte sociale. Voyez deux cavaliers de la politique, François Mitterrand et Jacques Chirac... Pour monter la cavale... le second qui monte à cru lui tient les rênes courtes et prétend avec elle hanger le trajet de la Nation...* » (Pt 17/06).

Quel homme politique, ce Jacques Chirac ! Pour avoir ainsi saisi les attentes les plus profondes du peuple français ! Lui mais,.... ce faisant, il avait formalisé et pris en charge de grandes attentes. A un peuple qui se sentait pris dans la nasse » (pour reprendre l'expression de Georgette Elgey concernant la révolte de l'été 1953), il donnait l'espoir que on pouvait l'ouvrir ! Jacques Chirac jouait l'homme de anti-destin.

Y songeait-il J. Chirac « *en cette nuit si douce et si bleue* » quand « *Paris la nuit de (vint) Woodstock-sur-Seine* », « *à bord de sa Citroën CX Pallas, entourée de motos de presse* » (PM 8/05) ? Comment y songeait-il ?

En se jurant qu'il fallait réaliser l'espoir montré ? En jouissant avec un peu ou beaucoup de cynisme d'avoir su composer ce discours réconciliant « *la carpe et le lapin, l'huile et l'eau, la figue et le raisin, la chèvre et le chou, le chapeau et la souris, le libéralisme et l'étatisme* » (Libé 26-27/08) ?

Ou, plus concrètement, calculait-il comment « *réaliser la synthèse entre Alain Juppé et Philippe Séguin, le tandem*

gagnant de la nouvelle présidence... les deux hommes forts de Chirac » (P 13/05/95) ? Avec Alain Madelin, en prime ! Joyeux et content de disposer d'un mandat de sept ans, ne négligeait-il pas ceux qui criaient à l'urgence : « *Social : 100 jours pour faire des miracles* » (EJ 18-24/05) ?

Qu'il est bizarre que Jacques Chirac ait pu imaginer que la nasse pouvait être refermée ! Qu'autant en avait emporté le vent de ces mots : *fracture sociale, démission du politique!* Qu'il n'ait pas senti qu'il fallait absolument faire en sorte que les « séduits » ne doutent pas au point d'interroger : « *Un discours économique unique est-il en train de prendre forme ?* » (EJ 26/09-05/10).

LE RETOUR DU BOOMERANG

Exorcisé le temps d'une campagne, le sentiment de défiance reprit son cours. Avant de descendre dans la rue.

« *Il n'y a pas eu d'état de grâce* » (NO 24-30/10). Ou il fut limité le temps de quelques mesures. Notamment, lors de l'annonce de la composition du gouvernement, quand il fut titré : « *Le candidat en avait promis 10. Le président en fit nommer... 12. En avant les femmes !* » (PM 01/06). La plupart, comme on le sait, ne devaient pas faire de vieux os au gouvernement ! Comment peut-on faire des gaffes pareilles ? Très, très vite, on lut : « *Le président Chirac n'a pas la majorité de la politique qu'il a chargé Alain Juppé de faire* » (EJ 01-07/06/95). Puis : « *Pour des raisons civiques, il faut s'interdire de pronostiquer l'échec* » (EJ 29/06-05/07). J.F. Kahn patient ! Inouï cela ! « *Avis de tempête sur la Chiraquie* » (NO 06-12/07). A quelques semaines de là : « *Français cherchent J.C. désespérément... Mais où sont passées les promesses du candidat...* » (EJ 28/09-04/10) « *Chirac, la cote d'alerte... Jamais un Président de la République ne s'était effondré aussi fortement ni aussi brutalement... 14 % des Français se déclarent satisfaits de l'action de Jacques Chirac contre 74 % qui se disent déçus...* » (P 28/10).

« *L'élan brisé d'une campagne présidentielle prometteuse* » (Echos Hors Série 10/01/96) peut-on constater. Ce qui conduit certains à éprouver le besoin d'aller plus loin et à se demander : « *Mais qu'est-il arrivé à Chirac ?* » (EJ 21-27/12).

Prudent, entretenant la condescendance et l'ironie et non sans perspicacité Albert du Roy répond :

« *Ce serait lui faire injure et méconnaître sa nature que de voir dans ses écrits un calcul électoraliste cynique. Chirac pensait ce qu'il écrivait... mais l'élection a étouffé l'ambition. Ses détracteurs diront qu'il n'avait pas l'étoffe de la fonction. C'est encore trop tôt pour porter un jugement aussi définitif. L'épreuve, on l'a souvent vérifié, révèle les hommes.*

« *A-t-il subi comme certains le pensent (voir l'article de Nicolas Domenach et Maurice Szafran) une sorte de traumatisme présidentiel qui aurait annihilé son dynamisme ? L'explication la plus probable est peut-être plus simple. Comme les électeurs qu'il a séduits, Chirac s'est sans doute pris lui-même à son propre discours et a cru que l'acquisi-*

tion d'un pouvoir exceptionnel transformait sa volonté en réalité...» (EJ 21-27/12/95). Evidemment, ce n'est pas Albert du Roy qui se laisserait aller à de telles illusions ! Les journalistes sont les nouveaux grands-prêtres de la sagesse et de la sérénité !

Jean-François Kahn a une explication qui rejoint d'une certaine manière celle de Nicolas Domenach :

«Jacques Chirac cultive volontiers le genre hussard. Or il s'est mis dans la situation d'un cavalier qui, après avoir gagné une course au finish, a, dans un moment d'enthousiasme, jeté ses éperons aux orties, au risque d'être incapable de relancer sa monture. En clair, ce voltigeur, qui n'est pas précisément un caramel mou, a lui-même cassé sa dynamique» (EJ 28/09-04/10).

Enigmatique ce «hussard» qui n'avait pas vu revenir le boomerang ! Et qui, d'une certaine manière, a tout fait ou presque pour être exposé à «un retour de bâton» !

JUPPÉ SURDOUÉ ET LYNCHÉ

A commencer par le choix qu'il fit d'Alain Juppé comme Premier Ministre ? Ecrire cela est, assurément, excessif. En tous cas, manque de nuances. Aussi bien a-t-on pu affirmer «qu'avec Séguin Chirac avait le Premier Ministre de la fracture. Avec Juppé il a choisi celui de la facture qui paiera les deniers de Maastricht» (NO 18-24/05). Jacques Chirac savait ce qu'il faisait, et ce qu'il fit lui-même desservit A.Juppé.

La décision présidentielle de reprendre les essais nucléaires n'eut pas des effets positifs sur l'image du Président. Il faut le reconnaître, même si on ne la conteste point. «Essais nucléaires : l'explosion anti-Chirac... il croit défendre l'indépendance et choisit l'anachronisme» (L. Joffrin NO 10-16/08). Aussi bien pas de surprise. Selon un sondage de mai 1994, 63 % des Français souhaitaient l'arrêt définitif des essais.

Difficile de s'empêcher de remarquer que «l'hostilité universelle» (EJ 29/09-04/10) que n'ont pas minimisée les médias n'alla pas sans hypocrisie. Jacques Julliard railla avec courage : «Le chantage des pacifistes : pendant le week-end du 14 juillet, des manifestants se sont mobilisés dans le monde entier. Contre les crimes serbes ? Contre la veulerie des Occidentaux ? Vous n'y êtes pas : contre les futurs essais nucléaires français dans le Pacifique...» (NO 20-26/07). L'on eût souhaité un peu plus de vigilance critique à l'égard de Greenpeace qui, même quand des articles éclairants lui ont été consacrés, a bénéficié d'un statut d'autorité morale fiable excessif.

Tout en remarquant, non moins, que l'on n'est pas descendu dans la rue massivement, en France, sur cette question. Tant et si bien que *Le Monde* - dont l'élection de Jacques Chirac ne fit qu'attiser l'anti-chiraquisme, transformé en anti-chiraquisme de dépit - fut sur le point de s'en désespérer : «Bosnie, essais nucléaires : des militants entre le silence et l'apathie. Les Français n'auraient-ils plus la fibre militante ?» (M 05/08).

Par ailleurs, on ne peut faire endosser au seul Alain Juppé «le retour économique du balladurisme» (M 16/06). Un retour si précipité qu'il ahurit plus d'un : «La logique Balladur, en plus grand,... Après six semaines de débats et d'empoignades, la nouvelle équipe... choisit de reprendre à son compte, parfois jusqu'à la caricature, la logique balladurienne qu'elle prétendait si haut mettre au rancart» (Libé 23/06).

A telle enseigne que certains imaginèrent plutôt un repli stratégique qu'une renonciation au changement de politique :

«Comment expliquer ce ralliement apparent de M. Chirac et de ses amis à la «pensée unique» ?... dernière hypothèse, celle de la ruse. Jacques Chirac et Alain Juppé sont déterminés à faire ce qu'ils ont promis - la «révolution culturelle» -. Ils ont un projet et ils sont prêts à l'imposer... mais ils ont préféré temporiser» (M. 16/06).

A rigoureusement écrire pouvait-on affirmer qu'Alain Juppé avait promis la «révolution culturelle» ? N'était-ce pas de l'autre des «frères ennemis» (Pt 13/05) que venait cette visée ambitieuse ? Ne disait-on pas : «Jacques Chirac a, avec Alain Juppé, son Raymond Poincaré des années 20 et, avec Philippe Séguin, l'Edouard Herriot de 1924 qui voulait bousculer la continuité dans la gestion du pays» (id) ?

Ces circonstances atténuantes retenues, il est certain que, dans la marche vers «l'automne chaud» et dans son déroulement, il y eut un «facteur» Juppé.

«Brillant ministre des Affaires étrangères...» «fort en thème» «premier de la classe», «fils de la République» «...surdoué» (PM 01/06), Alain Juppé ne parut qu'à de rares moments le Premier ministre adéquat. Peut-être parce qu'il est associé à «l'homme politique auquel il ressemble le moins, le bouillant...» (NO 18-24/05). A moins que ce soit parce que «rien n'est plus dangereux qu'un Gascon raisonnable (comme) disait Edmond Rostand» (id.). Ou, plus simplement parce qu'il est «un Premier ministre programmé» (PM 01/06).

Pendant les mois d'été, ça pataugea. Il est vrai que ses premières semaines furent inhibées par la préparation des élections municipales et que leurs résultats ne furent pas, pour lui, porteurs : «Les revers subis par le RPR à Paris, Nice et Grenoble sont un avertissement pour le gouvernement» (M 20/06). Surtout, les attaques du *Canard Enchaîné* à partir du 7 juin - «La Mairie de Paris au secours des mal-logés. Comme Chirac, Juppé s'est octroyé un bel appartement à un prix d'ami» - relayées amplement par *Le Monde* (comme, naguère, les diamants) pourfendeur presque quotidien de la «privilegiature» parisienne - entachèrent gravement l'image de l'homme. D'autant que le Premier ministre gaffa, le soir - où il évoqua «un petit logement de 4 pièces, de 80 mètres carrés» (M 08/07).

Alain Juppé «se dit victime d'une entreprise de déstabilisation» (M 08/07). Il avait raison. J.F. Kahn dénonça avec vigueur ce «lynchage médiatique. C'est en quelque sorte le

syndrome Cresson qui frappe à nouveau. On sait maintenant... comment le clan des journalistes rocardo-pas-encore-balladuriens, furieux de la nomination d'une dame qui n'était pas précisément dans leurs petits papiers, décida et planifia sa mise à mort. Ce sont à peu près les mêmes, devenus plus balladuriens que rocardiens, qui, proprement ulcérés d'avoir vu les Français boudier leur homme providentiel, se sont jurés de pulvériser le péteux - en l'occurrence Alain Juppé - qui a eu le front de succéder au «grand mamamouchi» (28/09-04/10). A quoi l'on pouvait, tout de même, objecter : «Mais le complot fait partie intégrante du jeu politique» (G. Sorman Express 12-18/10).

Voilà qui faisait beaucoup d'accidents s'ajoutant aux «contradictions entre la relance et la rigueur, entre l'allègement des charges et leur alourdissement» (M 02/08). «Homme blessé» (Ex 12-18/10), Alain Juppé ne les aborda pas le plus heureusement du monde.

JUPPÉ : RÉFORMATEUR OU PISTOLERO ?

Le 25 août retentit le premier coup de tonnerre des remous de l'automne : «Cent jours après l'entrée en fonction de Jacques Chirac à l'Élysée, Madelin viré... Alain Juppé s'offre la démission de son ministre de l'Économie... Un départ qui fragilise Matignon» (Libé 26-27/08). C'est «beaucoup plus qu'un «couac» (M 28/08), le départ d'Alain Madelin ouvre une crise idéologique dans la droite française... Alain Madelin veut plonger le pays dans la grande révolution libérale mondiale... Dans la lignée de Philippe Séguin on considère que le mal vient à l'inverse d'un excès de libéralisme. Pour l'école individualiste et mondialiste la France se banalise. Pour l'autre, citoyenne et nationaliste, elle doit résister» (M 27/08).

Crise dans la Droite française ? Sans doute, mais flottement dans les Gauches. On relève que «pour un peu, ils (les syndicats) auraient embrassé Alain Juppé» (Libé 28/08). Oui mais... cet Alain Madelin, quand même : «Alain Madelin (est) l'homme qui ne sait pas tenir sa langue. La provocation est une constante de son parcours politique. Un trait peu apprécié chez un ministre» (Libé 26-27/08). Entre libéraux et libertaires, il y a des connivences psychologiques. Aussi bien ce Madelin osait-il «parler vrai» : «En un sens (il) a péché d'avoir dit tout haut, et trop brutalement ce que beaucoup pensent tout bas. Sans doute, Alain Madelin a-t-il aussi péché d'avoir inclus les RMistes dans son tableau de la France privilégiée. Pour le reste, les avantages qu'il met en exergue sont incontestables...» (Libé 28/08).

«Balladurisme» (id) : ainsi qualifia-t-on le congédiement de Madelin. Sans doute, les mille et une positions et nuances dans les commentaires de la mise à l'écart d'Alain Madelin sont-elles révélatrices des perturbations qui brouillent actuellement l'éventail idéologico-politique. Elles mériteraient une radioscopie fine. En tout état de cause Alain Madelin tomba presque à gauche. L'image d'Alain Juppé n'y gagna pas en attrait.

Plus tard, l'avènement d'un gouvernement «Juppé II» ne

suscita pas d'électro-choc. On remarqua : «Juppé reprend aux femmes leur tablier» (Libé 09/11). Et une promesse de plus non tenue ! On marqua de la surprise : «Bref, c'est Chirac qui a été élu, mais ce sont les centristes qui vont au charbon... Ni Séguin, ni Madelin. Reste, donc, par la force des choses et celle de la pesanteur politique les bons vieux centristes. Le résultat possède un important comique : il n'est rien qui donne autant de boutons à un gaulliste, historique ou pas, que l'évocation d'un centriste» (G. Dupuy id.).

En définitive, Alain Juppé n'aura savouré les brises de la faveur du microcosme politico-journalistique que l'espace des commentaires de son discours-choc du 15 novembre. Cette manière de «taper sec» (Libé 16/11) fit impression : «Il est parfois subtil de taper sec» (Id). On admira même la technique du secret : «L'histoire secrète du plan Juppé. Comment les partenaires sociaux, les ministères ont été tenus à l'écart. Dix dans la confidence. Pas un de plus.» «Une grande première dans l'histoire civile de la République, confie un des conjurés» (Libé 18-19/11). Étonnant hymne au secret d'État ! La suite prouve que la «méthode Juppé» poussée à ce degré n'était pas d'une efficacité à tout prix ! Et, du coup, on cria à «l'autoritarisme» voire à «l'arrogance».

En outre, cet affichage simultané de réformes ultra sensibles n'avait-il pas des allures de suicide ?

«La stratégie de M. Juppé ?... la stratégie du pistolero qui entre dans un saloon et tire sur tout ce qui bouge. J'ai dit aussi : l'amertume d'un homme qui fait payer aux Français le fait de n'être pas aimé. Je me demande aujourd'hui s'il n'entre pas dans ce suicide une part de calcul et de jeu. Imaginons qu'il réussisse : «quelle fermeté ! quel caractère !». Imaginons qu'il échoue : «quelle injustice ! quelle pitié !» - il entre alors dans le club fermé des grands réformateurs sociaux» (B.-H. L. Pt 09/12/95).

Laissons à Bernard-Henri Lévy la responsabilité de ses hypothèses. Pas idiotes !

Ainsi, il y eut bien un «facteur» Juppé dans cette révolte de cent jours.

Étant entendu qu'elle fut - non moins, voire davantage - produite, notamment, par ces quatre autres causes que l'on a évoquées (sans prétendre épuiser l'explication) en s'inspirant des gazettes : un réflexe d'impatience - («On en a marre de se faire tondre !») -, une peur de perdre les garanties existentielles existantes dites «avantages acquis», - une mise en défiance radicale des décideurs de tous poils, - le fracassant effet de boomerang produit par Jacques Chirac, promettant un «autre possible» avant de revenir à la politique de la «pensée unique», au moins à ce qui se voit !

Et après ?... la question est incontournable. D'autant que, si expliquer est éclairant et utile, prévoir ou, au moins, entrevoir les suites directes et les retombées indirectes est nécessaire tant pour le citoyen que pour le dirigeant.

Oui mais... cette approche est encore plus complexe.

On peut se risquer à avancer des chiffres : «Grèves : une facture d'au moins 5,8 milliards» (Fig 19/12) ; «CNPF : la

grève coûtera 100.000 emplois» (Fig 20/12) ; «...20 jours de grève, cela fait autant de journées de production très perturbées, ce qui pourrait arithmétiquement susciter une perte d'environ 0,2 points de PIB» (J.P. Fitoussi Exp 07-13/12).

On peut aussi se laisser aller au catastrophisme : «Suicide : mode d'emploi... Tout le monde, et d'abord les vainqueurs, en sortira vaincu. Le tourisme, le commerce, l'économie du pays, son image dans le monde, sont ébranlés et affaiblis...» (Jean d'Ormesson Fig 16-17/12). Diagnostic routinier en des occurrences de ce type. On en a lu de plus prudents et plus nuancés : «Une grève n'est pas forcément un événement négatif, le signe d'un échec ; elle exprime une certaine forme de santé, le sens de l'action collective... Si les protagonistes en sortent sans perdre la face, si le dialogue social s'enrichit - ce n'est pas impossible - alors la confiance reviendra, le moral aussi, permettant de dynamiser l'économie. Cette amélioration du climat effacera, et bien plus, l'effet récessif de la grève elle-même. Sinon, il jouera à plein. Du nouveau climat dépendra...» (J.P. Fitoussi Exp 07/12).

«Gérer l'après-grève» (id) voilà l'important. Quand une grève finit, tout commence. Quand un «automne chaud» se calme, rendez-vous au printemps pour l'évaluation.

En attendant, puisque «le conflit de la fin de 1995 a aussi servi de révélateur» (M. Initiatives 17/01/96) on peut, en procédant avec circonspection, glaner quelques révélations significatives, nouvelles ou non, parmi celles qui se sont laissées apercevoir par-dessus ou aux creux des vagues.

On en relèvera sept.

LA PROVINCE SE BAT ET S'AMUSE

On a lu, au hasard des feuilles : «La province a fourni vendredi les gros bataillons de manifestants» (Libé 25-26/11), «Environ 300.000 personnes ont manifesté dans les rues de Bordeaux. Le défilé a pris un ton familial et bon enfant» (M 12/12). «A Caen, pour le troisième rassemblement en moins d'une semaine (25.000 pour le mardi 05/12, 35.000 pour le jeudi 7), entre 15.000 et 20.000 personnes ont défilé dimanche 10 décembre dans une ambiance joyeuse et familiale» (M 12/12). «Chartres, la paisible découvre la «sociale» (M 15/12).

Quant à Marseille, elle revint plus souvent dans les colonnes puisque le conflit y fut spécifique : «Marseille ne croit plus au Père Noël : la grande sécession marseillaise... Mais pourquoi donc la deuxième ville de France est-elle devenue une citadelle de la contestation actuelle ?» (Fig 18/12).

Les quotidiens parisiens furent tellement frappés des manifestations dans les villes des régions que *Le Figaro* publia une carte du nombre de manifestants dans une trentaine de villes. *Le Monde*, aussi. Probablement, ces bulletins de météorologie sociale régionalisés furent-ils une nouveauté dans la presse.

Ainsi, on a pu prétendre que «pendant trois semaines, les

défilés ont été plus puissants dans les régions qu'à Paris» (M 27/12). Etonnant ? Il ne faut jamais rien exagérer. L'histoire sociale est riche de «conflits-culte» qui firent trembler la République ou qui restent gravés en lettres de sang dans sa mémoire et qui jaillirent en «province» : Fourmies (1891), Lipp (1974), plus tous les autres.

Cette circonstance n'exclut pas que la mobilisation de cet automne 95 dans de nombreuses villes ne constitue une certaine innovation. Le phénomène est à radioscopier de près. Et le diagnostic ne sera pas facile. On comprend que «*politologues, sociologues et syndicalistes se promettent de prendre le temps de se pencher, cartes en main, sur un phénomène déjà amorcé par le mouvement étudiant qui avait mobilisé beaucoup plus dans les facultés de province que dans les grandes universités parisiennes, à l'inverse des années 80*». En attendant, chacun se contente d'esquisser quelques prudentes pistes de réflexion» (M 27/12).

Le Monde excepté. Malgré les lignes ci-dessus, soulignant que l'analyse du phénomène requiert du temps et de la prudence, emporté par le démon simplificateur du journalisme, il n'hésite pas à titrer : «*En province, les manifestants ont exprimé une révolte contre la capitale... Quatorze ans après la décentralisation administrative, les provinciaux ne veulent plus se faire dicter leur avenir par les élites parisiennes... Mais deux France apparaissent*» (id).

Possible. Encore que l'on pourrait objecter que les directions des Centrales syndicales décident, elles aussi, de Paris. Encore que ce diagnostic ait des airs stéréotypés et qu'il date : il reproduit tant les discours, nés dans les années 1960 et devenus dogmes en 1968 !

En tout état de cause non prouvé ! Pour l'instant. Aussi bien, une lecture attentive de la page dont s'agit laisse apparaître de multiples explications et suggère qu'il faut prendre en compte d'une part l'implantation des dépôts de la SNCF - d'autre part, dans ce conflit-ci, des mémoires collectives et des cultures politiques différenciées. Il n'est pas établi que les défilés de Caen avaient la même signification que ceux d'Avignon ou de n'importe quelle autre ville. Sans compter que, dans une autre publication, on a pu lire que ces manifestations localisées venaient du fait que les «provinciaux» avaient compris que le pouvoir n'était plus à Paris, puisque à Bruxelles et ailleurs.

Ô commentateurs, suspendons notre conclusion ! Il est vrai qu'il est plus facile de n'être pas catégorique dans une revue que dans un quotidien. Aussi se contentera-t-on, ici et maintenant, de n'avancer qu'une hypothèse complémentaire.

Et la télévision dans tout ça ? Plus explicitement, ne peut-on imaginer que le fait que, désormais, les manifs des régions ont une audience nationale par leur représentation à l'écran entraîne irrésistiblement la décentralisation des manifs ? A l'appui de cette hypothèse, le fait qu'au fil des dernières décennies les sociologues des conflits du travail avaient souligné l'importance de la grande manif nationale dans le processus de négociation collective. Or, désormais, la manif peut être nationale, chacun restant chez soi. Et si

l'innovation était là !

On n'en finit plus de discuter sur les effets des contenus des émissions et l'on néglige les effets structurels. La télévision change l'espace. On parierait que cette technologie, nommée télévision, explique que la « province » ait manifesté chez elle. Comme elle explique la ludicisation des défilés.

Impossible de développer davantage. A suivre, ce phénomène. Cette innovation...

LE PUBLIC RÉSISTE

A suivre, avec autant d'attention, la deuxième « révélation » - qui n'en est pas véritablement une - de ces 100 journées de révolte : la charge explosive que véhiculent « *les incertitudes du service public* » (M 21/12).

En effet, on l'a souligné : « *Brutalement arrivée sur le devant de la scène à la fin de l'année dernière, la question de l'avenir des services publics dominera les débats de l'année 1996. Car tous les ingrédients sont réunis pour conserver au dossier son caractère explosif : besoin de modernisation des services publics, situation financière parfois catastrophique, pressions communautaires, intransigeance du personnel face aux perspectives d'évolution* » (Echos Janvier 96).

Dès lors « *on ne peut que regretter la quasi-absence dans ce pays d'un débat d'ensemble sur l'avenir du service public, alors que c'est sur cette question, autant que sur l'avenir de la Sécurité Sociale, que se sont affrontés pouvoir et grévistes* (André Fontaine M 21/12).

Incontestablement, ce débat a été, en partie, rendu impossible par la propension très française à l'idéologisation et, bizarrement, par ceux qui, souvent, dénoncent cette inclination :

« *Avec un bric-à-brac d'archaïsme en tout genre, le million qui défile exhibe sa reculade devant le monde moderne, sa peur d'une société libérale qui prend partout ses quartiers dans le monde. Elle n'a pas encore implanté en France sa culture d'hommes libres et adultes, ses mécanismes d'ajustement, sa machinerie souple et contractuelle.*

« *Rien de tel, en effet, derrière les épaisses murailles de nos châteaux forts d'Etat. Des syndicats sous-représentatifs, cramponnés à des sinécures concédées il y a cinquante ans, y allument, en apprentis sorciers, des incendies... Alors, la rue... exhale sa nostalgie de la « Mama » étatique qui distribua si longtemps... » (Pt 16/12).*

Y aurait-il des libéraux très dogmatiques ? En tout cas, cet extrait d'éditorial est très représentatif d'une des idéologies des « cadres » et gestionnaires français.

Aussi bien, fulminer des condamnations solennelles au nom d'un soi-disant « monde moderne » - J.F. Kahn a raison de s'étonner que « *capitalisme* » « *est frappé d'anathème* » (EJ 19-25/10) et comme tenu pour imprononçable - n'est pas d'une efficacité assurée. De même relève-t-il d'une stra-

tégie constructive d'ameuter les populations en ces termes ? « *Ce ne sont ni les exclus, ni les salariés du privé qui brandissent l'étendard de la révolte. Non. Les grévistes - ceux qui font de vous, du moins à Paris, des adeptes forcés de la marche à pied - font partie des catégories professionnelles les mieux loties* » (id).

D'autant que ces réquisitoires peu originaux n'ont qu'une portée des plus limitée, étant donné la très complexe et paradoxale situation faite au « fonctionnaire » et à ses assimilés dans l'imaginaire français.

Exécérés, les fonctionnaires ? Alors, pourquoi donc, à la question « *Faut-il recruter de nouveaux fonctionnaires ?* », 82 % des Français répondaient que oui. Ce qui conduit Michel Crozier, après avoir nuancé le pourcentage en fonction des termes de la question, à reconnaître, néanmoins : « *Nous assistons à un retour de balancier par rapport aux années 80. Les fonctionnaires sont revenus en grâce* » (Fig 11-12/03/1995).

Pour percer le secret de ce mouvement de répulsion/attraire du fonctionnaire et si on veut remédier à ses aspects négatifs, il ne suffit pas de crier à « l'archaïsme ». Il faut en prendre la vraie dimension.

En août 1953, Yves Florenne, commentant la sympathie pour les grévistes, écrivait : « *L'état de fonctionnaire, avec toutes les garanties qu'il comporte, nous est somme toute proposé comme fin idéale ; en attendant qu'il ait conquis la société entière, il est le bastion qu'il faut à tout prix défendre* » (M 21/08/1953). Quarante-deux ans après on supposait de même : « *Le progrès social ce devrait être pour tous davantage de sécurité et stabilité. Plutôt que de contester aux fonctionnaires cet acquis, l'ambition devrait être de la généraliser à tous les salariés. Malheureusement...* » (M 11/10).

Exécérés, les « services publics » ? Critiqués, oui ! Exécérés, non !

Etant donné la profondeur de cet enracinement du « public » dans la culture politico-sociale française, il ne suffit pas de gronder sur la résistance au changement. Plutôt, il faut, sans complexe par rapport à d'autres cultures, « positif ». La question sous-jacente au fonctionnaire comme type « idéal » ne serait-elle pas : comment repenser le travail ?

Quant aux services publics français, il est sûr et certain qu'ils sont confrontés à des problèmes financiers et technologiques en tous genre, *Commission européenne ou pas* » (Echos Janvier 1996).

Mais on observe, aussi - Loïk Le Floch-Prigent notamment -, que « *la Commission européenne en voulant réformer le système français n'a fait que de l'idéologie pure avec une obsession : la France ne tient pas assez compte du marché* » (La Tribune 11/12).

En outre, on ne doit pas négliger que nos services publics ne sont pas seulement des institutions économiques : « *Nos services publics sont garants de la cohésion nationale, de l'unité nationale* » (Loïk Le Floch-Prigent op cit). C'est toute une culture politique « à la française » qui est en ques-

tion, en vérité, à travers le débat sur le «service public».

Enfin, cet automne, au-delà de la question de l'évolution des services publics et de l'avenir de la notion de *service public à la française*, ces 100 jours «chauds» ont signifié un refus : «*Le système ultra-libéral, hyper-libéral, hyper-déréglémenté, les Français n'en veulent pas*» (id).

Peut-être n'est-ce pas un mal que le secteur «public» résiste. Cette résistance révèle que «*la France attend toujours un modèle de régulation sociale*» (qui appelle) «*l'invention d'un nouveau modèle*» (M 12/12 *Débat Dominique Strauss-Kahn/A.Touraine*).

A suivre. Aussi bien, ces questions ne se laisseront-elles pas oublier !

LES SYNDICATS EXISTENT

Troisième révélation. Ils existent. On les a rencontrés !

Evidemment, cette manière d'écrire est ironique. N'empêche, depuis plusieurs années, il était beaucoup bruit de «*la crise des syndicats*», de «*l'évidence du déclin syndical*» (cf. *Raymond Soubie in SOFRES L'état de l'opinion 1992. Ed Seuil*). Récemment, on a pu lire : «*Depuis les années 80, la revendication n'est plus portée par les syndicats mais par le patronat*» (M 24/01/96).

Il est vrai que quasi simultanément à la question «*A quoi servent les syndicats ?*» 72 % des Français répondaient les trouver utiles (Fig 15/02/1995) «*Le contraste est saisissant. D'un côté, des syndicats qui ont de plus en plus de mal à trouver des militants. De l'autre, une image de marque en constante amélioration*». Au point que l'on pouvait constater : «*Le clivage : droite = patrons, gauche = syndicats, est dépassé*» (J.P. Jacquier (Fig pré cit). Paradoxal ? Oui... mais sans l'être.

Quoiqu'il en ait été et en soit, soudain «*les syndicats retrouvent un rôle*» (Christian Stoffaes, *Libé* 22/12). Et Marc Blondel envahit la scène et perce l'écran. Personnage dominant et emblématique de cet automne 95 comme Cohn-Bendit l'avait été du printemps 68. Il impressionne, il agace, on le critique :

«*Il crie et il négocie, il se mêle de tout et passe bien à la télé. Mais quelle est au juste la stratégie de Marc Blondel ?*

«*...Ce Lucky du micro et de la caméra... fait beaucoup de cinéma. Passionné de taoumachie, il adore manier la muleta... (Mais) au total (FO) est un syndicat conservateur. Au sens étymologique. «Je suis là pour défendre les intérêts particuliers, pas l'intérêt général» plaide Blondel... Mais sur les grands dossiers du moment la doctrine de FO est plutôt floue*» (Ex 14-20/09).

«*...Un jour, il appelle à la grève générale, le lendemain à la «généralisation de la grève». Ses commentaires varient d'heure en heure... Toute cette agitation a un objectif Marc Blondel s'est lancé dans une vaste opération «rideau de fumée». Il paraît fort, il n'a peut-être jamais été si faible. Dans ce mouvement, FO n'est qu'une force d'appoint. C'est*

la CGT qui a mené le bal... (comme quoi) il faut se débarasser de Marc Blondel». A l'E.J., on ne fait pas de quartier ! Ce n'est pas le genre de la maison, au moins généralement considérant.

Blondel riposte : «*Ils veulent faire de moi un bouc émissaire. Tout ça parce que je défends les salariés. Mais ne vous inquiétez pas, ça va bien. Je suis normal. Je dors sur mes deux oreilles. Et même je baise... Qui gouverne ce pays ? Chirac ou Juppé ? Non, Monsieur, c'est Trichet, le gouverneur de la Banque de France. Et en plus il se permet d'engueuler les deux autres. Mais qui c'est ce Monsieur Trichet ? Il est élu par qui ?*» (*Libé* 16/10).

Aux côtés de Blondel, jouant plus sobre, Viannet. Aux côtés de Viannet une nouvelle tête bien médiatique : «*Bernard Thibault, CGT décalé, sans langue de bois... la belle gueule du rail*» (J.D. 24/12). Plus d'autre têtes nouvelles qui sont apparues (cf M 21/12).

Le syndicalisme à la française jouant le plus souvent divisé ou en acteurs séparés, rivaux ou ennemis - et cette fois ennemis -, l'autre figure emblématique de l'automne 95 : Nicole Notat, «*la femme qui dérange les syndicats*», «*la dame de fer*», «*la tsarine*», «*en apportant son soutien, au dispositif du gouvernement pour la réforme de la Sécu, a provoqué la colère de certains de ses propres militants. Mais surtout prenant tout le monde de court, laissant Blondel abasourdi et Viannet furieux. En réalité, au-delà du courage dont elle a fait preuve, il y a bien sûr une stratégie politique... un but clair : faire de la CFDT «le» grand syndicat responsable et capable de négocier en tête-à-tête avec patronat et gouvernement. Devenir un syndicat aussi fort qu'en Allemagne ? L'idée n'est évidemment pas exprimée de cette façon. Mais...*» (Pt 02/12).

Voilà exactement le point à suivre par la suite. Va-t-on assister à une recomposition totale du paysage syndical ? A la constitution d'un «syndicalisme de société» regroupant autour de la CFDT, la CFTC et la CGC face à un syndicalisme ou «de feuille de paye» ou «contestataire» regroupant FO, SUD, etc. autour de la CGT. A l'horizon lointain ces deux constellations finiront-elles par se fondre en deux grands syndicats ?

Etant entendu, toutefois, qu'un automne ne fait pas un printemps. Ce rôle des syndicats en décembre 95 «*n'est pas un vrai renouveau. Le malade marche mais il n'est pas guéri. Au mieux il est en convalescence. Le taux de syndicalisation reste, en France, le plus faible de l'OCDE, moins de 10 % de la population active salariée*» (M 26/12).

A suivre de près l'évolution du taux de syndicalisation et le reste.

LA GAUCHE ÉCHAUDÉE

Peu surprenante cette quatrième «révélation». «Chien échaudé craint l'eau froide» dit le proverbe. A fortiori l'eau chaude !

Une sacrée chance, en tous cas, pour le gouvernement que

cette «prudence» jospinienne. Il est vrai qu'aussitôt après le discours du Premier Ministre du 15 novembre, on avait le temps d'un instant entendu des voix diverses - de Jacques Delors critique à Claude Evin et Michel Rocard réservés mais favorables -. Du coup : silence dans les rangs !

On se contenta, donc, de quelques déclarations style remontrances du genre : «*Le gouvernement n'a pas pris la mesure de la situation*» (F. Hollande M 24-25/12) et l'on décida de «*rechercher une alternative à la droite*» (M 24-26/12).

D'aucuns se mirent en colère : «*Où est passée la Gauche ?*» (Joël Romand Libé 30/11). D'autres s'étonnèrent : «*Chacun sait que son plan (à M. Juppé) est un plan raisonnable et qu'il reprend, pour l'essentiel, ce que les meilleurs esprits de la gauche réformatrice et moderniste proposent depuis dix ans. Pourquoi sont-ils si peu nombreux, dans ses rangs, à oser convenir que ce plan, non-obstant le style de son auteur, est aujourd'hui la moins mauvaise des solutions ? Pourquoi M^{me} Notat est-elle si seule ? Pourquoi le silence de M. Rocard*» (B.-H. L. Pt 09/12).

D'autres encore se contentèrent de relever ce silence, ajoutant que c'était dans la logique : «*La déconnexion entre la gauche et le mouvement social constitue une autre nouveauté. Il est vrai que la gauche institutionnelle représente de moins en moins les classes populaires. C'est le Front National qui a remporté le plus de suffrages ouvriers.*» (Eric Dupin Libé 30/11).

A bien observer, le PS est confronté, aujourd'hui à deux séries de problèmes.

Des problèmes programmatiques. D'ores et déjà, «*la plupart des questions sont sur la table, qu'il s'agisse du rôle de l'Etat, de la dépense publique, du champ du secteur public, de la réduction de la durée du travail, ou de la réforme fiscale. Il ne reste plus qu'à inventer de nouvelles réponses et à proposer des réformes originales*» (M 24-25/12).

Puisqu'il «*ne reste plus qu'à inventer*», on touche au but !

Des problèmes de style d'action et, spécialement, de style d'opposition. Ce débat a eu lieu à pages ouvertes (in Ex 07-13/12/95). «*Peut-on être de gauche et reconnaître des aspects positifs au plan Juppé ?*», Pierre Rosanvallon en est convaincu : «*L'un des problèmes fondamentaux de notre société est que, si elle a appris l'alternance, elle n'a pas su développer une vision constructive de l'opposition*».

A l'opposé, Jean Poperen : «*Accepter le plan Juppé moyennant quelques réserves, ce n'est pas faire des concessions, c'est s'aligner sur les positions du gouvernement. Impossible pour la gauche... Tant que nous vivrons dans des sociétés différenciées... la confrontation sera le fil conducteur de leur évolution*».

Soit observé au passage, ce dernier débat ne concerne pas que la gauche. A suivre, en tous cas, les évolutions de la gauche dans sa recherche de programme et de style.

L'EUROPE CONTRAINTE

Cinquième «révélation». Normale puisque l' «*attache-*

ment au rôle de l'Etat contredit l'article 129B du traité de Maastricht, visant à replacer les infrastructures des transports, des télécoms et de l'énergie dans le cadre d'un système de marchés «ouverts concurrentiels» à en croire André Fontaine (M 21/12).

D'où ces titres : «*Des grèves ? Non, Sire, une révolte contre l'Europe*» (Courrier International 07-15/12), «*La grande révolte française contre l'Europe libérale*» (Monde Diplomatique janvier 1996).

Assurément, à cela on peut répondre : «*Il ne faut pas croire qu'Union monétaire et lutte contre le chômage soient antinomiques, au contraire. Pour réaliser l'Union monétaire, il faut faire l'Union économique, ce qui signifie moins de déficits. Sachez qu'aujourd'hui 40 % de l'épargne...*» (Yves de Silguy Fig Mag 09/12).

A suivre, si ce langage métallique érigeant l'Europe en instance de discipline monétaire est susceptible de donner un souffle politique et à provoquer à la fondation d'une Europe des peuples.

D'aucuns en doutent : «*Les grèves ? Cela n'a rien à voir nous dit-on... Seuls les mal-pensants, donc, peuvent lire dans ce mouvement une protestation contre le projet de Maastricht. Les grévistes débraient. L'Europe passe. Il faut le dire : cette cécité est proprement incroyable... Il existe décidément une catégorie de «maastrichtiens» qui n'ont rien appris et rien oublié, dont le commissaire français à Bruxelles, Yves de Silguy, bien placé dans le championnat de la langue de bois, offre l'exemple achevé*» (Laurent Joffrin NO 28/12/95-03/01/96).

A suivre, comment européistes et maastrichtiens changeront l'image de l'Europe, la transformant de «contrainte» du destin en création de la liberté.

LE GRAND RETOUR DES INTELLECTUELS

Grand retour ? Qui vivra verra ! Présentement considérant, le réveil des intellos est, bel et bien, la sixième des «révélations» des journées de décembre 95. Pas la plus décisive mais la plus curieuse.

C'est que l'on croyait les intellectuels devenus hésitants à intervenir, en clercs, sur l'actualité. Sans doute, prirent-ils parti hardiment dans la guerre en ex-Yougoslavie. Quand même, leur activité pétitionnaire avait considérablement diminué.

Récemment, un Haut Intellectuel a, d'ailleurs, légitimé ce retrait :

«*Depuis le XVIII^e siècle, il existe une espèce de goût de la prophétie et du théâtre politique chez les intellectuels français. Cette tradition s'est affaiblie dans les dernières décennies, et je suis de ceux qui ne souhaitent pas qu'elle revienne fortement. Les intellectuels sont essentiels à la vie d'une nation, mais l'habitude qui consiste à les consulter à tout bout de champ me paraît funeste à la fois pour eux et pour le public... Je reste méfiant à l'égard de leurs penchants pro-*

phétiques, qui flattent leurs ressentiments ou leurs vanités plus qu'ils ne contribuent à la recherche du vrai» (François Furet Fig 02/01/96).

A la lumière de ces propos d'un maître reconnu, on peut se demander si la polémique de décembre n'est pas qu'une flambée accidentelle. Mais il ne faut jurer de rien !

Le sûr et certain est que l'affrontement fut vif. «On se croirait revenu aux beaux jours des années 70, où «première» et «deuxième» gauche s'affrontaient autour de problèmes aussi considérables que la nécessité ou non d'une «rupture radicale avec le capitalisme» ironisa-t-on dans *L'Événement du Jeudi* (21-27/12) qui traita comme dérisoire cette «guéguerre civile chez les maîtres-penseurs».

La querelle partit d'un appel en faveur d'une «réforme de fond de la Sécurité Sociale», lancé le 24 novembre, à partir de la revue *Esprit*. «Des experts de gauche appuient la réforme de l'assurance-maladie» titra *Le Monde* (30/11).

«En prenant clairement parti en faveur d'un plan de réforme de la sécurité sociale qui s'engage dans «la mise en place d'un régime universel d'assurance-maladie, financé par l'ensemble des revenus» comme l'a dit Nicole Notat, la CFDT a fait preuve de courage et d'indépendance d'esprit...» proclamait ce manifeste en son alinéa I (Le reste du texte ne portait que sur les modalités de la réforme de la Sécurité Sociale et les grèves n'étaient pas prises en compte puisque l'appel avait été rédigé avant le développement massif de celles-ci).

A ces mots, le sang du sociologue et professeur au Collège de France Pierre Bourdieu ne fit qu'un tour. Une riposte s'organisa.

Le 4 décembre, lui, ses proches et des proches de l'extrême-gauche lançaient un appel de soutien aux grévistes. D'autres appels apparurent. Et chacun partit en quête de signatures.

La guerre tribale fit fureur. Est-il possible de nommer les deux camps principaux ? On a dit : «bourdivins et trotskistes contre experts» (M 16/12) ? «archaïques (contre) modernistes» (EJ 21-27/12). Pourquoi pas «populistes de gauche» contre «réformateurs» ?

Ceux-là déferlèrent dans les colonnes du *Monde* : «Le nouveau prolétariat vous salue bien... Messieurs les dominants» (Michel Cahen M 07/12), «Vive la France... Dans sa grande sagesse, le peuple vient...» (J. Attali M 15/12), «Faire confiance au peuple» (J.P. Chevènement, Max Gallo, Anicet Le Pors, Didier Motchane M 17-18/12) etc.

En outre, solennellement rapporté à la «une» du *Monde*, «mardi soir 12 décembre, dans la salle du comité d'entreprise de la SNCF, au style années 50, quelque peu suranné... Pierre Bourdieu... d'une voix à peine audible... «Je suis venu dire notre soutien à tous ceux qui luttent... Cette crise est une chance historique pour la France et tous ceux qui refusent la nouvelle alternative : libéralisme ou barbarie» (M 14/12).

Bouleversante ou ridicule cette scène ? Qui sent son 68 et

J.P. Sartre sur son tonneau, face aux grilles de Renault ? «Une autre version de la formule : «mieux vaut avoir tort avec Sartre que raison avec Aron». Elle est devenue, cette formule - et la métamorphose donne la mesure de la régression du temps - : «mieux vaut avoir tort avec Blondel que raison avec Juppé» (B.-H. L. Pt 09/12).

Régression ? Ou nostalgie ? Ou immuabilité ? Toujours est-il que les intellos semblent avoir du mal à «lire» la société française cahotée par «les premiers pas du système mondial» (Alain Cotta. *La troisième révolution française* Ed JO Lattès 1995).

A suivre quand même l'émergence des idées neuves. Car, il y en aura.

LE TEMPS DES «PAUMÉS»

«L'espoir : quand la société dit : «non»» (M *Diplomatique* janvier 96). Oui mais... la société a-t-elle dit «non». Ne serait-il pas plus exact d'observer que les femmes et les hommes de France sont plus nombreux à penser ou à crier, dans l'amertume : «On en a marre ! On ne sait plus où l'on va ! On est paumé !»

Paul Thibaud (op. cit p. 41) ne nous dévoile-t-il pas la septième «révélation» du décembre français quand il écrit : «La désorientation française, à la fois masquée et accrue par le faux-semblant mitterrancien, paraît tenir à ce que les grands enjeux qui, pour l'unir ou la diviser, stimulaient la communauté des citoyens français, nous échappent. La modernisation économique qui a été la grande entreprise de l'après-guerre se fait désormais sous la pression extérieure. Ce n'est plus un but collectif, c'est une douloureuse obligation, parfois une tyrannie incompréhensible. Il en va de même... avec la démocratisation. Ce pays dont elle a été la grande affaire semble désormais la recevoir de l'extérieur».

Il est sans doute, encore des militants qui ont des certitudes : «Demain ne sera plus comme hier» (M 13/12).

Cependant, le secret du fond de cette révolte aux 100 jours n'est-il pas révélé par ces mots : «Jean-Luc 39 ans, ouvrier chez Renault, a entendu son fils lui demander : «Papa, ça sert à rien de travailler à l'école, plus tard je serai chômeur» (M 21/12) ?

Paumés ! le Jean-Luc et les autres. Sous les pavés, la défiance envers le futur. Ce que l'on a nommé «les temps modernes» finirait-ils ? Pas de précipitation ! A suivre !

René PUCHEU

(*) Les publications citées ont été indiquées par les abréviations suivantes : Les Echos : Echos ; L'Événement du Jeudi : EJ ; L'Express : Ex. ; Le Figaro : Fig ; Le Figaro Magazine : Fig Mag ; Libération : Libé ; Le Monde : M ; Le Nouvel Observateur : NO ; Le Parisien : P ; Paris-Match : PM ; Le Point : Pt.

LES GRÈVES DE FIN 95

Une sorte de malaise existentiel

par Jean-Marie DOMENACH

Les médias français et étrangers ont donné, des événements de novembre-décembre 1995, une vision à la fois confuse et excessive, au point que, hors de France, beaucoup ont pu croire que le pays, comme en mai 68, allait basculer dans l'anarchie. Avant d'interpréter, il convient donc de formuler quelques précisions.

Les grèves ont commencé dans les transports publics le 24 novembre pour s'arrêter entre le 18 et le 20 décembre. Ces grèves des transports ont été presque totales à Paris et dans quelques grandes villes de province, Marseille surtout où elles ont duré jusque début janvier. On notera que leur intensité, ainsi que celle des manifestations fut particulièrement forte dans l'ancien «Midi rouge», auquel il faut ajouter Bordeaux et deux ou trois villes de l'Ouest où la tradition anarcho-syndicaliste est restée forte. Mais certaines régions, telle l'Alsace, ainsi que la grande majorité des villes de 20 à 100.000 habitants, n'ont pas été touchées. A Lyon, pratiquement, rien ne s'est passé.

Cependant, ces grèves des transports étaient particulièrement visibles et gênantes par leurs conséquences et elles faisaient craindre un début de paralysie nationale. Elles ont provoqué, à Paris, une situation extraordinaire, puisque, chaque jour, un million de personnes étaient contraintes de

faire des trajets de deux à quatre heures, à pied, à bicyclette ou en *rollers*, pour se rendre à leur travail sans être bloquées dans les embouteillages. Ce phénomène offrait évidemment des prises de vue inédites et pittoresques. Il a surtout témoigné d'une étonnante capacité des Parisiens à endurer et à s'auto-organiser. Dans les moments de chaos, la société française se débloque avec une surprenante rapidité.

Alors que les médias annonçaient «Les étudiants sont en grève», il n'y eut jamais plus de 10 % d'étudiants pour faire grève contre l'étroitesse des amphithéâtres et le manque d'enseignants, et encore, en plusieurs cas, il s'agissait plutôt d'un *lock-out*, puisque certains recteurs avaient fermé les salles de cours pour éviter les incidents. Mais comme, depuis toujours, ce qui compte en France est ce qui se passe à Paris, la grève des métros et des trains de banlieue occupait le devant de l'actualité.

Là où elle a eu lieu, la grève a été tenace et très suivie. Après une quinzaine de jours, elle s'est affaiblie et a été prolongée dans les Postes et les Chemins de fer par des piquets de grève parfois brutaux. Mais le plus remarquable a été l'ampleur des défilés, à Paris, Toulon, Bordeaux, et surtout à Marseille. Le Premier Ministre avait prononcé une phra-

se provocante et fort peu démocratique : «S'il y a deux millions de personnes dans la rue, je m'en irai». On revenait ainsi à cette dialectique du pouvoir et de la rue qui caractérise la politique française depuis 1789. Or, le nombre total des manifestants a sans doute approché les deux millions. Alain Juppé n'est pas parti, mais il a cédé sur plusieurs points de sa réforme et radicalement changé sa méthode, substituant le dialogue au commandement.

D'abord vigoureux pendant les deux premières semaines, le mouvement, après avoir déclenché la grève dans quelques services publics, se mit à décliner. Initié par «Force Ouvrière», qui occupe des bastions importants dans la fonction publique, il ne réussit pas à déboucher dans le secteur privé. Etrange contraste : plus il se renforçait et plus les salariés du privé s'organisaient pour aller à leur travail. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux estimaient que ces fonctionnaires grévistes, pourtant privilégiés, faisaient grève à leur place - une grève par délégation, en quelque sorte.

duite dans le front syndical annonce-t-elle un nouveau syndicalisme, débarrassé de la mythologie du XIX^e siècle ? Ce n'est pas sûr - pas encore. On vante «le syndicalisme à l'allemande», mais il reste au bout d'un assez long chemin.

Le déclenchement des grèves a été causé par le comportement imprudent d'un gouvernement dont le chef a donné l'impression de vouloir «passer en force», c'est-à-dire imposer sans débat préalable une profonde réforme du système de protection sociale tombé pratiquement en faillite. La première mesure de ce «Plan Juppé» concernait l'âge de la retraite, fixé depuis un siècle à cinquante ans pour les conducteurs de train, de métro et d'autobus urbain. Toucher aux retraites apparut comme un sacrilège, si fort est le culte de la retraite chez des Français, qui rêvent de la passer dans une maison au bord d'une rivière ou de la Méditerranée.

De plus, les propos maladroits de certains ministres furent pris pour des injures à l'égard des fonctionnaires et provoquèrent un réflexe de dignité blessée. Gouvernement et grévistes se sont rejoints dans le même système, qu'Olivier Duhamel a parfaitement résumé : «L'arrogance des classes dirigeantes entretient l'inconscience des classes dirigées». Il est difficile de faire le partage entre l'honneur du métier et la défense des «droits acquis». On assistait au conflit entre un système de castes et les exigences d'une modernisation dont l'Europe apparaît souvent comme l'instrument maudit. En ce sens, les manifestations, bien qu'elles se déroulassent dans un climat de Carnaval, avaient quelque chose de funèbre.

Cette secousse est l'effet tardif, la «réplique», du séisme qui renversa le Mur de Berlin. La France était une sorte d'URSS en passe de réussir, car elle combinait les anciennes valeurs de l'aristocratie avec une étatisation égalitaire. S'attaquer aux «privilèges» de la fonction publique, c'était mettre en cause un système qui conciliait la douceur de vivre avec la bonne conscience révolutionnaire, mais qui coûtait trop cher. On peut donc aussi interpréter ce mouvement de la fin 95 comme un contrecoup de la désoviétisation. Or, malgré la quasi absence du Parti socialiste, malgré le handicap que constituaient le corporatisme et la défense des privilèges, la peur de l'avenir mêlée à la colère de l'humiliation fut assez forte pour faire reculer le gouvernement sur des points essentiels.

Il y eut ainsi - comment pourrait-il en être autrement en France ? - une sorte de malaise existentiel qu'exprimait bien le slogan «Résistance-Existence». La déception engendrée par les promesses non tenues de Mitterrand et le revirement de Chirac (priorité à la réduction du déficit), le dégoût causé par la corruption et les scandales financiers, ont provoqué ce tumulte qui n'avait pas de débouché politique, et qui mêlait à des interdits égoïstes des revendications morales et quasi métaphysiques, qui méritent d'être prises au sérieux.

A la Poste comme à la SNCF, une grève dure

Jamais plus du tiers des fonctionnaires n'avait été en grève, et les transports routiers avaient continué de circuler. De fait, les grévistes avaient obtenu satisfaction sur plusieurs points et fait reculer le gouvernement. Au bout d'une vingtaine de jours, il devenait évident que le mouvement ne pourrait se prolonger. Or, le Secrétaire Général de F.O., Marc Blondel, transformant le mouvement en un «bras de fer» entre lui et le gouvernement, fit apparaître que son objectif principal était le maintien de sa prépondérance et de celle de son syndicat dans les caisses d'assurance sociale. C'est alors que la Secrétaire Générale de la CFDT, Nicole Notat, décida de quitter l'alliance conclue avec F.O. et la C.G.T., ce que *Le Monde* du 15 décembre résuma dans ce titre perfide : «Madame Notat aide le gouvernement». La cause était plus profonde : n'avait-elle pas osé affirmer, contre M. Blondel, qu'un syndicat responsable doit se préoccuper aussi du bien commun ? La fracture qui s'est pro-

Jean-Marie DOMENACH

FRANÇOIS MITTERRAND

Un homme, une politique

Rarement la disparition d'un homme politique aura déclenché un tel déluge d'évocations, de révélations, de commentaires, les uns et les autres abondamment mis en images. Il est certes normal qu'au terme d'une carrière particulièrement longue et tourmentée, le besoin se fasse sentir d'en retracer les principales étapes, en même temps que d'établir, au-delà des vives controverses auxquelles donnèrent lieu chacune d'entre elles, un bilan global. Mais un tel déferlement médiatique n'a pu se produire que sous la pression de la curiosité du grand public, aiguisée moins par les résultats de l'œuvre politique que par l'aventure, les aventures, de l'homme.

Dès avant la fin du second septennat, et c'est assez étrange, le centre d'intérêt s'était peu à peu déplacé - à l'instigation manifeste du président lui-même - des problèmes politiques vers les questions personnelles. On ne se souciait plus tellement pendant la deuxième cohabitation (1993-1995) de démontrer, comme pendant la première (1986-1988), que le président ne demeurait pas inerte. Mais dans les propos rapportés, les interviews écrits ou télévisés, les reportages, une place croissante était tenue par des interrogations et réflexions sur la maladie, la nature, la vie, la mort, l'au-delà...

Et puisque la comparaison avec le général de Gaulle a été l'une des figures imposées de la plupart des oraisons funèbres de janvier 1996 - non sans quelque justification, car ce fut manifestement l'une des obsessions du président défunt tout au long de sa carrière - plus d'un commentateur a noté qu'il aurait été difficile d'imaginer plus total contraste entre les styles qui ont caractérisé les modalités de leur sortie du pouvoir. En 1969, après un communiqué d'une ligne annonçant, au lendemain du référendum perdu, la fin de son mandat, le général est devenu invisible, s'est enfermé dans le silence, exception faite de rares images sur une plage d'Irlande battue par la tempête, de quelques confidences par personne interposée - celles qui firent le plus de bruit ayant d'ailleurs fait naître aussitôt le soupçon, sans doute fondé, d'avoir été passablement «arrangées» pour raisons littéraires par leur bénéficiaire (André Malraux - *«Les chênes qu'on abat»*). En 1995, au contraire, François Mitterrand, avant et après son départ de l'Élysée, se prête apparemment volontiers au jeu consistant pour la presse, la télévision ou des confidents divers à répandre à profusion échos et images de ses propos, de sa vie, de son intimité familiale, de ses promenades, de ses voyages...

Mais si le public en redemande, ce n'est pas seulement pour le plaisir de feuilleter les pages de plus d'un demi-siècle d'une histoire à laquelle François Mitterrand n'a cessé

d'être mêlé, c'est aussi et surtout pour le côté romanesque de son aventure personnelle. Guerre, captivité, évasions et, très tôt, au sein du système de Vichy d'abord, puis de la Résistance, de petits rôles, mais aussi des prises de position dans des revues, la constitution d'un réseau de relations doublé, à travers le mouvement des prisonniers, d'un appareil de pression et d'influence. Au point de se trouver à la Libération, à 28 ans, propulsé au sommet de la hiérarchie administrative du Ministère des Anciens Combattants, puis, peu de mois après son entrée au Parlement, d'en devenir, à 30 ans, en 1947, le ministre. Dès lors, tout au long de la IV^e République, une trajectoire constamment ascendante le rapprochera chaque jour un peu plus de la présidence du Conseil, alors centre du pouvoir, jusqu'à ce que le retour du général de Gaulle, en 1958, lui en ferme brutalement l'accès et lui fasse même perdre un moment la confiance de ses électeurs. Opposant résolu, dès la première heure, du gouvernement et des institutions de la V^e République, il tisse de nouveau patiemment et obstinément sa toile. Remontant du gouffre où l'avait plongé l'affaire de l'Observatoire (1959) il défie le général de Gaulle à l'élection présidentielle de 1965 et cette audace lui confère le statut de leader des forces de gauche. Provisoirement : ses imprudences lors des événements de 1968 l'ayant de nouveau mis hors course, l'élection présidentielle de 1969 se déroule sans lui mais, par chance, la gauche s'y ridiculise et, après son OPA réussie de 1971 sur un parti socialiste à la dérive, il manque de peu d'être élu président de la République en 1974. Le troisième essai, en 1981, sera le bon, et l'installera enfin au sommet du pouvoir qu'il convoitait depuis toujours, inaugurant un «règne» de 14 ans, presque aussi long que celui de Napoléon 1^{er}.

De ce jour, pour autant, François Mitterrand n'est pas absorbé par sa fonction au point que son histoire personnelle se dilue dans l'Histoire tout court. Très vite la maladie, les affaires, les intrigues et querelles de famille et de cour, les rumeurs, les révélations progressivement distillées alourdissent l'atmosphère et, au détriment de l'analyse et de la réflexion politiques, focalisent l'attention sur les épisodes d'un roman personnel plus riche en énigmes et en péripéties que n'aurait pu l'imaginer le plus habile des auteurs de polars ou de livres d'aventures. Et l'intérêt n'est pas prêt de faiblir si, à en croire les rumeurs, de nouvelles révélations sont encore à venir, entretenant l'espoir que le feuilleton ne se termine pas avec la mort du héros.

Nous constatons sans plaisir cet engouement et cette dérive. Mais ce «phénomène de société» ne pouvait pas ne pas être mentionné. A travers les témoignages - émouvants, indiscrets, amusés ou cruels, c'est selon - de proches et d'ob-

servateurs informés - inconditionnels, déçus ou blessés - sur la richesse et la complexité du personnage, l'étendue de sa culture historique, géographique et littéraire, le charme de sa «conversation» sur les sujets les plus divers (n'importe quel téléspectateur y a, un jour, peu ou prou succombé), son habileté - tout à la fois enchanteur, distant et impénétrable - à manipuler les plus vulnérables («expert en rouerie», Bernard-Henri Lévy dixit), son épicurisme («J'ai eu une vie trop heureuse pour mourir facilement») non exclusif d'une ambition, d'une obstination et d'un courage peu communs..., on comprend mieux l'intensité et la violence des sentiments qu'a pu inspirer le personnage, qu'ils soient d'admiration ou de réprobation.

prendre le risque de hasarder, sans attendre le jugement des futurs historiens, quelques réflexions sur sa politique.

Or celle-ci ne peut être examinée indépendamment des rapides et profondes transformations qui se sont produites dans le monde au cours de ces quatorze années. Mondialisation accélérée de l'économie et de la culture, révolution dans les mœurs, provoquant l'une et l'autre de violentes réactions nationalistes et intégristes, réveil de la Chine après un long sommeil, émergence de puissances économiques en Asie, effondrement de l'empire soviétique et dissipation soudaine de l'illusion communiste, réunification de l'Allemagne, persistance, sur tous les continents, de foyers de troubles politiques, économiques ou militaires, auxquels s'ajoutent désormais ceux qui ont pris naissance sur les ruines de l'Union soviétique, en Asie centrale ou en Russie même...

Les déclarations de la campagne présidentielle de 1981 pouvaient, au départ, faire craindre le pire. La volonté affichée de «rompre avec le capitalisme», de nationaliser à tout va, d'attirer les voix de l'électorat communiste, bref de réaliser l'utopie du «socialisme dans un seul pays», allait à contre-courant de l'évolution du monde... et du simple bon sens. Qu'en son for intérieur François Mitterrand ait été sincère (par ignorance des réalités économiques) ou politicien retors (ayant prévu qu'une fois dans la place il faudrait, pour durer, faire le contraire de ce qui était annoncé), toujours est-il que, moins de deux ans après l'entrée à l'Élysée, un virage à 180° était, après quelques hésitations, opéré en catastrophe. Au point qu'en peu de temps la France, à coup de déréglementation financière, de rigoureuse orthodoxie budgétaire et monétaire, alignait sa politique sur celle des puissances occidentales les plus libérales.

Certes, pouvaient alors se réjouir ceux qui, n'appartenant pas à l'électorat de gauche, avaient souhaité l'alternance par principe, ou par opportunité (pour détendre un climat qui se durcissait dangereusement après 23 ans de règne sans partage de la même majorité) : ils voyaient de nouveau se vérifier le vieil adage selon lequel il n'est rien de tel qu'un gouvernement de gauche pour appliquer une politique de droite. Mais, à gauche, la pratique systématique du non-dit, la volonté de nier l'existence même du tournant de 1983 - récemment encore on a entendu le premier Premier ministre de François Mitterrand citer en exemple d'honnêteté politique l'application scrupuleuse par la nouvelle majorité de 1981, dans leur quasi-intégralité, de ses 110 propositions électorales - ont vicié à la base le débat politique loyal indispensable au fonctionnement d'une véritable démocratie.

Un tour de même nature s'est exécuté dans le domaine institutionnel où l'on est subrepticement passé de la dénonciation du «coup d'Etat permanent» à une lecture et une pratique quasi monarchiques de la Constitution de 1958, au point de voir presque se reconstituer auprès de président de la République le rituel et les travers d'une Cour. A peine, de temps à autre, faisait-on la promesse - jamais tenue - de substituer le quinquennat au septennat, ou sussurait-on que la dangerosité intrinsèque des institutions de la Ve République se trouvait neutralisée tant que François Mitterrand resterait à la barre...

Plus directement encore, ont agi dans le même sens la sophistication et les ambiguïtés que l'on retrouvait chez l'écrivain et l'orateur, tantôt bucolique et lyrique (selon le mode «quarante-huitard», a-t-on souvent fait remarquer), à la fin quasi mystique, tantôt pamphlétaire implacable, tantôt, de manière plus dangereuse encore pour l'adversaire, orfèvre en l'art de distiller, au creux de phrases d'apparence anodine, l'allusion cruelle, flèche qui se fichait en plein cœur de la cible, aimant la litote et le flou artistique («Une messe est possible»), mais ne répugnant pas à la «petite phrase» percutante («Les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles sont à l'Est»).

Quelque peu accablé au spectacle de tant de dons contradictoires, de tant de séduction et de machiavélisme, un Régis Debray l'imaginait se disant : «Débrouillez-vous avec cela, mes petits chats. Moi, j'ai régné».

Quoiqu'il en soit, la stature du personnage n'a pas manqué d'impressionner beaucoup de ses interlocuteurs, et de leur en imposer, ceux du «microcosme» national comme ceux de la scène mondiale. Ses dons expliquent sa carrière, mais, pour éclairer notre présent, il faut aller plus loin et

Mais il y a un domaine où la discordance entre les paroles et les actes a choqué plus profondément encore et fait naître le risque de jeter pour longtemps le discrédit sur la classe politique et sur la politique elle-même : rarement en effet se sont révélées aussi contradictoires, d'une part, les proclamations de respect scrupuleux des valeurs démocratiques, des valeurs morales, les diatribes contre l'argent et, d'autre part, la multiplication des «affaires», des écoutes téléphoniques aux divers scandales gravitant précisément autour de l'«argent roi». Sans doute de tels comportements répréhensibles se retrouvent-ils dans la plupart des secteurs de l'éventail politique. Mais il est plus grave et plus démoralisant d'en avoir recensé au voisinage le plus immédiat du sommet du pouvoir, et surtout peut-être d'avoir constaté la désinvolture, un brin provocante, avec laquelle, parfois, le président lui-même avait cru devoir réagir (qu'on se souvienne par exemple des «amabilités» - pour employer un euphémisme - envers Bernard Tapie).

Tout cela risque d'alourdir un bilan qui, sans cela, aurait comporté un dosage somme toute honorable d'ombres et de lumières. Dans le domaine intérieur, des orientations positives, telles que certaines réformes du Code pénal ou le pas décisif accompli en direction de la décentralisation (dont, à l'usage, il apparaît néanmoins que les modalités devront un jour être sérieusement revues), côtoient des attitudes contestables soit par méconnaissance des réalités, tel l'abaissement de l'âge de la retraite, soit par immobilisme face à tant de réformes nécessaires : Education, Etat, entreprises publiques à monopole, Défense,... Le déluge sera pour les successeurs. Dans le domaine international, des erreurs d'appréciation lors de la réunification allemande, du conflit balkanique, du putsch contre Gorbatchev... ne doivent pas faire oublier une présence active sur la scène internationale conduisant à de bons choix à l'époque de la guerre froide, à une coopération étroite franco-allemande, à la continuité de la politique européenne. Il est toutefois symptomatique qu'au lendemain de la mort de François Mitterrand un hebdomadaire britannique aussi informé que *The Economist*, tout en lui consacrant deux ou trois articles, ait réservé sa couverture et sa «une»... au chancelier Kohl.

Chacun de ces points et beaucoup d'autres mériteraient de longs développements : en particulier la pratique, à deux reprises, de ce qu'il a été convenu d'appeler la «cohabitation», où le président, tout en respectant en gros la volonté de la majorité démocratiquement exprimée, ne s'est pas interdit à l'occasion quelques initiatives et propos assez pervers, qui n'ont pas créé un climat favorable à l'engagement en temps utile de réformes courageuses.

Est-il nécessaire de conclure ? La disparition d'un personnage aussi complexe, contradictoire, ambigu, au passé aussi indéchiffrable que ses intentions pour l'avenir... ne pouvait laisser indifférent. Régis Debray a décrit «l'épicurien» ne résistant devant rien... «Il vendait volontiers son âme. Pour un bon repas, une histoire drôle ou, surtout, un regard de femme, il pouvait tout laisser en plan et *fuir, lâ-bas, fuir*». Mais c'est le même homme qui a toujours été fasciné par la mort, objet fréquent de ses méditations, et stoïquement affrontée. Le philosophe Jean Guilton, après les «Dialogues avec M. Pouget», a eu ses entretiens avec Fran-

çois Mitterrand... que le cardinal Lustiger dans son homélie lors de la cérémonie à Notre-Dame a fait dialoguer avec saint Jean.

Affichant souvent un comportement de grand seigneur affranchi des règles s'imposant à la gent ordinaire, apparemment indifférent au qu'en dira-t-on, et pourtant soucieux de peaufiner son image, gardant la maîtrise des vraies-fausses indiscretions, recevant longuement à l'Elysée l'académicien Jean d'Ormesson juste avant de passer ses pouvoirs à Jacques Chirac, organisant jusqu'au plus infime détail ses derniers moments et le cérémonial des obsèques... Bref, «un diable d'homme» pour reprendre le titre de l'article de Jean d'Ormesson, qui concluait ainsi : «Il me semble... qu'à la fin de sa vie ceux qui le détestaient le détestaient moins qu'au début. Et que ceux qui l'aimaient l'aimaient moins qu'au début».

Et, en politique, quelle habileté ! Quel art ! Quelle prescience parfois ! Mais aussi quelles négligences ou quelles mesquineries vindicatives ! L'une des plus remarquées fut, dans le discours prononcé en Normandie lors de la célébration du cinquantenaire du débarquement de juin 1944, le soin mis à ne pas prononcer une seule fois le nom du général de Gaulle. C'est pourtant le même homme qui, dans *Le Monde* du 13 mars 1958, soit deux mois très exactement avant la *bronca* du 13 mai à Alger qui devait sonner le glas de la IV^e République, avait, sous le titre «Le silence du général de Gaulle», signé un article insolite (reproduit dans le *Supplément du Monde* du 12 janvier 1996), mi-appel, en cette période de détresse politique, à la personne du général, par dessus la tête de ses prétendus exégètes et interprètes, récusés, mi, dès lors, offre de services ? «Hors l'aventure de la sainteté et de la science, il n'est pas de Français vivant qui soit plus digne de la pérennité de l'histoire que le chef de la France libre. S'il se tait quand le vacarme des querelles accompagne les malheurs de la patrie, pourquoi chercher ailleurs que dans la méditation, l'angoisse, la fidélité et l'amour les raisons d'un silence dont il n'a confié à personne le soin d'en percevoir l'écho ?... Les journaux de Paris sont pleins cette semaine du grand nom disputé... L'opinion... s'émeut. De Gaulle la choque ou l'exalte comme la solitude et la gloire. On oublie les égarements... pour aimer à nouveau cette manière inimitable de prononcer le mot France avec l'accent intemporel du haut des Pyramides et de Carlton Gardens». On sait ce qu'il advint, quelques semaines plus tard, de l'appelé et de l'appelant...

On ne pourra que regretter, pour ce dernier, que tant de talents et de dons n'aient pas toujours été mis au service exclusif d'une grande politique. Mais l'homme avait trop de séduction pour ne pas, plus souvent qu'on ne l'aurait souhaité, se séduire lui-même.

Jean AUBRY - Henri BOURBON

A QUOI SERT L'EUROPE ?

par Charles DELAMARE

A quoi sert l'Europe ? commence-t-on à demander de plus en plus fréquemment. Cette interrogation ne concerne pas l'entité géographique, bien évidemment, mais la construction politique mise en chantier depuis près de cinquante ans. Qu'elle ne soit pas encore achevée, après un demi-siècle, laisse craindre qu'elle soit jamais indispensable. Au-delà des discours bénins et convenus à son propos, naît dans les esprits critiques le soupçon qu'elle ne fut qu'une machine de guerre froide. La paix tiède l'aurait rendue inutile. L'union des six nations de l'Europe occidentale a été élaborée en 1956 dans le Traité de Rome après la grande peur que leur avait inspirée Staline. L'URSS s'étant volatilisée, pourquoi resterait-il indispensable de resserrer les liens entre États petits et moyens, qui ne se sentent plus acculés à l'Océan sur le promontoire occidental de l'Asie ? Le temps est passé où l'on additionnait les chiffres de la production sidérurgique et charbonnière chez les Six pour laisser croire qu'une puissance comparable à l'URSS, ou même aux États-Unis, était en train de naître.

UNE UTILITÉ BIEN DÉMONTRÉE

La guerre froide a duré assez longtemps cependant pour permettre à des habitudes de s'enraciner, à des courants

commerciaux de s'intensifier et à des structures politiques et administratives de s'installer. L'Europe s'est incarnée dans des institutions et des programmes. La politique agricole commune par exemple a supporté avec succès la réforme radicale qu'elle a subie en mai 1992. Elle tend désormais à l'alignement des prix intérieurs sur les cours mondiaux, après avoir abandonné le soutien des professions agricoles par les cotations des mercuriales. Les aides directes ont été généralisées, en contrepartie, sous forme de montants compensatoires. Et cela marche ! La réforme qui avait été féroce combattue par les organisations professionnelles, a eu pour résultat d'accroître en France entre 1992 et 1994 le revenu des agriculteurs de 14 % pour les céréaliers et de 19 % pour les producteurs de viande bovine. Bien plus que la moyenne des autres sources de rémunération. La démonstration a ainsi été faite que le système de la PAC (la politique agricole commune) pouvait être réformé. Cette adaptation est la meilleure preuve de son enracinement dans la réalité.

Malgré les différences entre pays et les innombrables discussions à Bruxelles, les autorités européennes ont réussi à procéder à des changements fondamentaux, dictés par des considérations rationnelles. L'utilité de la structure mise en

place au-dessus des décideurs nationaux apparaît indiscutable dans le secteur le plus développé des politiques communautaires. Celles-ci ont pour objet de faire prévaloir des objectifs d'intérêt général, tenant compte des réalités internationales, notamment des marchés, mais en apportant des solutions raisonnables aux problèmes humains et sociaux qu'entraîne l'évolution économique. Cette conception «socio-démo-chrétienne» est-elle praticable dans tous les domaines ? Alors que l'agriculture européenne à la fin de la Deuxième guerre mondiale n'arrivait pas à satisfaire la moitié ou les trois quarts des besoins des populations européennes, selon les produits, l'industrie piaffait d'impatience à l'idée de s'ouvrir des débouchés dans le monde entier pour assurer son plein emploi et la maximisation de ses bénéfices. La PAC a rendu la Communauté européenne autosuffisante, et au-delà, puisque c'est le développement des exportations qui a provoqué les tensions avec les Etats-Unis, son principal concurrent dans l'agro-business. Depuis longtemps, les industriels, d'un autre point de vue, tout en cherchant à renforcer le protectionnisme là où ils le pouvaient, avaient compris que le libéralisme offre un champ d'action à la mesure de leurs capacités de production. L'ouverture des marchés extérieurs se paie nécessairement par celle de son propre pays. La mise en oeuvre du Marché Commun a été fort profitable à des industries restées protectionnistes pendant longtemps comme c'était le cas de la France en 1958. L'abaissement des barrières douanières, la suppression des contingents se sont opérés à un rythme remarquablement rapide à l'intérieur d'un espace homogène où la Cour de justice de Luxembourg et la Commission de Bruxelles exercent une surveillance continue pour instaurer et maintenir l'égalité des conditions de la concurrence. L'économie française, depuis presque toujours refermée sur elle-même et son Empire, s'est ouverte et s'est déniaisée. Elle a fait l'apprentissage de la compétition internationale dans les meilleures conditions. Elle a su profiter pleinement de cette ouverture contrôlée et progressive. Elle peut désormais, et elle n'est pas la seule (on pourrait dire la même chose de l'Espagne et de l'Italie), se lancer dans les échanges avec le monde entier en disposant d'une technique d'approche mise au point depuis trente ans. Elle est devenue sans modestie le quatrième exportateur de marchandises au monde et le deuxième exportateur de services grâce au soutien et à l'enseignement de l'Union européenne. C'est précisément à cause de ce succès que les euro-sceptiques font entendre leurs objections. Le lancement ayant été réussi pourquoi continuerait-on à tenir la rampe ? Laissons-la tomber en poussière, argumentent-ils. L'Europe n'est plus indispensable dans le domaine économique et financier. Elle n'existe pas au plan militaire et balbutie péniblement au plan politique.

LA MONNAIE : UN CONCOURS DE BEAUTÉ

C'est au moment où cette constatation devenait de plus en plus bruyante que les combattants de l'idée européenne, au premier rang desquels Helmut Kohl et François Mitterrand, ont imposé aux opinions publiques la signature du Traité de Maastricht, en vertu duquel l'Union Européenne devrait disposer en 1999 d'une monnaie unique, «l'Euro», remplaçant

les devises nationales. Ce projet est-il compatible avec l'état du monde ? «La monnaie, écrit l'ancien Président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, est comme une langue, c'est un instrument de communication. Monnaie et langage ont été créés spontanément, là où les hommes voulaient échanger, soit des idées, soit des droits de propriété ou des créances. De même que le sens des mots et la valeur de la monnaie ne doivent pas se modifier trop vite, de même la communication ne doit pas souffrir de malentendus. Pour que la prospérité soit durable il faut pouvoir prévoir une expansion monétaire qui se poursuit doucement en permanence et que l'on peut considérer comme fiable» (1). Dans le monde où règne le capitalisme libéré, les monnaies nationales sont mises à l'encan, ce que l'on appelle leur flottement, généralisé. La convertibilité étant devenue la règle, la concurrence joue à plein entre elles. Les citoyens et les entreprises ont la possibilité de choisir la monnaie dans laquelle ils veulent payer ou être payés. Le capital, principal facteur de production, à côté des hommes et de la technique, reste désespérément rare. A travers la mondialisation ses gérants cherchent les emplois les plus productifs sur toute la planète, dans les meilleurs sites de production. Les monnaies, pour permettre à ce qui correspond à leur emprise géographique de capter ce facteur précieux, paradent comme dans un concours de beauté pour se rendre plus attractives. Il en résulte une tendance générale à la déflation. Car l'investisseur international choisit le lieu de son implantation pour une série de raisons (débouchés, coût et qualité de la main d'oeuvre, environnement technique). Pour lui une condition essentielle est financière : comment récupérer le jour venu l'investissement et ses dividendes de la manière la plus favorable et la plus libre ? La monnaie la plus attirante est celle dont l'émetteur, la Banque centrale, sert dévotement une seule maîtresse : la stabilité. Le plein emploi (ou le chômage), le déficit budgétaire, la relance de l'économie, toutes ces fariboles keynésiennes ne doivent pas paraître de son ressort. Sinon l'Institut d'émission affaiblit sa qualité la plus précieuse : sa crédibilité. L'Etat, par conséquent, s'il ne dispose pas de rentrées fiscales correspondant aux ambitions et aux frais de sa politique économique, doit maigrir. Il ne peut plus espérer se tirer d'affaire en manipulant la monnaie. Tel est le sens de la nouvelle indépendance accordée à la Banque de France, à l'image de celle dont jouit depuis longtemps la Bundesbank. A la rigueur, les déficits du budget ne peuvent plus être couverts que par des emprunts sur le marché. Mais celui-ci n'est pas indulgent. Il énonce un prix différent et variable selon la qualité à ses yeux de la gestion étatique et de l'endettement antérieur. Chaque pays se présente devant les gnomes de Londres avec la corde au cou, appelée maintenant *rating*, torture qui fut épargnée aux bourgeois de Calais. Tout ce qui apparaît comme superfétatoire a un coût. La mollesse ou l'incompétence des dirigeants est prise en compte. L'addition sera présentée aux emprunteurs, c'est-à-dire, en fin de course (à la «maturité»), aux citoyens contribuables, ou à leurs enfants.

Est-ce que tous les membres de l'Union Européenne ont assimilé cette règle du jeu ? Il est probable que les gouvernements commencent à comprendre dans quelles mains

repose désormais leur sort. Mais les opinions publiques sont encore loin de soutenir, d'approuver et de plébisciter l'orthodoxie monétaire. L'idée n'est pas encore répandue qu'il y va de l'intérêt bien compris de chaque citoyen et de sa famille. La politique monétaire unique mise en oeuvre par l'institution commune qui est prévue dans le Traité de Maastricht n'aura pas d'autre inspiration que celle correspondant aux exigences du capitalisme libéré. Au cas où les différents Etats n'arriveraient pas à remplir les critères de convergence en 1998, l'exigence des marchés ne s'en ferait pas moins pressante. Au contraire, le Deutsche Mark, le Franc ou le Schilling seraient exposés à un examen critique encore plus sourcilieux de la part des gérants de fortune, administrant les biens plus ou moins plantureux des 200 milliers de familles formant l'infanterie lourde de la spéculation internationale. Pour le capitalisme global, l'Europe n'ajoute rien à l'appréciation portée sur la politique monétaire et sur la contrepartie financière qu'une «bonne gestion», aux yeux des *traders*, attire en sa faveur. L'adage du baron Louis reste toujours actuel : «Faites-moi de la bonne politique, je vous ferai de la bonne finance». Mais la bonne politique, ce sont les gnomes qui la définissent, la jugent et la sanctionnent.

LA POLITIQUE DES GNOMES

Les difficultés naissant d'une intégration plus poussée et des disputes avivées par les rancoeurs nationales nuiraient-elles plutôt à la tenue de la nouvelle devise appelée «Euro» ? Cette question est celle que se posent, avec une forte tendance à y répondre par l'affirmative, la plupart des hommes d'argent. «Des lièvres», comme l'écrivait à leur sujet le spirituel D^r. Poehl, l'ancien Président de la Bundesbank. Tout changement les effraie, tout frémissement de la conjoncture les pétrifie, toute ondulation des feuilles d'impôt les fait fuir. La réaction de nombreux milieux, non seulement financiers, mais aussi anglo-saxons, faite de mépris autant que de méfiance à l'égard des projets de monnaie unique ne s'expliquent pas seulement par la position privilégiée et hautement profitable qu'ils occupent dans le maniement de l'actuel «non-système» de paiement international. Ils considèrent sincèrement que la mondialisation a déjà réglé les problèmes que les continentaux s'échinent à définir et à discuter avant même d'oser commencer à les résoudre. L'Europe pour eux est une utopie, une perte de temps, une complication inutile, le produit de l'imagination «d'imbéciles hâtifs et prétentieux» pour reprendre une expression du colonel Parker (2). Cette hargne qui s'étale ou se distille aussi bien dans le «Financial Times» que dans le «Herald Tribune» n'est pas seulement une réaction que leurs rédacteurs croient frappée au coin du bon sens. Elle est aussi dictée par la défense de leurs intérêts particuliers. Le Dollar a été, et reste largement, le substitut d'une monnaie internationale. Le général de Gaulle ne s'était pas privé de souligner les gras privilèges qu'en tirait la nation émettrice. Bien après lui, la situation ne s'est pas améliorée. Les Etats-Unis ont utilisé en 1995 la baisse du Dollar comme une arme commerciale dirigée contre le Japon. Le Dollar a baissé également vis-à-vis du Deutsche Mark, mais aussi du Franc, du Florin, de la Livre même. Les Japonais, précipités dans la

déflation ont recherché et obtenu un accord avec les Américains. A la suite de celui-ci, leur banque centrale a fait chuter les taux d'intérêt à court terme à quasiment zéro, ce qui a entraîné une dépréciation du Yen par rapport au dollar laissant présager un redémarrage de l'économie nipponne en 1996. Les Allemands, restés trop longtemps impavides, ont vu le Yen baisser après le Dollar au-delà du supportable. Leurs exportations en ont souffert. La conjoncture allemande et européenne s'est alors essoufflée, provoquant depuis juin 1995 le début de récession qui crée des remous dans toute l'Europe occidentale.

Le Traité de Maastricht est remis en question parce que les principaux signataires, du fait de l'affaiblissement de la conjoncture, paraissent hors d'état de remplir les conditions de sa réalisation. Le Président de la Société Générale, Marc Viénot, a eu le courage de le dire clairement (3). Cet échec programmé démontre paradoxalement la justesse du projet consistant à créer une monnaie unique pour l'Union Européenne. Pourquoi celle-ci devrait-elle souffrir des initiatives émanant d'un centre de décision qui lui est extérieur et qui se détermine pour des raisons n'ayant pas de rapport avec sa situation propre ? Le manque d'objectivité dont est empreinte la gestion du Dollar justifie entièrement l'opiniâtreté avec laquelle les responsables des finances publiques et privées s'efforcent sur le continent d'instaurer une règle commune à toutes les créances transmissibles au sein de cet ensemble économique qu'est l'Union Européenne. La régulation de la masse monétaire en résultant ne peut pas, à leurs yeux, être laissée à l'initiative des seuls marchés et encore moins à celle de la seule *Federal Reserve*. A peu près tous les entrepreneurs réclament l'instauration «d'un moyen de règlement international qui supprime le risque, le jeu, les possibilités de gains ou de pertes inévitables, qui prémunisse à la fois les débiteurs et les créanciers, les producteurs et les consommateurs, les vendeurs et les acheteurs contre l'incertitude, enfin qui apporte une solution au problème angoissant de recyclage des capitaux et de stabilisation des liquidités» (4). Si, dans cinquante ans, en raison de l'évolution économique, le centre d'impulsion monétaire glissait par hypothèse de New York ou Londres vers Pékin ou Bombay, il ne fait pas de doute que les acteurs de l'économie, américains et anglais, réagiraient de la même façon qu'aujourd'hui le font les Français, les Allemands ou les Italiens...

A quoi sert l'Europe ? La réponse est là. Elle sert à maintenir l'autonomie des Etats rassemblés dans un cadre politique assez souple pour conserver une certaine souveraineté dans des domaines où celle-ci, par un effet de taille, n'est plus que trompeuse.

Charles DELAMARE

(1) Herbert GIERSCHE - «Gutes Geld ist eine Sprache ohne Missverständnisse» - *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. 13/01/96.

(2) André MAUROIS - «Les discours du Docteur O'Grady.»

(3) Marc VIÉNOT - «Maastricht est inapplicable en l'état» - *La Tribune* - 22/01/1996.

(4) Jacques RIBOUD - «Mécanique des monnaies» - Editions de la RPP.

RÉFORMER LES COURS D'ASSISES ?

par Gino NECCHI

La réforme des Cours d'Assises élaborée par le Ministre de la Justice, Jacques Toubon, a soulevé de vives controverses. Ainsi le Président de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale, Pierre Mazeaud, déclarait au Figaro le 3 février 1996 : «Il ne faudrait pas que derrière la notion de double juridiction on s'aperçoive que peut-être se trouve la suppression de la Cour d'Assises elle-même».

En réponse aux multiples critiques et propositions de modification, le Garde des Sceaux, avant de donner forme définitive à son projet, a donc décidé de créer un Haut Comité de réflexion sur le sujet, présidé par un parlementaire, Jean-François Deniau. Cette instance devra procéder à l'audition de diverses personnalités, recueillir «l'avis du public» et faire part au Ministre de ses conclusions et réflexions.

L'article de notre ami et collaborateur Gino Necchi permet de mieux comprendre les enjeux d'une telle réforme, tout en esquisant des solutions.

Le Garde des Sceaux, Jacques Toubon, a fait part de son intention de déposer un projet de loi relatif au jugement des affaires criminelles. Au cours d'une émission de télévision le 22 novembre 1995 sur FR3, il a expliqué pendant deux heures, en présence de professionnels (magistrats, avocats), d'anciens jurés et de victimes d'infractions, le sens de la réforme proposée.

Cette volonté de modification de la législation en vigueur s'est appuyée sur une large concertation entre la Chancellerie et les Cours, Tribunaux et Barreaux.

Le jugement des affaires criminelles ne peut laisser indifférent le citoyen :

- d'une part, il s'agit des infractions les plus graves - assassinat, empoisonnement, meurtre, vol avec arme, viol, importation ou exportation illicites de stupéfiants commises en bande organisée, enlèvement ou séquestration de personne, détournement d'aéronef ou de navire... - qui sont examinées par la juridiction, la Cour d'Assises, ayant compétence pour prononcer les peines les plus lourdes ;

- d'autre part, la Cour d'Assises est la seule juridiction qui associe en une même formation magistrats professionnels et jurés tirés au sort.

C'est dire que la réforme de la Cour d'Assises est une question qui intéresse à double titre le droit régalien : le droit

de punir et le droit d'organisation de nos institutions.

Il convient d'ajouter à ces considérations celle tenant au rôle croissant des médias (presse écrite, radio, télévision) dans le compte-rendu de l'actualité judiciaire ; il est facile alors de comprendre pour quelles raisons les plus grands journaux ont présenté avec détails et commentaires les grandes lignes d'une telle réforme.

Quelles sont les idées à retenir et quelles pourraient être les améliorations à apporter à ce projet ?

L'APPEL DES DÉCISIONS CRIMINELLES

Le fondement de cette réforme est le suivant : tout individu condamné par une juridiction pénale devrait avoir le droit de faire appel de la décision qui le frappe. C'est ainsi que l'auteur d'un délit (vol, escroquerie, conduite sous l'emprise d'un état alcoolique, abus de confiance, violences et blessures volontaires...) qui a été condamné par le Tribunal Correctionnel peut être jugé une deuxième fois par la Cour d'Appel s'il interjette appel de la première décision. Mieux, cette faculté d'appel est accordée pour certaines contraventions, qui concernent des infractions encore moins graves.

Paradoxalement en revanche, et jusqu'à ce jour, l'appel est impossible contre les arrêts de la Cour d'Assises, juridiction susceptible pourtant de prononcer des peines de réclusion criminelle à perpétuité ou à temps... La seule voie de recours contre un arrêt criminel est le pourvoi en cassation, mais la juridiction suprême peut seulement en ce cas contrôler la validité exclusivement juridique de la première décision sans pouvoir porter un nouveau regard sur les faits eux-mêmes. Intellectuellement on comprend les raisons de cet état de droit : la Cour constituée en partie par des jurés est censée représenter le peuple souverain, et, depuis la Révolution, il a été admis qu'une juridiction, fût-elle qualifiée de suprême, ne pouvait censurer la décision du peuple souverain.

Des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour demander une modification de la législation :

- Il apparaissait illogique et même injuste de prohiber l'appel en cas de commission d'un crime et de permettre un tel recours pour les infrastructures les moins graves.

- La France a ratifié la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont l'une des dispositions est ainsi rédigée :

«Toute personne déclarée coupable d'une infraction pénale par un Tribunal a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation».

Pour ces motifs, le projet de loi envisage :

- la création d'un Tribunal criminel départemental, compétent pour juger des crimes commis dans son ressort géographique,

- et le maintien de la Cour d'Assises qui, elle, connaîtra désormais au deuxième degré des affaires jugées par le Tri-

bunal criminel départemental et pour lesquelles l'appel serait interjeté.

COMPOSITION DU TRIBUNAL CRIMINEL DÉPARTEMENTAL

Le Garde des Sceaux prévoit la présence de magistrats professionnels et de «citoyens assesseurs». Sur cette composition, les débats restent ouverts et deux questions méritent à notre avis des réponses différentes de celles apportées par le projet :

- Ce dernier dispose que les citoyens assesseurs seront proposés par les Maires et qu'ils seront inscrits sur une liste par l'Assemblée générale des Magistrats de chaque Cour d'Appel. Leur inscription sur cette liste sera valable pour trois ans avec une possibilité de renouvellement une seule fois. Ils ne seront donc ni des magistrats professionnels, ni, non plus, des citoyens tirés au sort, mais des assesseurs «sélectionnés». Le danger réside dans la constitution de formations de jugement composées de personnes qui se connaissent et qui, peu à peu, acquièrent l'habitude de «réfléchir, travailler, penser ensemble». Or justement la qualité du jury criminel est d'être formé de magistrats «d'un jour» devant lesquels les professionnels du droit doivent, par nécessité, se faire pédagogues. La compréhension de la «chose judiciaire» n'en sera que meilleure, et ne laissera aucune place à la routine ou à la connivence.

Le projet prévoit que les magistrats professionnels constitueront la majorité du Tribunal criminel départemental : 3, contre 2 citoyens assesseurs. Il est urgent de rétablir la majorité pour les citoyens : 4 au lieu de 2.

Le Tribunal criminel départemental doit être à l'image du peuple souverain : dans les affaires délicates, soit en raison, lorsqu'il y a plusieurs prévenus, de la nécessité d'apprécier les degrés respectifs de culpabilité, soit en raison des conditions dans lesquelles les infractions ont été commises et lorsqu'elles sont révélatrices des problèmes d'aujourd'hui (crise des banlieues, violences urbaines, jeunesse désarmée...), il est indispensable que les citoyens soient majoritaires pour que la décision prise soit mieux comprise par l'opinion publique et, autant que faire se peut, ne donne pas prise à la critique.

La volonté qu'exprime le principe de la réforme des Cours d'Assises ne peut qu'être approuvée, à condition que les modalités adoptées ne dénaturent par l'Institution. La seule voie à suivre est la suivante : garantir les droits des accusés, certes, mais sans fragiliser l'organe de décision ; accroître la participation des citoyens, garantie d'une meilleure perception de l'œuvre de justice. Ces deux exigences sont complémentaires. Seul leur respect assurera l'équilibre d'une réforme, garante à la fois de la liberté individuelle et de l'ordre public.

Gino NECCHI

L'ISLAMISME : UNE NOUVELLE IDÉOLOGIE MONDIALE ?

par Damien TOULEMONDE

Sur un sujet aussi sensible, il convient de dissiper d'entrée de jeu les malentendus qui pourraient naître d'une fausse interprétation du vocabulaire utilisé. L'article ci-après traite exclusivement, sous le nom d'islamisme, du mouvement politico-religieux, dont - sous des formes diverses, comme on va le voir - les activités, soit directement, soit à travers les réactions qu'elles suscitent, sont source de préoccupation pour les puissances occidentales et même pour certains pays musulmans. Il n'a en aucune manière pour objet la présentation et l'étude de l'Islam, religion que pratiquent plus d'un milliard de fidèles répandus à travers le monde.

Autre précision : le problème difficile et douloureux des rapports entre Israéliens et Palestiniens, revenu tragiquement au premier plan de l'actualité ces dernières semaines, mériterait des développements et des réflexions qui, d'évidence, n'entrent pas dans le cadre du présent article.

Le phénomène de l'Islamisme intégriste au sens de la volonté politique d'appliquer les préceptes de l'Islam à la société, semble bien être le nouvel enjeu majeur de cette fin de siècle.

Cette nouvelle force politique protestataire n'est pas née de la chute du communisme, mais elle semble bien tirer profit du vide laissé par ce dernier sur la scène politique internationale, plus particulièrement en ce qui concerne les pays arabo-musulmans.

L'Islamisme intégriste est-il pour autant le facteur politique majeur dont dépend l'avenir de l'humanité du XXI^e siècle ?

Sans qu'il faille le diaboliser, l'Islamisme ne doit cependant pas être sous-estimé. Si on peut se rassurer en constatant qu'il y a dans le monde arabo-musulman peu de gouvernements qui s'en réclament, il faut voir, au-delà de la face émergée de l'iceberg, celle, plus considérable, qui se développe en profondeur. En effet malgré de faibles représentations officielles, le pouvoir déstabilisant de l'Islamisme est si fort qu'il touche tous les pays arabo-musulmans.

LES REPRÉSENTATIONS POLITIQUES OFFICIELLES ET OFFICIEUSES DE L'ISLAMISME ; MOYENS D'ACTION ET CONSÉQUENCES

- Il y a d'abord les pays où les islamistes sont au pouvoir tout en le criant haut et fort (*Iran, Soudan*).

De tels régimes se targuent souvent d'être des Etats islamiques exemplaires et ne cachent pas leur volonté expansionniste. Pourtant malgré beaucoup de médiatisation, cette action reste limitée et présente peu de crédibilité. En proie à des difficultés économiques, leurs moyens d'action restent assez faibles. Le soutien idéologique est donc essentiellement moral tout en s'appuyant occasionnellement sur le terrorisme, politique qui n'est guère de nature à leur valoir les faveurs de l'opinion publique mondiale.

- Dans d'autres pays, l'Islamisme influence le pouvoir en place (*Mauritanie, Pakistan, et surtout monarchies du Golfe dont Arabie Saoudite*).

Ces Etats islamiques aux politiques intérieures ignorées de l'opinion sont parfois loin d'être des modèles. Ils ne se

conduisent guère mieux que les précédents mais, à l'inverse, font preuve d'une extrême discrétion (et pour cause !). A ce titre le paradoxe de l'Arabie Saoudite est à retenir, car il est l'exemple même d'une «dictature protégée» (1) par l'Occident en raison de son pétrole. Sa politique extérieure est irréprochable en apparence et ses alliances avec les pays occidentaux font trop souvent oublier qu'il est le principal commanditaire des plus grands mouvements islamistes d'un bout à l'autre du monde musulman en raison de sa responsabilité de gardien des lieux saints (La Mecque et Médine)... Sans soutenir ouvertement l'intégrisme et le terrorisme, ses subsides aveugles sont néanmoins facilement détournés et apportent de l'eau au moulin des fondamentalistes dont les moyens financiers se font souvent attendre ailleurs, du côté des supporters officiels.

- Il y a des cas extrêmes où les mouvements islamistes sont devenus assez puissants pour revendiquer le pouvoir et menacer le gouvernement en place. Ils sont à l'origine de guerres civiles et d'inextricables chaos (*Algérie, Afghanistan*).

- Ailleurs les mouvements islamistes sont également à l'origine de grands troubles sociaux, ce qui provoque un durcissement des pouvoirs en place, notamment sous forme de violentes répressions. Si l'émergence de ces mouvements contestataires ne semble pas menacer directement le pouvoir, elle diminue néanmoins les possibilités de libéralisation et d'ouverture démocratique dans des pays qui avaient parfois suscité de telles espérances (*Maroc, Tunisie, Egypte, Turquie*) (2).

- Enfin, il y a les nations où l'Islamisme contribue à favoriser le maintien de pouvoirs nationalistes très totalitaires qui se prétendent «laïcs», voire même «socialistes». Cela concerne les pays ayant été très influencés par le mouvement «baas» et le «nassérisme» (*Iraq, Syrie, Libye, Yémen*). Leurs gouvernants vont donc s'efforcer de combattre ce nouvel ennemi idéologique tout en faisant régner à la place une discipline forte et un ordre moral rigide, d'ailleurs directement inspiré des principes de l'Islam ! (3).

Coutumière de ce genre de situation, la stratégie américaine est claire : tout doit être fait pour s'opposer à la montée de ce qui semble être un nouveau totalitarisme menaçant plus ou moins directement des intérêts vitaux de l'Occident, et, au premier chef, des Etats-Unis (Israël, pétrole). La fin justifiant les moyens, le soutien de certaines dictatures est légitime, voire même conseillé, au service de cette politique. Il est bien fini le temps où les Etats-Unis soutenaient les Islamistes afghans en lutte contre le géant soviétique. L'allié d'hier est désormais l'ennemi d'aujourd'hui.

Cette option n'est pas sans risque, les dérapages sont possibles car les alliés ne sont pas toujours recommandables. Il suffit de penser à la guerre Iran-Iraq (1980-1988) où les Etats-Unis et la France avaient soutenu sans réserve Saddam Hussein contre l'épouvantail islamiste chiite. De ce fait la crédibilité de l'Iraq n'avait été nullement mise en doute, une lourde erreur d'appréciation qui est à l'origine de la guerre du Golfe. A cet effet, Saddam Hussein ne s'était pas privé de bien remuer le couteau dans la plaie islamiste ! Le comble

de l'ironie est qu'il doit finalement sa survie aux Américains qui ont réussi à l'affaiblir sans l'éliminer. Cela afin de ne pas laisser l'Iraq tomber sous la coupe des islamistes chiites.

Au Proche-Orient l'ampleur du phénomène islamiste est devenu un obstacle aux tentatives d'établissement de paix entre Israéliens et Palestiniens, compliquant ainsi le jeu dans un Moyen-Orient déjà très instable, ainsi qu'au Maghreb où il contribue à former des mouvements d'opposition très actifs.

DES MOUVEMENTS D'OPPOSITION REDOUTABLES ET REDOUTÉS ; JEUX ET CALCULS DE L'OCCIDENT

En prolongement du tableau déjà bien sombre énoncé précédemment, il faut ajouter que, dans les pays du monde arabo-musulman, les mouvements islamistes représentent le plus souvent, sans autre possibilité d'alternative, l'unique parti d'opposition, particulièrement menaçant pour le pouvoir. Cela démontre bien l'ampleur du phénomène et ses extensions. Cette situation actuelle du monde arabo-musulman n'est pas sans analogie avec celle qu'a connue l'Europe de l'après-guerre, quand le parti communiste bien implanté, actif et redouté, représentait le principal mouvement d'opposition des pouvoirs en place.

Aujourd'hui avec l'Islamisme comme hier avec le Communisme il existe bien une crainte de la contagion. En effet l'Islamisme tout comme le Communisme se veut une idéologie exportable.

Pour contenir ce risque éventuel, mais aussi et peut-être surtout ici ou là pour protéger leurs approvisionnements pétroliers dont l'Arabie Saoudite détient l'une des principales clefs, ou pour assurer la sécurité d'Israël vis-à-vis de ses voisins, la logique politique des pays occidentaux a consisté jusqu'à ce jour à protéger de nombreuses dictatures nationalistes du monde arabe, a fortiori lorsqu'elles sont menacées par les fondamentalistes. Ces dictatures, souvent «laïques» sont en effet détentrices d'une idéologie nationaliste du «chacun pour soi» qui les maintient dans un relatif isolement les unes des autres. Les animosités entre certains pays arabes sont même bien connues (4). Il convient alors de les entretenir : diviser pour mieux régner, la recette est ancienne...

D'où la stricte vigilance des Occidentaux qui redoutent l'apparition de toute nouvelle puissance qui chercherait à bousculer cet «équilibre» (ou plutôt ce déséquilibre, tout dépend du point de vue d'où l'on se place). Gare aux volontés hégémoniques d'un rassembleur tel que l'égyptien Nasser qui, en référence à Saladin, se réclamait d'un «panarabisme» nourri d'anti-sionisme (5). Mais les échecs du nationalisme arabe mis en déroute par les guerres perdues contre Israël et le désastre fratricide de la guerre du Golfe en 1991 laissent désormais une place de choix aux thèses islamistes prêchées naguère par les Persans de Téhéran et dont les échos résonnent de plus en plus fort en Egypte. Si l'unité politique ne peut pas se faire autour d'un peuple, elle a peut-être plus de chance de se faire autour d'une religion

commune, en l'occurrence l'Islam. C'est ainsi qu'apparaissent les nouveaux défenseurs d'une grande cause transfrontalière. L'engrenage fait peur, et le risque d'épidémie inquiète ceux pour qui le souvenir de la guerre froide n'est pas si éloigné.

Les liens entre les différents mouvements de cette «fédération» sont parfois très lâches mais il existe une réelle volonté d'union. Certains mouvements sont influents et bien reconnus, comme celui des Frères musulmans ; confrérie islamiste implantée dans presque tout le monde arabe.

En Algérie, la France est confrontée à un problème au moins aussi complexe, dans la mesure où, dans le développement d'actions de coopération et diplomatiques prenant en compte ses idéaux démocratiques et ses intérêts de nation méditerranéenne, elle se heurte aux réactions exacerbées qu'entretiennent les souvenirs d'un passé mal cicatrisé et les réalités présentes de la guerre civile. Mais les récentes élections dans ce pays ouvrent, du moins il faut l'espérer, des perspectives plus favorables.

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ISLAMISME ; LA NÉBULEUSE DES DIFFÉRENTS MOUVEMENTS

L'Islamisme est aussi divisé que l'Islam et ses différentes tendances. Si les mouvements islamistes sont nombreux et disséminés à travers tout le monde musulman, il se trouve que beaucoup restent isolés et divisés.

Ils sont plus ou moins modérés ou extrémistes, et connaissent aussi des divisions doctrinales, voire même des tendances nationalistes (Chiisme iranien, FIS algérien).

Y a-t-il pour autant des pays capables de promouvoir les tendances unificatrices et d'imposer une ligne de conduite générale ?

- *L'Arabie Saoudite* ? Oui, car sa position de gardien des lieux saints la prédispose à cette fonction. A cette fin, elle a créé en 1962 la «Ligue islamique mondiale», organisme installé dans la plupart des capitales de pays abritant des musulmans chargé de distribuer les pétro-dollars à toutes les associations ou groupes musulmans faisant mine d'adhérer à ses idées. Cependant son pouvoir s'arrête à l'argent dans la mesure où ses étroites alliances avec les pays d'Occident ne lui permettent pas d'être le porte-parole officiel de l'Islamisme (6).

- *L'Iran* ? Oui mais, depuis la prise du pouvoir des mollahs en 1979, ses ambitions révolutionnaires ont été revues à la baisse. Son influence est notamment limitée par la confession chiite, sérieuse pomme de discorde dans le monde musulman, ce qui lui donne paradoxalement des colorations nationalistes. La place de «leader» du sunnisme revient de ce fait plutôt à l'Arabie. Malgré tout, les ayatol-

lahs de Téhéran se déclarent les partenaires des mouvements comme le GIA algérien, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Mais l'Europe poursuit un «dialogue critique» avec l'Iran.

- *Le Soudan* ? État islamique arraché par les Frères musulmans en 1989, il ne cache pas sa volonté fédératrice mais reste trop pauvre pour pouvoir agir efficacement. De plus, une guerre civile contre d'importantes minorités chrétiennes fait rage au Sud du pays.

Alors qui pourrait être en mesure de rassembler les différentes tendances à l'avenir pour tenter de former une force unique et plus puissante ?

- *L'Égypte* garde ses chances d'obtenir une place privilégiée si les islamistes y prenaient le pouvoir. Dans un tel cas de figure, il n'est pas exclu qu'elle devienne un jour ce grand «chef d'orchestre» qui manque encore. Son rôle central de phare dans le monde arabe la prédispose naturellement à jouer ce rôle (7). L'avenir de l'Islamisme se joue sans doute en Égypte car sa prise en main par les intégristes pourrait certainement avoir des conséquences politiques incalculables et redoutables en Afrique et au Moyen-Orient (8).

Pour être viable l'unité réelle ou symbolique des islamistes doit passer par la désignation d'un ennemi commun pouvant jouer le rôle d'un bouc émissaire. Qu'en est-il vraiment ? Pays ou systèmes politiques, cette question mérite des précisions.

QUI EST LE VÉRITABLE ENNEMI DES ISLAMISTES ?

- *L'Occident* ? Notion un peu trop générique, qu'il convient de préciser et d'affiner.

- *Les USA* ? C'est vrai dans l'ensemble mais plus particulièrement pour les chiites iraniens qui qualifient l'Amérique de «Grand Satan». Expression reprise d'ailleurs chez bon nombre de nationalistes arabes, à l'exception des monarchies islamiques du Golfe, dont l'Arabie, pour qui les Américains sont, à l'inverse, des alliés précieux assurant la sécurité des champs pétrolifères de la péninsule arabique.

- *L'Europe* ? N'étant pas une réalité politique concrète, les Islamistes évoquent rarement l'Europe dans son ensemble, et préfèrent s'en prendre à tel ou tel pays plus ou moins puissant et influent à l'intérieur de celle-ci.

- *La France* ? C'est le «Grand Satan» des Islamistes algériens.

- *Le Capitalisme* ? Les économies de type libéral sont condamnées par le droit coranique (la Charia) qui interdit en principe le prêt à intérêt. Cela n'a pourtant pas empêché les monarchies islamiques du Golfe de bien tirer profit de leur pétrole (notamment l'Arabie). C'est une des raisons pour lesquelles ces régimes sont très critiqués par les fondamentalistes purs et durs. Cette attitude de rejet du capitalisme libéral tend à être confortée dans les autres pays musulmans en raison des inégalités et de la masse des exclus laissés pour compte de ce système. Le Capitalisme est vu alors comme un «produit d'importation occidentale à l'ori-

gine de la misère et de la décadence de la société». C'est un des arguments forts de «l'Islamisme social», celui qui est le plus répandu aujourd'hui.

- *La Démocratie laïque libérale* ? Voilà l'ennemi universel commun de tous les Islamistes. Un des rares points sur lequel ils soient tous d'accord. Pas étonnant, car c'est un produit d'importation typiquement occidental, hérité du rationalisme cartésien et de la philosophie des Lumières. Un modèle dont la France et les USA ont été les initiateurs, qui tend à séparer le politique du religieux. La liberté de conscience ainsi acquise favorise l'athéisme tout en enfermant la religion dans la sphère privée, ce qui est totalement inacceptable pour les Islamistes.

- *Le Communisme* ? En tant qu'idéologie laïque et athée le Communisme fait partie des ennemis naturels de l'Islamisme. La guerre d'Afghanistan a été le terrain d'une de ces luttes mythiques. Aujourd'hui il ne constitue plus un ennemi réel (à la différence des autres que l'Islamisme doit combattre plus que jamais).

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE L'ISLAMISME

Un ennemi : le libéralisme

Si l'Islamisme et le Communisme ont bien un ennemi commun c'est le libéralisme. En réaction, tous les deux proposent, chacun à sa manière, des modèles de sociétés idéales. Celles-ci sont basées essentiellement sur des valeurs morales et sociales que tout un chacun doit respecter pour se conformer à l'idéal prescrit qui veut le bien public (les intentions sont toujours bonnes !). Les libertés individuelles ne sont pas toujours les bienvenues si elles ne respectent pas ces codes moraux souvent très stricts.

- L'Islamisme moral est incarné depuis longtemps (XVIII^e siècle) par les monarchies du Golfe et notamment l'Arabie Saoudite qui se doit d'être exemplaire du fait de sa responsabilité de gardien des lieux saints de l'Islam. Par conséquent le droit islamique - la «Charia» - est appliqué contre toutes atteintes aux bonnes mœurs et ne recule pas devant l'amputation des mains des voleurs ou la lapidation des femmes adultères (9). Ce qui n'est pas incompatible - force est de le constater - avec des habitudes solidement ancrées de corruption.

- L'Islamisme social est un concept récent qui vient concurrencer le Communisme sur son propre terrain car il se développe sur le terreau de la misère et des laissés pour compte d'une société où l'industrialisation provoque de grandes inégalités, ce qui est le cas de la plupart des pays musulmans aujourd'hui. Le grand porte-parole de cet islamisme est l'Iran mais il fait également beaucoup recette en Algérie et en Égypte. Le FIS algérien et les Frères musulmans égyptiens ont des traditions sociales très fortes.

Une volonté politique universelle

Comme nous l'avons vu, dans la plupart des cas, les islamistes ne cherchent pas à limiter leur politique à un État national. La volonté de l'Islamisme est supranationale et

universaliste, même si dans un premier temps son action paraît se limiter exclusivement aux pays peuplés de Musulmans. Mais ne perdons pas de vue que plus d'un milliard d'hommes aujourd'hui sont musulmans. Qu'en sera-t-il demain au rythme de l'évolution démographique ? Il y a dans cette situation les possibilités d'une «internationale islamiste»...

Par ailleurs, le combat mené par les islamistes a aussi ses implications directes en Europe et aux USA. Il est vrai que l'Occident est une base arrière tentante, pouvant servir de refuge aux islamistes ainsi qu'à l'approvisionnement en armes (10). A cela viennent s'ajouter des tentatives de prosélytisme envers les fortes minorités musulmanes mal intégrées dans les banlieues défavorisées des grandes villes (11). Face à ces dangers multiples les gouvernements occidentaux, Etats-Unis et France en tête, tentent d'agir et prennent des mesures sévères afin de traquer les réseaux terroristes et de préserver l'ordre public. Il faut aussi prévenir les risques d'attentats !

L'enjeu islamiste mondial est ainsi susceptible d'alimenter les psychoses de «contamination» des pays occidentaux.

Une volonté politique de «lutte finale»

Religion politique par excellence, l'Islamisme recherche la prise du pouvoir afin d'imposer son droit, ses valeurs et son ordre social. Tous les moyens sont bons pour satisfaire cette noble cause, y compris la force et la révolution s'il le faut. Ces méthodes sont largement légitimées par le «djihad» ; la guerre sainte contre les impies, qui fait partie des devoirs de tout bon croyant.

Une fois installé, un tel pouvoir ne peut être que «définitif» et ne doit plus jamais être remis en cause car il prétend représenter la meilleure des solutions qui puisse exister sur terre. Peut-on remettre en cause la politique qui vient de Dieu ? Le Communisme avec ses ambitions révolutionnaires et son mythe du «grand soir» a tenu pendant longtemps un discours analogue mais sans faire référence à Dieu.

Cette volonté d'irréversibilité du processus voulue par l'Islamisme sera-t-elle plus forte que celle qui était recherchée par le Communisme ? Pendant longtemps, beaucoup ont pu croire que le Communisme serait irréversible. C'était une des raisons pour lequel il a beaucoup fait peur.

«L'irréversibilité» du phénomène se renforce du fait que l'Islamisme, ne relève pas d'une volonté personnelle incarnée par un démagogue ambitieux. Plus efficace qu'un grand orateur habile, ce processus politique implique la mise en place d'un système très rigide visant à préserver sa propre pérennité.

*

* *

Depuis la Révolution iranienne de 1979, l'Islamisme politique est une idée qui a fait son chemin. Si aujourd'hui les mouvements qui s'en réclament sont assez nombreux et puissants pour se permettre de peser sur les conditions de la

paix au Moyen-Orient et au Maghreb, ils restent encore relativement isolés les uns des autres sans former un ensemble vraiment cohérent.

Cette situation va-t-elle se maintenir ? Les désordres provoqués par l'Islamisme intégriste en cette fin de siècle vont-ils entraîner un nouvel ordre mondial pour le XXI^e ? Peuvent-ils diviser le Monde et provoquer de nouvelles guerres froides ? Sans aller jusqu'à ce cas extrême, ils risquent néanmoins d'être la cause de nombreuses difficultés dans l'avenir, non seulement au niveau des pays musulmans mais aussi au niveau international.

Damien TOULEMONDE

(1) Cf un livre du même nom.

(2) Pour avoir dénoncé la recrudescence de la violation des droits de l'homme sous prétexte de répressions anti-islamistes, les agents d'Amnesty International ont été expulsés d'Égypte et de Tunisie en décembre 1994.

(3) Kadhafi en Libye et Saddam Hussein en Iraq ne sont pas réputés pour être des prosélytes de l'Islamisme mais ils n'hésitent pas à appliquer la Charia (droit islamique) pour régler leurs affaires courantes.

(4) Entre l'Iraq et la Syrie, l'Iraq et le Koweït,... les exemples pourraient être multipliés.

(5) Saladin était pourtant kurde ! Le sionisme est la volonté politique des juifs à coloniser et administrer la terre d'Iraël.

(6) L'Etat islamique saoudien, d'ailleurs fragilisé par des problèmes de succession au sein de la dynastie régnante, doit lui-même faire face aux pressions de partis islamistes plus radicaux qui lui reprochent sa politique de complaisance vis-à-vis de l'Occident.

(7) Tout d'abord l'Égypte est un pays très peuplé, placé au carrefour du monde musulman. C'est un véritable trait d'union proche-oriental entre le Moyen-Orient et le Maghreb. Son influence politique et culturelle n'est plus à démontrer. D'une part, au niveau culturel, la réputation du cinéma égyptien n'est plus à faire, d'autre part, sur le plan politique, c'est le ralliement de l'Égypte aux USA qui a fait perdre la guerre du Golfe à l'Iraq. Il ne faut pas oublier que l'Égypte est aussi la terre d'élection des Frères musulmans, confrérie fondée en 1928 qui est le modèle de nombreux partis politiques islamistes.

(8) Comme au temps du nassérisme, et probablement en pire.

(9) Sur le drapeau saoudien figurent des extraits de la Charia accompagnés d'un sabre, ce qui indique bien le sort des éventuels contrevenants.

(10) L'ayatollah Khomeiny a autrefois trouvé refuge en France !

(11) Sur ce sujet voir Gilles Kepel : Les banlieues de l'Islam.

LA FRANCE, UNE SOCIÉTÉ EN TROMPE-L'OEIL

par Jean-Marie DOMENACH

Notre ami Jean-Marie Domenach prépare un livre sur la France actuelle. Il a bien voulu en détacher pour nos lecteurs les premières pages, qui portent sur les difficultés qu'il y a à connaître une société énigmatique, dont la sociologie classique (et classique), ne parvient plus à rendre compte.

RICHES ET PAUVRES

Regardée de près, la société française d'aujourd'hui défie la sociologie telle qu'elle s'était constituée au siècle dernier, avec ses classes et ses catégories. Il y avait la paysannerie, la bourgeoisie, la classe ouvrière, les employés (dont la position exacte commençait à faire problème). Mais l'évolution s'est accélérée et le sociologue s'essouffle à la rattraper. Déjà, avant guerre, la déchristianisation des Bretons débarquant à Paris progressait plus vite que la thèse que leur consacrait Gabriel Le Bras. Désormais, c'est presque toute la France qui est entrée dans une turbulence qui secoue les situations acquises et les mentalités traditionnelles. Celui qui se réveillerait d'un coma de cinquante ans serait stupéfait de voir qu'un pays, qui a été saigné pendant quatre années d'Occupation, accepte que sa politique monétaire dépende de l'Allemagne ; que des paysans dont l'obsession séculaire était d'agrandir leur propriété acceptent (de plus ou moins bon gré) qu'une partie de leurs champs (proportion de 17 % réduite à 10 % en 1995) soit mise en jachère sur ordre de la Commission de Bruxelles, et que des experts européens normalisent la forme des courgettes et la dimension des petits pois. Il faut le souligner à l'encontre de ceux qui reprochent à ce peuple son obstination à défendre un modèle archaïque : en cinquante ans, il a plus évolué qu'en cinq siècles ; il s'est, plus ou moins douloureusement, séparé de son Empire colonial ; il s'est réconcilié avec une nation dont l'armée avait installé sur son sol un système de terreur, de torture et de mort sans précédent ; il a été l'inspirateur et le pionnier d'une communauté européenne qui est le premier modèle connu

d'un groupement d'Etats sans hégémonie : il a lancé l'avion le plus rapide (une bêtise, ce Concorde, mais une réclame), le T.G.V., le Minitel et la carte à puces... Certes, il n'est pas parvenu - l'a-t-il seulement essayé ? - à réformer son propre Etat, mais on peut lui trouver des excuses, dans la mesure où, sans cet Etat, de telles réalisations, et bien d'autres encore, n'auraient pas eu lieu.

Ce peuple, en changeant la France, ou du moins, en tolérant qu'on la changeât (car l'Europe, par exemple, lui a été, si j'ose dire, «refilée» plutôt qu'il ne l'a voulue), dans quelle mesure a-t-il changé, s'est-il changé lui-même ? Ce qu'il dit de lui, ses plaintes, ses colères, ne convainc pas. Chacun s'avoue heureux mais tous sont mécontents. Paradoxe national déjà ancien : les grognards ont suivi Napoléon jusqu'à Moscou. L'envie est un trait accentué de l'idiosyncrasie nationale : le Français ne cesse de se comparer aux autres, particulièrement à ceux qu'il se juge en droit d'égaliser, et en conclut qu'il est défavorisé. Naguère, cette envie se transformait en énergie politique et syndicale : en se cristallisant autour de groupes à vocation nationale, elle prenait consistance et nourrissait des espoirs révolutionnaires. Mais, le discrédit de la politique et du syndicalisme, ainsi que l'individualisme qui a grandi parallèlement à la consommation, font que l'envie a perdu sa capacité motrice et se disperse en une foule de protestations et d'aigreurs sans lien entre elles. Le «poujadisme» était le degré zéro de la politique, mais il était politique, il avait des députés. Aujourd'hui, on en est aux barres de fer et aux cocktails Molotov. Ainsi,

comme un feu d'artifice, l'énergie protestataire se dissipe dans la nuit des villes et des banlieues, et retombe en récrimination, en ressentiments serviles qui empoisonnent l'atmosphère nationale. En 1935, les 200 familles servaient de plastron à la colère des chômeurs ; en 1995, le seul bouc émissaire qui ait survécu est au service de l'extrême-droite : c'est l'immigré. Situation dangereuse, non point comme on le dit, parce qu'elle est violente (de part et d'autre), mais parce que sa violence, sans point d'appui ni cible définie, est incapable de s'exprimer, ce qui la rend rebelle à tout traitement politique et même à toute analyse rationnelle.

Pauvres contre riches : cause inépuisable d'émeutes et de révoltes. Mais, où sont les pauvres ? Qui sont-ils exactement ? On ne les avait pas vus venir. Il y a encore une quinzaine d'années, la Conférence Saint-Vincent de Paul n'avait plus que de rares clients. Près de la moitié des «foyers fiscaux» sont censés être assez pauvres pour ne pas payer d'impôt sur le revenu. Mais les proviseurs sont étonnés de voir des boursiers conduits au collège dans des voitures de luxe. Les chômeurs sont souvent malheureux, mais ils ne le sont pas toujours, du moins dans les campagnes, où ils sont nombreux à donner des coups de main utiles et rentables (paradoxalement, dans certaines zones rurales, le chômage contribue plutôt à reconstruire qu'à détruire le tissu social). La carte fiscale n'est pas fiable, et par conséquent ne le sont pas non plus les nombreux avantages ou désavantages qui en découlent (bourses d'études, dégrèvements divers,...) Beaucoup gémissent, accablés par le poids des taxes et l'enchevêtrement des procédures réglementaires ; certains slaloment entre les règlements et réussissent à gagner plusieurs millions par an sans rien payer au fisc... Certes, il ne faut pas confondre les exceptions et la règle. Mieux vaut dire qu'il n'y a que des exceptions, et, partant, point de règle.

De ce repérage sommaire, nous tirons une conclusion : la frontière qui sépare les riches des pauvres est floue et sinieuse, et il en va de même pour l'ensemble d'une société dont aucune sociologie - j'entends une sociologie classique et classiste - n'est désormais en mesure de rendre compte. Une partie de la France tombe en ruines, tandis qu'une autre, pimpante et fleurie, offre le visage aimable de la prospérité. Parfois même, la France riche est plaquée sur la France pauvre, comme une feuille d'or sur une statue de plomb. Laminée par le rouleau compresseur du «changement», désarticulée par l'évolution foudroyante des métiers, mais rassemblée par le culte quotidien de la télévision, la classification héritée du XIX^e siècle se dilue dans un fourre-tout qu'on appelle, d'un terme forgé par le sociologue allemand G. Simmel, la classe moyenne. Il n'est plus un secteur de la société qu'on puisse délimiter, définir, à l'exception peut-être d'une noblesse qui continue de se fiancer dans le carnet mondain du *Figaro*, et dont plusieurs membres ont commandé des maquis, ce qui prouve, s'il en était besoin, à quel point la tradition féodale persiste dans ce pays.

Quant à la bourgeoisie de province, milieu favori des romans de François Mauriac, elle n'a cessé de décliner en ombre et en prestige, même si sa caricature fait encore le bonheur des cinéastes (cf. *La vie est un long fleuve tranquille* d'Etienne Chatiliez, et *La Cérémonie* de Claude Cha-

brol). Entre l'Eglise et elle, un fossé s'est creusé. Mai 68 lui a porté un coup dont elle ne s'est pas relevée. Divorce des parents et concubinage des enfants ont transformé les mœurs et mis un terme à un puritanisme qui n'était qu'un masque.

Reste la classe ouvrière, exemplaire parce qu'elle était chargée par Karl Marx d'élever sa singularité au niveau de l'universel. Ce que, d'une certaine manière elle fit, au cours d'une histoire jalonnée de révoltes et de cruelles répressions. 1832, 1848, 1871, des barricades de Saint Merri à celles de la Commune, le sang des ouvriers a ruisselé sur ce pavé parisien que le poète allemand Heine, en se déchaussant, avait tenu à fouler de ses pieds nus. La classe ouvrière n'a pas disparu des statistiques (elle y figure même pour environ 30 % de la population salariée), mais la honte du stalinisme l'a pour ainsi dire disqualifiée dans son rôle révolutionnaire, dans sa légende, dans son âme. J'ai vu, en décembre 1947, les mineurs du Nord, après leur longue grève, regagner leurs puits, drapeaux rouges en tête, entre deux haies de parachutistes. C'était à la fois glorieux et funèbre. La suite ne fut plus qu'un mime lamentable, et finalement odieux. Ce sacré se prolongera pourtant, comme le rayonnement des astres morts, jusqu'à ce jour de Mai 68 où un cortège d'étudiants s'étant porté aux Usines Renault de Billancourt, afin d'offrir leur révolution au prolétariat, «la forteresse ouvrière» avait relevé son pont-levis. La rupture avait été consommée en 1956, lorsque les dirigeants communistes de la C.G.T. félicitèrent les Soviétiques d'avoir écrasé la révolution de Budapest. Les plus entêtés des intellectuels de gauche quittèrent alors le Parti communiste qui, ayant perdu l'honneur, perdit par la suite la plus grande partie de ses militants et de son influence. Il est devenu difficile de parler de «classe ouvrière» (car ce n'est pas seulement son prestige qui a disparu avec le stalinisme, c'est la conscience même d'appartenir à une classe, à une tradition, à une culture). En 1973, les trois quarts des ouvriers se sentaient membres d'une classe sociale ; en 1987, la moitié seulement. Combien aujourd'hui ? L'arrivée massive des immigrés a fait refluer la majorité des prolétaires français vers des couches plus élevées ; la diversification des métiers, des situations et des salaires, s'oppose à toute définition : entre ouvriers et employés, la frontière est mouvante. Un ouvrier qui gagne trente mille francs mensuels dans une imprimerie de presse appartient-il à la même catégorie qu'un ouvrier non qualifié qui en gagne sept ou huit mille ? Certes, des barrières subsistent, certaines, même, se renforcent. Prenons la «démocratisation» de l'enseignement : d'un côté, elle contribue à la promotion sociale ; de l'autre, en surchargeant les classes du secondaire, elle confère un avantage incontestable aux élèves que leurs parents peuvent guider en choisissant les «lycées d'excellence» et en les aidant dans leur travail. C'est ainsi qu'on voit chaque année, à Polytechnique, augmenter la proportion des fils et filles d'enseignants, qui atteint déjà, à l'ENA, 20 % d'une promotion.

Comment donc redéfinir des classes sociales ? Ou du moins répartir en catégories une foule indistincte ? Il n'y a d'autre moyen que de tenir compte de paramètres préalablement isolés, tout en sachant que certains d'entre eux sont

à double effet. L'habitat : sa disposition intérieure tend à s'uniformiser, un indice indubitable en est la quasi-disparition des cabinets à l'étage, dans les immeubles à loyer bon marché ; en revanche, la localisation est de plus en plus déterminante : il y a les quartiers tranquilles et les quartiers «à risques» - ceux où habite une proportion importante d'«Arabes». Le niveau d'instruction : la dévalorisation des diplômés compense l'effet promotionnel : une sorte de course vers le haut s'engage alors, où l'emportent les fils et filles des familles de l'*establishment*, qui peuvent aller chercher au MIT ou à Stanford les super-diplômés qui impressionnent les chasseurs de tête... C'est à partir du repérage de situations multiples (dans le rapport à la production, à la consommation, à la famille, à l'habitation, à la culture, à l'origine ethnique, à la politique,...) qu'il deviendrait possible de dessiner des «portraits-robots» auxquels on rattacherait des groupes et sous-groupes car, en l'occurrence, il ne s'agirait pas d'identifier un individu, mais un certain type sociologique susceptible d'extrapolation. J'ajoute qu'il conviendrait de privilégier les traits susceptibles d'évolutions progressives ou régressives, ce qui requiert une sociologie non seulement catégorielle, mais dynamique, quasi virtuelle.

LA DERNIÈRE CLASSE

Cependant, à la limite, une telle description tendrait à une complexité telle que sa vraisemblance se payerait de son inutilité. Si l'on doit recourir à une certaine sociologie classiste, alors, mieux vaut emprunter au sociologue allemand Georg Simmel, son terme de «classe moyenne» et imaginer (car il y faut de l'imagination) une classe moyenne gélatineuse, semblable aux méduses flottant entre deux eaux, mais aux extrémités de laquelle subsistent des poches résiduelles où se regroupent les héritiers de classes en voie de disparition : paysans traditionnels, ouvriers chantant l'Internationale, bourgeois allant à la messe d'onze heures... et encore, on laisserait de côté d'innombrables groupements, dont l'influence est parfois importante : anciens combattants, prêtres en soutane, mécanos de courses, artistes en tous genres, aventuriers et baroudeurs, sans parler des ermites qui, par définition, ne constituent pas un groupe... La société française est devenue un gigantesque kaléidoscope où s'élaborent des combinaisons infinies et souvent surprenantes.

Toute description fige ce qu'il faudrait mettre en mouvement : ce sont des marionnettes qu'il nous faut, et non pas des statues. Vers le bas, les bas salaires, les postes d'exécution, les familles décomposées, et surtout l'exposition au chômage. Vers le haut, les cadres bien placés, les professionnels qui continuent de s'instruire passé vingt-cinq ans, les commerçants entrepreneurs, les vendeurs, auxiliaires et publicitaires de biens et de services, de plus en plus recherchés (chirurgie esthétique, spécialités rares, produits de luxe,...) et surtout fonctionnaires assurés de n'être jamais licenciés.

Mais où trouver la substance et l'esprit de cette «classe moyenne» ? Pour continuer dans les comparaisons marines, je dirai que, comme la pieuvre de Victor Hugo (*Les Travailleurs de la mer*), elle ne peut être définie que négative-

ment : la classe moyenne n'est ni la bourgeoisie ni la classe ouvrière, elle se situe vers le haut de la catégorie «employés» et vers le bas de la catégorie «cadres». Elle n'a pas de tradition, et c'est la télévision qui lui tient lieu de culture. C'est ce qu'on appelait jadis le public ; aujourd'hui, sa définition est arithmétique : c'est l'*audimat*. Mais, s'agit-il vraiment d'une «classe» ? Peut-on établir une moyenne entre des pôles dont le magnétisme s'affaiblit sans cesse ? D'ailleurs, qui aimerait se désigner comme membre de la classe moyenne ? «Moyen», c'est un concept statistique, une façon jolie de dire «médiocre». «Moyen» n'indique ni une position dans le processus de production (comme «ouvrier»), ni une tradition civique et culturelle (comme «bourgeois»). C'est seulement l'étiquette d'une salle d'attente où l'on entre avec l'espoir d'en sortir le plus vite possible et la conviction qu'on ne ressemble pas aux autres. Henri Mendras l'a écrit excellemment :

«La classe moyenne est en train de se détruire elle-même en tant que classe, entraînant une transformation de toute la structure sociale, qui enlève du même mouvement à la classe ouvrière et à la classe dirigeante leur caractère de classe au sens fort, marxiste, du terme. S'il n'y a plus lutte entre elles, comment se définissent-elles l'une par l'autre ? Et en pure logique, si tout le monde est moyen, plus personne ne l'est (1)». En somme, la classe moyenne serait la classe unique de la modernité : elle recueille les produits de cette combustion effrénée où Marx voyait la caractéristique d'un monde où tout ce qui est solide «s'évapore» (*verdampft*). «Tous les rapports sociaux stables et figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées traditionnelles et vénérables se dissolvent ; les rapports nouvellement établis vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout élément de hiérarchie sociale et de stabilité d'une caste s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés d'envisager leur situation, leurs relations mutuelles, d'un regard lucide» (2). Malheureusement, ce n'est pas «l'homme intégral» dont rêvait Marx qui est sorti de cette chaudière infernale, mais l'homme moyen qui trouve dans ce bouillon des anciennes classes à la fois les conditions de son indépendance et la tentation d'une nouvelle servitude. Il se peut, après tout, que les classes, telles que la sociologie les a décrites, n'aient été qu'un long avatar des ordres de l'Ancien Régime, et qu'on doive se débarrasser de leur image et de leur terminologie. Mais, de quel mot désigner ce qui n'a ni consistance, ni stabilité, ni identité - de ce qui est, en quelque sorte, une transition vers un avenir que nul ne peut anticiper. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que la classe moyenne est la dernière classe.

KALÉIDOSCOPE

Mais il faut bien tenter un «arrêt sur image» si l'on veut se faire une idée approximative de la composition sociale de la France. Henri Mendras nous propose «une vision cosmographique de la société» : astres, astéroïdes et constellations peuplent un système solaire, désignant au ciel de cette immense classe moyenne des catégories plus ou moins atypiques. N'y manquent que les comètes qui, pourtant, figureraient à merveille ces sectes, groupuscules plus ou moins délirants, phénomènes de mode dont Paris est friand. La

sociologie a toujours entretenu des rapports privilégiés avec l'astronomie, comme en témoigne Auguste Comte. Le ciel suggère en effet l'idée d'un ordre harmonieux que le sociologue (le moraliste aussi) aimerait voir régner dans la société, ne serait-ce que pour une meilleure compréhension de son sujet. Mais nous savons maintenant que le ciel est moins tranquille qu'on le croyait. Vers quels horizons fuient les galaxies et qu'est-ce qui fait tenir ensemble le système solaire et ses sous-systèmes ? L'utopiste Charles Fourier, féru, lui aussi, d'astronomie, avait posé la question centrale de la gravitation, modèle de la sympathie qu'il voulait établir dans son phalanstère. Mais quelle est, dans la sociologie astrale de Mendras, l'équivalent de cette énergie gravitationnelle qui empêche les planètes de s'échapper dans l'espace ? Une telle représentation sidérale semble plus entropique qu'énergétique. Il y manque en tout cas l'hypothèse qui éclairerait cette énigme, plus sensible, plus inquiétante en France qu'ailleurs : qu'est-ce qui fait tenir ensemble des individus et des groupes aussi différents, et de plus en plus préoccupés d'eux-mêmes ? Existe-t-il même encore une société française ? Cette question, c'est Alain Touraine qui la pose, et il faudra bien essayer d'y répondre, ce qui sera difficile, car, au premier coup d'oeil, il semble que ce qui fait tenir ensemble les Français, comme en beaucoup de vieux couples, relève du non-dit, voire de l'indicible. Un héritage partagé et d'abord une langue ; l'idée vague, (que renforce aujourd'hui la multiplication des voyages), qu'on vit ici plutôt mieux qu'ailleurs, un faisceau d'habitudes, mais aussi, en l'absence d'une menace extérieure, la possession de la bombe atomique, avec la possibilité terrifiante de mourir ensemble, à défaut d'avoir vraiment vécu ensemble.

A ce tableau, plutôt inquiétant, qui semble justifier le terme de « fracture » employé par le Président Chirac, on peut en opposer un autre tout aussi véridique mais plus rassurant : des agriculteurs informatisés, guidant leurs tracteurs par satellite, des animateurs dynamiques, des instituteurs enthousiastes, des ingénieurs de pointe, des chercheurs inventifs, des militaires et des « humanitaires » engagés partout où l'on se bat et où l'on meurt de faim - et de vieilles dames qui, tout en tricotant un chandail, aident un petit maghrébin à faire ses devoirs. La bourgeoisie elle-même se maintient assez bien grâce à une réserve de relations utiles, à une plus forte natalité et au choix judicieux d'établissements scolaires « d'excellence ». Quant aux immigrés, la moitié d'entre eux logent dans des appartements pourvus de commodités modernes, leurs enfants s'instruisent et parfois prennent à l'école les premières places, leurs petits-enfants (les filles surtout) épousent souvent des « Français de souche » (3). Ce qui ne signifie évidemment pas que l'immigration ne pose aucun problème.

Ainsi, penche-t-on, d'un côté, vers une description qui, malgré son effort de changement et de clarification, reste floue et s'expose au démenti d'une foule de cas particuliers qui finissent par noyer les catégories sous les exceptions - et, de l'autre, vers un pointillisme qui interdit toute saisie d'ensemble. C'est sous le coup des émotions, et trompés par les médias qui disent « les jeunes », « les étudiants », « les

immigrés », alors qu'il s'agit de minorités, que trop de gens imaginent des catégories globales, des blocs d'âges, d'ethnies, de professions, qui relèvent du spectacle (comique ou tragique) et non de la sociologie. « Les banlieues » précisément, ou même « la » banlieue, « aucune image, écrit François Dubit (5), ne peut rendre compte de son kaléidoscope ». Fini, le temps où « le monde populaire d'avant les banlieues (...) pouvait se reconnaître dans une image forte, celle des quartiers ouvriers, et de leurs cultures, celle de l'usine et du travail, celle des espoirs et des révoltes partagées (...). L'image de la banlieue a remplacé celle du peuple « ouvrier ». D'un côté, les gens sont définis par leur niveau de consommation, c'est-à-dire par la pauvreté relative, par le chômage, par la distance qui les sépare de la norme des classes moyennes. De l'autre, ils sont définis dans les catégories des politiques sociales par leurs problèmes et par ceux qu'ils posent. Tout se passe comme si ces deux photos ne se superposaient jamais, comme si l'on balançait sans cesse entre les normes de la publicité et celles des politiques sociales, comme si la vie sociale n'était faite que de la consommation et des ruptures, comme si la vie populaire n'était faite que du chômage et de la déviance, comme si l'n'y avait rien entre la pauvreté du *Millionnaire* et la solitude de *Bas les Masques*. » C'est ainsi que se creuse dangereusement le fossé qui sépare la politique de la réalité sociale.

La bonne sociologie est celle qui, sans se soucier de reconforter ou décourager, tracerait des cadres élastiques dans lesquels des tendances d'apparence contradictoire pourraient s'articuler en conglomerats mouvants aux parois osmotiques. Est-ce faisable ? Peut-être, mais avec une armée d'enquêteurs et de chercheurs alimentant des ordinateurs où s'inscrirait, jour après jour, le portrait-robot de la société française. En attendant cette performance, qui d'ailleurs n'est pas souhaitable (songeons à ce que serait une société devenue entièrement transparente à elle-même), et contentons-nous d'une vision binoculaire (un œil enregistrant les situations, l'autre les mouvements). Elle est déjà difficile à mettre au point car l'abaissement des barrières de classe, qui entraîne des confusions inquiétantes pour ceux qui doivent se forger une personnalité hors de tout héritage, favorise également la mobilité sociale, ainsi que la diffusion des modèles, des initiatives, et leur adaptation. Au surplus, la mobilité sociale ne s'exerce pas seulement dans un espace territorial, mais aussi dans la durée : promotion sociale et professionnelle, et, en sens inverse, retour du passé, effort de récupérer, de « retraiter » ce qu'on croit avoir été le meilleur en lui, et rajeunir ainsi des monuments, des quartiers, parfois des villes entières. Ce retour à l'ancien, s'il est autre chose qu'un déguisement ou un attrape-touriste, entraîne des façons neuves de regarder, de sentir, d'agir. C'est peut-être ça, le « post-moderne ». A l'inverse de ces antiquaires malhonnêtes, qui font du vieux avec du neuf, on fait du neuf avec du vieux.

DISSOCIATION-PROMOTION

Ce ne sont pas seulement les pierres et les paysages, il y a aussi des institutions qui rajeunissent en vieillissant. Exemple : la famille qui, comme on dit maintenant, « se recompose » et semble quelquefois retourner à une dimen-

sion tribale. Privé de son ancienne solennité, le mariage a cessé de prolonger et renforcer les barrières sociales («jamais ma fille n'épousera un roturier, un épicier, un Juif, un Arabe»...). Cette nouvelle tolérance s'étend à des adolescents qui n'hésitent plus à considérer le foyer familial comme une confortable auberge de jeunesse. Ici, dislocation et recomposition se mêlent dans des directions opposées.

Il est aussi une conséquence souvent oubliée (si fort est devenu le rejet des supériorités) de ce remue-ménage : la dépréciation des autorités instituées s'accompagne de l'apparition de nouveaux *leaders* qui, à la différence des anciennes élites, ne jouissent d'aucun statut et doivent être constamment réaffirmés. Ces leaders surgissent à l'improviste dans des quartiers, dans des mouvements sociaux, ou même dans des institutions vénérables, telle l'Eglise. Ils doivent leur réussite à une réputation qui peut devenir soudain nationale, grâce à la télévision. Ceci va des vedettes «charismatiques» de la politique, de l'humanitaire, du sport, aux banlieues où des bandes de jeunes délinquants sont quelquefois commandées par des gamins. Cette soudaineté dans l'apparition et la disparition de ces nouvelles autorités est un facteur de déstabilisation grave dans une société qui avait su à peu près conserver ses hiérarchies traditionnelles, selon des normes héréditaires, puis militaires, universitaires, judiciaires, ecclésiastiques, etc. En leur substituant des hiérarchies improvisées et éphémères, sans doute contribue-t-on aux phénomènes de dissociation que nous avons repérés, mais aussi à la promotion de personnes, d'idées, de manières de vivre, que les anciennes structures tenaient en lisières. On y voit briller soudain des vedettes qualifiées de «populistes», séduisantes par leur réussite personnelle autant que par leur éloquence, et qui disparaissent tout aussi vite du firmament médiatique. Mais, en même temps, on assiste au déclin de l'«énarchie» et à la montée de leaders provenant des associations, des «mouvements», ou de l'anonymat, qui débouchent à l'échelon municipal et monteront peut-être jusqu'à l'échelon national, si les caciques leur en laissent la possibilité. Mais ces nouveaux leaders, s'ils profitent de la dépolitisation, ne parviennent pas à se grouper en une force cohérente parce qu'ils traduisent des situations trop différentes, et que, manquant d'une idéologie commune, ils sont rabattus tôt ou tard sur des intérêts catégoriels.

Le doute porté sur le progrès, la fin des utopies, la crainte d'une normalisation générale, et la subversion d'institutions respectées, tout cela pousse un nombre croissant de Français à réhabiliter les valeurs dites traditionnelles dont on vante d'ailleurs l'utilité économique et sociale. La morale de l'honneur n'est-elle pas propice à l'entreprise ? Le civisme n'est-il pas indispensable à l'écologie ? Une récente enquête du C.C.A., publiée en septembre 1995, souligne la contradiction qui apparaît entre ce retour aux valeurs traditionnelles et la montée parallèle de l'adhésion au changement. Mais il n'y a là rien de contradictoire, et l'on a tort d'appeler «valeurs conservatrices» les valeurs traditionnelles. Le véritable changement, la véritable révolution, ne sont-ils pas, comme disait Péguy, l'appel d'une tradition moins profonde à une tradition plus profonde ? Il serait bon que les Français oublient cette opposition stupide du «nou-

veau» et de «l'ancien», qui flatte leur manie d'anthithèse et leur penchant pour la mode.

C'est le mouvement de la société qui contraint à porter l'attention sur tout ce qui est communication, imitation, aimantation, transmission, et, par conséquent, à donner la priorité à l'idéal, au «virtuel», sur le réel. Il devrait être interdit de parler d'un phénomène social sans scruter en même temps sa représentation, car ce qui a remplacé l'idéologie se présente innocemment comme une fiction, alors que sa nature, son opération, son influence, sont plus réelles que ce qu'on nomme réalité. Naguère, les idéologies politiques se manifestaient par des exhibitions assourdissantes ; de nos jours, l'idéologie dominante tire sa force de son occultation. Qui oserait lui reprocher son conditionnement, à elle qui est si modeste, si tolérante et si douce ? Ce mélange de «correction politique» et d'incorrection morale et intellectuelle, diffusé par l'appareil médiatique, fonctionne comme un ersatz de l'ancienne idéologie politique. Les fanatismes en sont apaisés et la même soupe est servie tous les jours aux enfants français et à leurs parents. Ainsi s'éloigne la guerre civile, après avoir fait trop de morts. Mais reste-t-il beaucoup de vivants ?

UN MIROIR OBSCUR

Il existe une autre façon de connaître une société que de recourir aux sondages ou aux journaux : la regarder en miroir, c'est-à-dire à travers la fiction, littéraire et cinématographique. Molière, Marivaux, l'Abbé Prévost, nous renseignent sur les XVII^e et XVIII^e siècles, mais c'est surtout au XIX^e siècle que le roman devient un merveilleux instrument de connaissance de la société : Balzac, qui tente une sorte de sociologie totale ; Flaubert, Zola et tant d'autres. Les grandes *sagas* de la première moitié du XX^e siècle sont, elles aussi, précieuses : Proust, Jules Romains, Martin du Gard... Mais aujourd'hui ?

La sociologie n'existait pas encore au temps de Balzac. Elle a, comme toutes les sciences de l'homme, contribué à inhiber la création romanesque. Mais aujourd'hui, la sociologie ne parvient plus à rattraper la société, ce qui laisse de grands espaces ouverts au roman et au cinéma. Or, ils n'en profitent pas, au contraire. A l'exception du roman rural ou régionaliste qui cultive, parfois avec bonheur, la nostalgie française, le roman s'est éloigné de la réalité sociale, renonçant à ces «types» ou à ces «scènes» qui, jadis, jetaient un éclairage sur la famille, la profession, la vie quotidienne. Mais, cette absence même confirme une évolution : les «types» sociaux sont en déclin et les groupes identifiables deviennent flous et mobiles. Le roman contemporain est confronté au même problème que la sociologie. Il y répond en privilégiant le modèle privé, confirmant par là l'évolution dominante de la société depuis la Libération. Aux grandes causes, aux mouvements de masse, aux engagements volontaires ou contraints, a succédé le primat de la vie privée dont les deux instruments majeurs furent, après la guerre, l'auto et la télévision.

Autre convergence : c'est dans la fin des années 50 que

démarré en France la société de consommation. Les vieux objets, outils, vêtements, que l'on se passait de père en fils, le cèdent à l'objet transitoire, et bientôt jetable. D'où l'abandon de l'ancien au profit du nouveau, et le passage d'une mentalité défensive, économe, casanière, à une mentalité ouverte à l'initiative, à l'innovation, au progrès. C'est ce que signale, en 1954, un rapport de la Fondation Ford sur la France et, précisément, c'est dans la seconde partie des années 50 que paraissent les chefs-d'œuvre du Nouveau Roman (Robbe-Grillet, Duras, Nathalie Sarraute, Claude Simon,...). Ces auteurs se voulaient «objectifs», à l'instar des sociologues : l'homme n'est plus regardé, il regarde, et l'univers des objets prend le pas sur l'univers humain. Ces «nouveaux romanciers» nous fournissent en descriptions froides, révélatrices du changement d'une société qui passe de la pénurie à l'abondance (à l'affluence, comme disent les Américains, d'un mot qui peut à la fois désigner la multiplication des objets et des biens, et celle des consommateurs). Typique de cette évolution est le roman de Georges Pérec, *Les Choses* (1965). Du même Pérec, *La Vie, mode d'emploi* (1978) donne une image de la vie dans une H.L.M., que le romancier décrit dans sa promiscuité et sa solitude. La banlieue est devenue le décor favori de nombreux romans, surtout policiers, ce qui signale la substitution des banlieues aux faubourgs - de ces banlieues d'où déferlent dans les gares parisiennes, entre sept et huit heures du matin, des foules mal réveillées. De ces centaines de milliers de voyageurs, que sait-on vraiment ? Hormis quelques rencontres fugaces, quelques ébauches de conversation, quelques aventures fugitives, on voit passer et repasser des anonymes qui ont une vie, pourtant.

Certains films nous en disent davantage, ceux de Rohmer en particulier (cf. *La Nuit de la pleine lune*). Peut-être la nature du film, plus plastique, plus dispersée que celle du livre où l'intrigue est contraignante, est-elle propice à la représentation d'une société déstructurée et d'individus qui semblent, comme des ballons d'enfants, flotter dans des rues sans joie, inconscients de leur destin et enfermés dans un perpétuel présent. Mais, pas plus dans le cinéma que dans la littérature, on ne trouve de représentation du métier, de la politique, de la finance, de toute la zone d'ombre que le roman américain n'hésite pas à mettre en scène. Vu par le roman ou par le cinéma, le Français paraît être un anonyme, un nomade venu d'où on ne sait où et faisant on ne sait quoi. Il est étrange que dans une société qui se veut impudique, de vastes zones obscures restent ainsi occultées. Mais on dira peut-être que ces personnes incertaines correspondent à la réalité de cette nouvelle classe moyenne. N'est-elle pas impossible à identifier ? Rares et presque folkloriques deviennent ces personnages hauts en couleur, éloquentes, imbus de leur droit, que l'étranger aimait rencontrer en France. Des «originaux», des gens qui ont «leur idée» et qui y tiennent, on n'en rencontre plus tellement, sauf chez les conducteurs de taxi. Au *Bon heur* de Jean Dutout aura été la dernière image d'un des lieux préférés de ces originaux : le petit commerce qui triomphait dans les années noires. Il nous manque un roman social. Au moment où la France subit une des plus fortes secousses de son histoire, où des types humains, des catégories, des classes, sont en train de

s'effacer, comment expliquer que la quasi-totalité des romans et des films (je ne compte pas les œuvres de pur divertissement) ne mettent en scène que des affaires privées, des divorces, des malheurs familiaux, des plaisirs bucoliques ou des amourettes de vacances ? Que ni le Vietnam, ni l'Algérie n'aient donné lieu à de grandes œuvres ? Beaucoup plus instructive est la télévision, dans son uniforme de médiocrité, parce que sa recherche d'audience l'amène à reproduire nombre de situations caractéristiques où les spectateurs retrouvent leur idéologie implicite et l'image ironique ou consolante de leur condition et de leurs fantasmes (5). Au cinéma, comme au théâtre ou dans le roman, rien n'a remplacé *Topaze* et *Donogoo* de Jules Romains, *Les affaires sont les affaires* d'Octave Mirbeau. Les auteurs restent prudents : les lois sont devenues sévères contre la diffamation, la citation des appartenances ethniques et religieuses, et même les «propos outranciers». Il est pourtant bizarre qu'un journalisme, une littérature, un cinéma, qui se veulent émancipés, réservent leur hardiesse à la sexualité qu'elle assimile généralement à l'amour, mais qui, faute d'avoir été intégrée sinon dans une éthique, ou du moins dans un sacré, nous apprend peu de choses sur ce que pensent, éprouvent et vivent réellement les Français.

De tout cela, il est possible de retenir des impressions, des bribes d'idéologie, mais pas une sociologie. On conçoit, dès lors, que les faveurs du public se portent sur les récits historiques, les autobiographies et les films folkloriques. On y trouve enfin des gens qui ont existé - moins longtemps que nous, mais sans doute plus intensément. Il est à craindre que les Français ne se précipitent sur l'histoire parce qu'ils sont vaguement conscients de n'en avoir plus. «Je n'existe pas, le fait est notoire» dit un personnage de Beckett. La société française existe-t-elle ? Au sens classique, et classique, du mot, presque plus. Pourtant, dans leur grande majorité, les Français continuent d'aimer leur pays, ou du moins, de s'y sentir à l'aise, et, bon gré mal gré, ils font société. Mais leur «être ensemble» relève du non-dit. Ils ne l'affirment et le vivent qu'à l'occasion d'une catastrophe, d'un attentat, d'une grève comme celle de décembre 1995, ou d'une grave menace. Alors, ils se retrouvent peuple un moment. Le reste du temps, avec l'aide de la télévision, ils vivent dans une société virtuelle : dans une image qui les enveloppe, les rassure, et qu'ils finissent par prendre pour la réalité. Quand et comment sortiront-ils de leur hibernation ? Cette nation, qui continue de se déchristianiser, semble avoir perdu, après sa foi religieuse, sa foi en elle-même. Elle a cependant gardé la Charité, qu'elle manifeste aux quatre coins du monde, et sans le dire, mais si ce n'était pas vrai, elle aurait déjà disparu - elle garde encore au fond du cœur l'espérance de sa résurrection.

Jean-Marie DOMENACH

(1) Henri MENDRAS - La Seconde Révolution française. 1965-84, Folio, essais.

(2) Karl MARX, Manifeste du Parti communiste.

(3) Cf. Michèle TRIBALAT, Faire France, La Découverte, 1995.

(4) Libération, 4 novembre 1995.

(5) Cf. Sabine CHALON-DEMERSAY, Mth Scénarios, une enquête pour l'imaginaire en temps de crise, Métuillé, 1994.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Montherlant et Barrès. - **Henry Poulaille** et la littérature de la Grande guerre. - **Julien Gracq** : la littérature de «fragments». - Une biographie de Chateaubriand, par **Ghislain de Diesbach**. - La correspondance locale d'**Alexis de Tocqueville**. - Les lettres de **Prosper Mérimée** à la comtesse de Montijo. - La correspondance de **George Sand** et de **Marie d'Agoult**. - **Jean d'Ormesson** : Presque rien sur presque tout. - **Andreï Makine** : Le testament français. - **Michel del Castillo** devant Dostoïewski. - **Philippe Sollers** devant Vivant-Denon. - **Franz-Olivier Giesbert** : La souille. - **Patrick Modiano** : Du plus loin de l'oubli. - **Jean Joubert** : Une embellie.

Romain Rolland, Suarès, Alain, Barrès : le temps où un jeune littéraire avait, vivants, des aînés qu'il respectait... Le rapport de Montherlant à Barrès est tout dans cette note de l'un des Carnets de *La Marée du soir* de 1969. Il a certes varié d'une année à l'autre, mais, lors même qu'à son retour de Tolède, Montherlant osait dans un essai de 1935 quelques plaisanteries sur les sentiments exprimés dans *Du sang, de la volupté, de la mort*, ne craignant pas d'écrire que Barrès n'avait jamais été que «le voyeur de la mort, de la religion et de l'amour», on doit reconnaître dans ce rapport, si difficile soit-il, une constante, c'est le respect, «un respect filial». Quelques jours après la mort de Barrès, Montherlant avait écrit, dans l'article *Barrès commence son rôle d'outré-tombe d'Aux fontaines du désir*, qu'il lui avait appris la grandeur. Il concluait cet article par un mot digne de son futur théâtre : «Tout ce qui est grand est mon père».

Le recueil d'*Essais critiques* inédits publié aux Cahiers de la N.R.F. (1) contient des textes sur Tolstoï, Racine, Chateaubriand, Pétrone, Flaubert,... Je ne m'intéresserai qu'à ceux que Barrès a inspirés. Le dernier est daté de 1925. L'année même où Montherlant écrivait le fameux *Barrès s'éloigne*, il le déclarait, dans une conférence de l'Institut français de Madrid, «exemplaire», apportant toujours dans quelque livre que ce soit la réponse à la question que l'on se pose. Les textes qui suivent sont datés de 1927, 1933, 1950, 1953. La longue conversation de Montherlant avec Barrès n'a jamais été interrompue. Le dernier de ces écrits dans lequel Montherlant rappelle que Barrès, dès 1919, a été dans nos lettres «l'ennemi public n° 1», «l'homme à abattre» (Gide changeait de couleur quand il entendait ce nom honni), témoigne de son admiration, de son respect et de son affection pour celui que sa noblesse de cœur élève au-dessus de tous ses contemporains. «Ceux qui l'ignorent ne savent pas ce qu'ils perdent humainement à ne pas le connaître et à ne pas l'aimer». Dans celui de ces textes daté de 1933, Montherlant applique à Barrès la phrase de Sua-

rès : «Il n'y a pas de grands écrivains, il n'y a que des grands hommes».

«Il aimait la grandeur, écrit Montherlant dans ce texte. Il lui fallait s'agrandir, il le fit avec la patrie, voire avec la religion. Avec elles, il agrandit l'idée qu'il avait de soi». En se retirant dans son *Moi*, en s'y retranchant face aux Barbares, il n'a fait que s'approfondir ; il s'est exploré, il s'est trouvé une assise. Mais ce fut une recherche intellectuelle. Il est descendu dans son être jusqu'au niveau de l'instinct et de l'inconscient pour faire de ses «sensibilités instinctives» des «sensibilités réfléchies». Il s'est *choisi* lorrain, mais son œuvre s'ouvre au *Génie du Rhin*, et la ligne bleue des Vosges n'y trace pas une limite. «Le nationalisme manque d'infini» a-t-il dit à la fin de sa vie. «Le remède à l'individualisme des nations, c'est le catholicisme au-dessus des nations». L'idée de patrie et de religion se sont unies en lui pour se composer dans une harmonie toujours plus large et plus haute. Barrès a libéré, il a rassemblé, il élève.

«Barrès, a dit Thibaudet, c'est une vie», mais dans sa vie il a voulu tenir un rôle et, pour tenir ce rôle, il n'a cessé de se contraindre, de se maltraiter, comme il l'a dit. Député de Paris, il prononçait aux Halles des discours sur les fruits et les primeurs ; à Nancy, il inaugurait le congrès des grains ; membre de la ligue des patriotes, il recevait les curés alsaciens. «Nous autres écrivains, Barrès par son art nous montre ce qu'il faut faire, par sa vie ce qu'il ne faut pas faire». De cette vie il s'est élevé, à la fin, des soupirs et des regrets. Ah, les soupirs de Barrès : «Je ne voudrais plus m'occuper que de poésie», «il nous faut des songes, une espèce d'oisiveté et de solitude et aussi quelque inquiétude»... L'abbé Brémond avait déclaré Barrès «catholique jusqu'à la foi exclusivement». «Ce qui caractérise mon catholicisme, protestait Barrès, c'est l'intériorité». Bourget avait pressenti dans un article sur *L'Homme libre* de 1889 qu'il ne pourrait se passer un jour de Dieu. Montherlant contemple le masque de lassitude et de tristesse que Barrès

offre sur son lit de mort. Barrès a vécu une vie, il en a rêvé une autre.

Montherlant a pu écrire que «c'est en lui épargnant le plus possible sa présence au créneau que l'on permettra à l'écrivain de mieux servir sa patrie». Il avait pensé au lendemain de la guerre se lancer dans l'action politique. Une place à la mort de Barrès serait à prendre. En 1924 Montherlant venait d'écrire le *Chant funèbre pour les morts de Verdun*. Barrès disparu, il n'avait plus qu'à gravir sa «colline inspirée» à Douaumont. Il aurait été à la tribune de la Chambre le porte-parole des morts. On l'attendait à ce rendez-vous pour la relève du soir. Serait-il contre le Cartel des gauches tête de liste du Bloc national ? Le 13 janvier 1925, Montherlant, qui ne se sentait pas la vocation d'un fossoyeur, avait brutalement donné congé à ces espérances et il se précipitait par le premier train vers le Sud, ivre de tous les désirs que Barrès n'avait pu assouvir.

«Barrès mort, je larguai l'amarre, écrit Montherlant, je rompais pour des années avec la vie littéraire et parisienne afin de ne plus me consacrer qu'à mes désirs ou à la poésie». Il suivait sa pente, mais c'était la pente même au bord de laquelle Barrès l'avait entraîné. A quoi pouvait rêver Barrès lorsqu'il présidait le congrès des grains ? A quelle fille d'Ionie ? A quel jardin sur l'Oronte ? Montherlant n'a pas voulu se contenter de rêver. Il a voulu selon ce mot qu'il aimait «réaliser». Réaliser, Barrès ?... Quand, dix ans après son vain départ, Montherlant revint, voyageur non plus «traqué», mais repent, pour réimprimer son *Chant funèbre*, il pouvait dire qu'il était «parti pour rien». Il avait entendu la parole de Barrès jeune : «ne pas subir», mais il n'avait pas voulu entendre celle de Barrès plus âgé : «ne pas réaliser». Lancé dans la chasse aux désirs, très vite il avait pu constater que «tout ce qui est atteint est détruit» et qu'«il vaut mieux un désir intact qu'un souvenir mort». Peut-être Barrès avait-il raison : «il ne faut pas réaliser». Son véritable exécuteur testamentaire, qu'il contestât ou qu'il paraphât son message, a été Montherlant.

*
**

La réédition du roman d'Henry Poulaille, *Le pain de soldat* (2), la remarquable émission de M. Dominique Venner sur Radio-Courtoisie (3) ont rappelé à l'attention la littérature de la Grande guerre. Publié en 1937, *Le pain de soldat* faisait suite au *Pain quotidien*. Henry Poulaille a été l'un des théoriciens du populisme, terme littéraire que la politique récupère aujourd'hui, mais en y mettant du mépris. Le populisme d'Henry Poulaille, dernier avatar du naturalisme, n'exprime, dans son parler modeste, que pitié pour les humbles. *Le pain de soldat* les précipite dans l'apocalyptique guerre de 1914. De cette apocalypse, Henry Poulaille ne rapporte au jour le jour que le fait divers, les assauts, les pilonnements, dont le communiqué quotidien ne peut même pas énumérer le détail, ils se fondent indistinctement dans une masse de feu, de sang et de boue, chaos d'humanité retournant à ses origines. Henry Poulaille tire de ce chaos, de ce magma, des parcelles de terre et de chair. Avec de la mort, il réussit à leur donner de la vie.

Georges Duhamel avait écrit en pleine guerre *La vie des martyrs*. C'était la vie souffrante des hôpitaux peinte, dans un style de danse macabre, par un médecin. *Le Feu* de Barbusse est écrit aussi sur le vif. Les soldats d'Henry Poulaille le lisent dans les tranchées et ils le trouvent «presque vrai». «C'est trop romantique, trop en théâtre», dit Magneux, le porte-parole de Poulaille. Le soldat du *Feu*, c'est «l'homme revenu à l'état primitif», l'homme retourné au magma originel. Il est saisi, il est embrassé par Barbusse dans une vision où le détail s'efface, où, sur «le surnaturel champ de repos» que représente le paysage du front, s'effectue une opération de transcendance. «On ne se bat pas pour un pays, mais pour une idée de progrès». La dernière phrase du *Feu*, illuminant la nuit, c'est : «le soleil existe».

Le soldat de Poulaille est, certes, un militant du Progrès. Il est de gauche, il lit *Le Bonnet rouge*, *Le Libertaire*, *La Lumière*, l'assassinat de Jaurès l'a ému, inquiété, sinon bouleversé, mais il n'est pas soulevé par un souffle de poésie épique, il fait partie de la piétaille «râleuse», il ressasse ses griefs contre les «galonnés» et les «embusqués». Son regard est tourné vers l'arrière. Les meilleures pages du *Pain de soldat* sont consacrées à cet arrière. Robert Brasillach déplore que la littérature de guerre ne lui ait pas fait une place. Jacques Laurent la lui fera dans son *Hortense 14-18*. Mais Poulaille, déjà, lui en avait donné une, non pas tant dans ces scènes de la vie de caserne à Laon au moment de l'incorporation du jeune Magneux où il ne fait que récrire avec beaucoup de drôlerie du Courteline, que dans la première partie du *Pain de soldat*. Il nous introduit dans une arrière-boutique de pharmacie, rue de Cambronne. Le patron a été mobilisé, de garçon de courses, le jeune Magneux s'élève par la force des choses et son petit génie inventif d'enfant de Paris, au rang de «potard», et les bruits de la guerre sont répercutés dans les parlottes de chaque soir par les clients et les voisins.

Le pain de soldat se termine sous un tir de barrage au moment où une attaque se déclenche. Le jeune Magneux, à son tour mobilisé et qui est jeté dans la bataille, est blessé au poignet. C'est la «bonne» blessure. Echappera-t-il à la guerre qui l'a pris ? Sera-t-il mis en réserve pour de futures tâches de militant anti-militariste ? Henry Poulaille nous laisse dans l'incertitude de son avenir. Magneux marchant sous les bombes vers l'hôpital y parviendra-t-il vivant ? C'est la question posée à la dernière ligne du *Pain de soldat*. *Le feu* de Barbusse ouvre, lui, à la fin, sur une grande clarté. Le soleil «existe», il n'éclaire pas le champ de bataille, mais c'est, après la guerre, dans le roman *Clarté* récemment réédité (4) qu'il apparaîtra. Il s'est levé pour Barbusse sur Moscou.

C'est «la grande lueur à l'est». Jules Romains a donné ce titre au dix-septième tome de ses *Hommes de bonne volonté*. Il nous avait emmenés dans deux précédents volumes à Verdun. Publié en 1937, l'année même du *Pain de soldat*, ce *Verdun* précédé de *Prélude à Verdun* apporte sur la guerre le témoignage d'un officier. Jerphanion est socialiste, mais normalien. Son but est, selon le mot d'Henry Clouard, de «comprendre et faire comprendre la guerre». Il nous fait pénétrer au G.Q.G. Les deux volumes de *Verdun* opposent

à la piétaille du *Pain de soldat* le point de vue de l'état-major. Jerphanion, quoique pataugeant dans la boue des tranchées et vivant au ras de la troupe, suit les opérations avec des jumelles et sur une carte. C'est mieux qu'un témoignage, une analyse.

Il manquerait à cet ensemble de romans de guerre, un roman du cavalier. C'est le *Carnet d'un dragon* d'Emile Henriot publié en 1918. Non pas faux soldat comme le Cocteau de *L'Imposteur* jouant à la guerre sur les plages de la mer du Nord dans des palaces élégants et vides, dans une sorte de «réserve» mondaine enclavée entre la mer et le front, mais vrai soldat, il promène sur la guerre le regard d'en haut de l'homme à cheval. Il n'a pas éprouvé dans cette guerre pire souffrance que celle d'avoir été mis à pied pour la finir en fantassin. Le *Carnet d'un dragon* d'Emile Henriot exprime un dandysme désenchanté.

Roland Dorgelès, avec *Les Croix de bois*, roman publié en 1922, nous ramène à la piétaille d'Henry Poulaille. Mais le plus populaire des romans de la grande guerre est le contraire d'un roman populiste. Le personnage principal, celui qui raconte l'histoire et qui se fait le porte-plume de son escouade est un jeune bourgeois délicat et distingué, étudiant en droit, futur écrivain. La guerre, le contact un peu rude avec le peuple, mais chaleureux et enrichissant, qu'elle implique, l'intéressent, je dirai presque qu'ils l'amuse. Le ciel illuminé par les fusées lui rappelle les feux d'artifice du 14 Juillet, les balles à ses oreilles font «un joli son de guêpe», entre deux attaques «la tranchée flâne», dans les cimetières chaque croix est surmontée d'un petit drapeau, et «tout cela donne un air joyeux d'escadre en fête». La troupe défile dans les villages de l'arrière sans traîner les pieds, elle bombe le torse, encore un peu elle aurait la fleur au fusil. *Les Croix de bois*, ce n'est certes pas la guerre en dentelles, ni en chansons, mais toutes les vieilles vertus françaises de bravoure, de gaieté, de générosité s'y manifestent dans un violent appétit de gloire. «Allons, il y aura toujours des guerres, dit le soldat de Dorgelès, qui trouve à celle-ci un parfum de victoire parce qu'il en est «sorti vivant», en croyant désormais le bonheur possible. «Il a fallu la guerre pour nous apprendre que nous étions heureux.»

Autre témoignage sur la Grande guerre, éclatant de toute la bonne santé d'un jeune et ardent combattant, c'est *L'Agonie du Mont Renaud* de Georges Gaudy qui y était. Jacques Laurent a fait de ce valeureux soldat un personnage littéraire. Le sergent Gaudy apparaît dans *Hortense 14-18*, bondissant hors de sa tranchée face à l'ennemi dans un grand mouvement de joie. A travers Henry Poulaille et Georges Gaudy, deux races françaises s'opposent sans s'exclure.

Faut-il compter dans les suites de la littérature de la Grande guerre *Le Diable au corps* de Raymond Radiguet, ou comment une femme de combattant trompe son mari au front avec un collégien ? Radiguet a envoyé son roman à Dorgelès avec cette dédicace : «La guerre vue de l'autre côté».

*
**

«Voici une œuvre en suspens» a écrit M. Bernhild Boie en présentant dans la collection de la Pléiade l'œuvre de Julien Gracq. Il nous a conduit dans un premier volume du *Château d'Argol au Rivage des Syrtes*. Le second volume vient de paraître (5). Il contient *Un Balcon en forêt*, *La presqu'île*, *Les eaux étroites*, récits ou amorces de récits. Ce que l'on appelle la littérature de fragments, *En lisant en écrivant*, *Letrines*, *Carnets du grand chemin*, *Autour des sept collines*, y tient une grande place, sinon la meilleure. «Chacun de mes livres, dit M. Gracq, est une aventure». M. Bernhild Boie souligne que le thème de la route et du voyage y est essentiel. M. Gracq s'y porte par un mouvement impatient vers «ce qui va changer». Il est en attente, en suspens. Mais sur la route incertaine où il s'avance, où va-t-il ? Ce qui compte pour lui, c'est partir, c'est marcher. On lui a fait dire dans *Les Yeux bien ouverts*, texte radiodiffusé, que l'appareillage était plus important que la destination. Le second volume de la Pléiade indique-t-il un point d'arrivée ?

«Imprécis d'histoire et de géographie à l'intention des civilisés rêveurs», ainsi Antoine Blondin a-t-il qualifié *Le rivage des Syrtes*. *Un Balcon en forêt* se situe dans un point de rencontre précis entre l'histoire et la géographie. Nous sommes dans une maison forte à la frontière de la France et de la Belgique, dans la forêt d'Ardenne, au-dessus de la Meuse, avec quatre soldats, pendant la «drôle de guerre». «Une maison, une fenêtre toute seule en face d'une route par où quelque chose doit arriver»... Quelque chose ou quelqu'un ? On attend les Allemands. «*Un Balcon en forêt*, dit M. Gracq, ne ressemble pas à mes livres précédents. Rien d'onirique ni de fantastique». Situé, daté, est-ce un roman réaliste ? *Un Balcon en forêt* n'est que le roman de l'absence. L'aspirant Grange est arrivé dans son poste frontière par un train «vide», «desservant des solitudes» ; s'enfonçant dans «un abandon de terrain vague», il le dépose au bord d'une forêt, ce pourrait être aussi bien sur le rivage d'une île déserte. Aucun des bruits du monde n'y parvient. Le silence n'y est troublé que par le «qui vive» nocturne d'une hulotte. Ce «qui vive» est le seul rappel de la guerre. Mais aura-t-elle lieu ? Et quand ? A-t-elle lieu ? Et où ? Attend-on quelque chose ou quelqu'un ? Julien Gracq dit dans son récit de *La presqu'île* qu'«on n'attend jamais personne et que le monde n'attend jamais rien». Il faut se poser la question de la présence de l'homme dans cet étrange univers. Le «nouveau roman» (paix à ses cendres !) a voulu nous faire comprendre que l'homme n'est pas nécessaire et que le monde pouvait se passer de lui. *La presqu'île* où l'on attend pourtant quelqu'un, à la tombée de la nuit, dans un hôtel désert, ce n'est qu'un fantôme. Julien Gracq a pu dire que, dans le lieu crépusculaire de cette attente, il n'y avait pas de place pour un vivant. L'aspirant Grange blessé mortellement par la balle perdue d'un agresseur invisible rêve dans son agonie (qui n'est peut-être qu'assoupissement) à une terre sans hommes. Il n'éprouve autour de lui que le «vides». «Rien n'avait pris corps». Il y a dans ce roman réaliste une crise d'incarnation.

Chez Julien Gracq, l'homme, dans un monde qui voudrait se rêver dans un grand songe blanc, semble un intrus. Mais le monde pourrait-il se rêver en l'absence de l'homme ? Sa

présence s'impose, même si elle doit demeurer inquiétante, même si elle est repoussée à la limite de régions ambiguës, là où elle n'est pas assez évidente pour ne pas être contestée, mais où elle est trop menacée pour ne pas laisser sentir qu'elle est irremplaçable. Julien Gracq n'écrit plus que des «fragments», des textes courts, isolés ou semblant isolés les uns des autres, parfois s'articulant entre eux, mais en gardant leur autonomie. Il prétend qu'en vieillissant, il y consomme moins d'énergie, mais aussi qu'il cède au «penchant de l'époque», où l'on n'a plus assez d'appétit pour les menus consistants du XIX^e siècle et où l'on préfère ramasser les «miettes», chipoter plutôt que bouffer. Les fines bouches remplacent les goinfres. De Hugo, on ne veut plus lire que les *Choses vues*, de Goethe les *Conversations avec Eckermann*, de Flaubert *La Correspondance*, de Gide *le Journal*. «Ce que nous ne voulons plus, écrit Julien Gracq, c'est la littérature-monument... Ce que nous voulons, c'est la littérature qui bouge, saisie dans le moment même où elle semble bouger encore. Nous préférons une esquisse de Corot ou de Delacroix à leurs tableaux finis». Une littérature qui bouge ? Mais dans ces «fragments», n'est-elle pas saisie plutôt au moment où elle a cessé de bouger ? Intrus dans le monde, l'homme, l'écrivain, ne cherche-t-il pas dans le «fragment», dans le texte court, dans le texte clos sur lui-même, une protection contre les incertitudes et les ambiguïtés de ce monde qui lui est suspect ? Le mot pour Julien Gracq, trace une frontière, ferme une clôture. Tout dans le «fragment», où il prend le plus d'importance, tient par le mot et dans le mot. C'est le ciment qui lie et c'est le lieu même où, dans un réduit essentiel, tout est préservé. L'œuvre fragmentaire de Julien Gracq ressemble au bocage d'où, comme son maître Alain, il est issu : clos, bouts de prés, morceaux de champs, produits d'antiques héritages parcellaires. Julien Gracq chantait, lorsqu'il était jeune, *du passé faisons table rase*, et sur cette table rase il ouvrait ses chemins, mais qui ne le conduisaient nulle part que dans des terrains vagues. Ses *Carnets du grand chemin* l'ont ramené à ses origines. Il les cherche dans un rayon de huit kilomètres en Vendée entre le tombeau du chouan Bonchamps et celui de Gilles de Rais. «La mosaïque des biens-fonds minuscules qui est la mienne, éparpillée et éclatée sur tout un canton, m'a ancré dans ce terroir».

«Il est important de n'arriver nulle part» écrivait jadis Julien Gracq. Après avoir beaucoup marché, n'est-il pas revenu dans l'enclos paroissial que figure chacun de ses «fragments», au point de départ de tous ses appareillages et de toutes ses errances. Il y trouve, a-t-il dit dans ses *Carnets du grand chemin*, une source d'émerveillement. C'est qu'il y a dans le «fragment», à l'intérieur de limites, dans un espace contracté, dans la précision et la perfection de la forme, quand il ne s'agit plus de «fabriquer du vague», tout un condensé d'univers. Pour Julien Gracq, le «fragment», note M. Bernhild Boie, est «une autre manière de dire la plénitude du monde». Une autre ?... Ou la seule... L'homme était dans l'univers un intrus et le monde était suspect à l'homme. Chacun des «fragments» de Julien Gracq est un raccourci d'histoire universelle et de géographie planétaire. L'homme y reconnaît enfin le monde et se compose avec lui.

Il y a eu dans Chateaubriand, écrit André Maurois, «entre le personnage fictif et la personne réelle un espace immense et vide». C'est cet espace que ses biographes ont tenté de combler. Le dernier en date, M. Ghislain de Diesbach, leur rend hommage. Louis Martin-Chauffier s'est montré un fin psychologue, le Duc de Castries un perspicace analyste politique, M. Jean d'Ormesson a mis tout son cœur dans la biographie sentimentale de son héros, *Mon dernier rêve sera pour vous*, ou «toutes les femmes en sont folles». André Maurois apporte, dans son *René*, à Chateaubriand qui n'en demandait pas tant, un supplément de charme. M. Ghislain de Diesbach offre dans sa biographie (6) un assortiment choisi de toutes les qualités qu'il a reconnues à ses devanciers, y ajoutant de son cru l'ironie saupoudrée, quand il en est besoin, de quelques impertinences. En plus, il a, écrivant ce livre, obéi à une nécessité. Auteur de remarquables ouvrages sur Necker et Madame de Staël, il est un parfait connaisseur de cette période-charnière entre l'ancienne France et la France moderne où Chateaubriand devait venir occuper la place d'honneur qui lui était réservée.

Mais, à cette place d'honneur (sur une scène de théâtre ?), n'est-ce pas un «rôle» qu'il va jouer ? Chateaubriand, «c'était un rôle, a dit Lamartine, plus qu'un homme». «Un grand artiste, renchérit Amiel, non pas un grand homme». Où le chercher ? Où le saisir ? Julien Gracq dans son article, *Le Grand Paon*, lui attribue une demi-douzaine d'emplois variés. L'écrivain, certes, mais aussi, dit M. de Diesbach, le voyageur, l'ambassadeur, l'opposant, le ministre, le polémiste, l'amant, le père de l'Eglise, le prophète. Le trouve-t-on dans ses Mémoires ? Il a confié à Joubert : «Je ne dirai de moi que ce qui est convenable à ma dignité d'homme et à l'élévation de mon cœur». Dans sa *Correspondance* ? Mais il écrit à la Duchesse de Duras, sa confidente : «Mes lettres ne sont point aussi cordiales et franches que ma conversation». Il faudrait pouvoir l'entendre. Il aurait fallu pouvoir le surprendre dans ces moments où, dit Frénilly dans ses Souvenirs, «enfant naïf, il prenait plaisir à tout et jouait à des riens». Mais Frénilly se reprend aussitôt : «Je ne l'ai jamais vu qu'habillé en bedeau». Sous ce costume, encore un rôle de composition ? «Est-ce que je suis changé de nature parce que j'ai changé d'habit ?» demande Chateaubriand à ses jeunes attachés à l'ambassade de Londres.

M. Ghislain de Diesbach lui ôte ses masques. Dans l'entre-deux des XVIII^e et XIX^e siècles, il le campe dans son superbe isolement. «Je ne ressemble à personne. Je ne suis pas un homme comme les autres, déclare-t-il à son ami et confidant le comte de Marcellus, je vais tout seul, je ne sais où». «Grand partisan, comme Rousseau, de l'état sauvage, il a fait cet aveu dans son *Essai sur les révolutions* : j'en voulais à l'état social». Amateur de charniers, dit Maurras. Même pas... Seulement de ruines. Ce royaliste est le saboteur de la Monarchie. Il n'en deviendra le fidèle serviteur que lorsqu'elle aura péri. Il souhaite qu'Henri V, l'enfant du miracle, ne remonte sur son trône que pour remettre son sceptre au Peuple. Il prophétisait la République, mais en affirmant que la société n'en périrait pas moins et qu'il fau-

drait demander à la Science le moyen (suprême émigration) de changer de planète.

«Les derniers, nous serons les derniers. Quelle force dans ce mot de dernier qui ouvre sur le Néant sublime», proclame Henry de Montherlant dans *Le Maître de Santiago*. Chateaubriand jouit d'être le dernier sujet du dernier des rois. Ayant dépouillé tous les costumes de théâtre que M. Ghislain de Diesbach ne lui a enfilés que pour mieux le mettre à nu, il apparaît entre fiction et réalité, au terme de sa vie, dans sa vérité surnaturelle de spectre de la fin des temps.

*
* *

La publication des œuvres, papiers et correspondances d'Alexis de Tocqueville commencée il y a quelque quarante ans sous l'égide d'une haute commission nationale touche-t-elle à sa fin ? Elle se sera étendue sur presque un demi-siècle. Les grands moments de cette publication auront été bien sûr *La démocratie en Amérique*, *L'Ancien régime et la Révolution*, les *Souvenirs*, mais aussi les correspondances d'un prodigieux intérêt avec Royer-Collard, Gobineau, Adolphe de Circourt, Francisque de Corcelles, Gustave de Beaumont... La correspondance locale de Tocqueville, député de Valognes, membre du Conseil général de la Manche, vient de paraître (7). Ce volume a été établi par Mme Lise Queffelec et préfacé par M. André-Jean Tudesq. Lorsque Tocqueville se présenta pour la première fois à l'élection législative de Valognes en 1837 et y fut battu, le sous-préfet écrivit qu'il avait bénéficié des voix de la «partie pensante» de l'arrondissement, mais les voix de la «partie ruminante» étaient allées à ses adversaires. Elu en 1839, Tocqueville que Sainte-Beuve a peint dans une attitude de penseur politique solitaire, écoutant ses idées, a dû prêter l'oreille aussi aux intérêts matériels. «Les élections, dit-il, sont dans les mains des marchands de bois et des bouchers». Tous appartiennent à la catégorie sociale de ce que Jean Fougère a appelé d'un mot qui a fait fortune les «bovidés». Comment Tocqueville a-t-il composé avec ces «ruminants» ? Chateaubriand n'a pas jugé indigne de lui de s'occuper du commerce des mulets. Lamartine de celui des pommes de terre et Barrès de celui des grains et farines.

Tocqueville siégeant à la Chambre des députés au milieu de la «coterie difficile et distinguée», ainsi qualifiée par Rémusat, où l'on comptait Corcelles, Vivien, Lanjuinais, Dufaure... et qui présentait quelque ressemblance par le maintien rigide et une certaine austérité d'esprit avec les Doctrinaires de la Restauration, correspondait de Paris avec ses agents électoraux à Valognes. «Abstenons-nous de la pratique - Faisons de la métaphysique...» chantait Rémusat. Tocqueville a bien été obligé de donner de son temps à la pratique méprisée par les Doctrinaires, et il a dû prendre place dans le régime de *patronat* où la notion de service héritée de la féodalité tendra sous la III^e République à se dégrader dans des rapports de pure commercialité où tout s'achète et se vend. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui la «politique politicienne». Mais, dans la relation que Tocqueville entretient sous la Monarchie de juillet avec son électorat, c'est cependant la fonction seigneuriale qu'il retrouve

naturellement dans son utilité et dans sa dignité. Lors de l'élection de 1837, il est battu par le suffrage censitaire bourgeois aux cris de «plus de nobles !». En 1848, le suffrage universel l'acclame et il est invité à prendre la tête de la colonne des électeurs de sa commune qui se rend au bureau de vote. Tocqueville n'est plus qu'un notable de petite ville, l'ancien seigneur n'en répond pas moins à sa vocation de service.

Répond-il aussi à une vocation d'enseignement ? Tocqueville a gardé dans cette Correspondance locale le souci de la pure politique. Si un Chateaubriand s'efforçait dans sa fonction législative de paraître s'intéresser au commerce des mulets, il préfère, lui, intéresser son électorat au commerce des idées. Les lettres qu'il lui adresse par l'intermédiaire de ses agents concourent à la promotion d'un idéal de société politique. Il a renoncé à s'inscrire dans un parti. Ils sont tous dans «un tel état de confusion et de dissolution que s'attacher à eux serait réunir un vivant à un mort. On pourrait y gagner, écrit-il, quelque peu d'influence momentanée dans la Chambre, mais un pareil accouplement diminuerait immensément la considération dans le pays». L'idéal de société politique de Tocqueville n'est pas lié à la fortune d'une dynastie, ni aux intérêts matériels d'une clientèle. Tocqueville n'aspire, à travers les vicissitudes de l'Histoire et sous l'emprise de la «terreur religieuse» que lui a inspirée une révolution universelle irréversible, qu'à une démocratie «paisible et réfléchie». Petit-fils de Malesherbes qui a péri sur l'échafaud, il s'avance dans la carrière politique, non pas en porteur de bonnes nouvelles, mais en pénitent... Il demande à la démocratie, non pas le libre essor de toutes les facultés de jouir, mais l'absolution de quelque obscur péché contre l'Histoire.

C'était un péché à ses yeux de vouloir arrêter la démocratie, dont l'avènement était inscrit dans un plan providentiel, par un détournement d'Écriture Sainte, mais il espérait la régulariser. Pour atteindre à l'idéal de démocratie paisible et réfléchie, il fallait passer par l'apprentissage de «la liberté régulière et modérée». La Révolution de 1848 n'a pas surpris Tocqueville. «Il n'y a plus que la République de possible» s'écria le légitimiste déçu, qui ne s'était jamais rallié à la Monarchie de juillet. Mais comment concilier une passion de liberté avec l'exigence moderne d'égalité ? C'est le dilemme de Tocqueville. «Le socialisme, écrit-il, conduit au régime du sabre». Il a prévu tout de suite dans la fragile république conservatrice de 1849 le coup d'État de Louis-Napoléon. «Le bonapartisme vient d'en bas» confie Rémusat à ses Mémoires. «La nation, écrit Tocqueville dans une lettre du 14 décembre 1851, est en ce moment folle de la peur des socialistes et d'un désir passionné de bien-être. En cet état, elle est incapable, et je le dis à regret, indigne d'être libre». Sous l'Empire, Tocqueville s'étant démis de toutes ses charges fera retraite dans son château, à l'écart du monde «entraîné dans un torrent de servitude universelle». «Il ne nous reste plus qu'à écrire des livres», dit-il alors à son ami Gustave de Beaumont. En attendant que l'État omniprésent, prévoyant à tout, régente les affaires de chaque individu, leur ôte entièrement «jusqu'au trouble de penser». Il n'y aura plus alors que des «ruminants».

*
**

«Tous les Bonaparte sont, dit-on, à peu de choses près, des crétins». Quand Prosper Mérimée écrivait cela à Madame de Montijo le 24 février 1843, il ne prévoyait pas que Louis-Napoléon Bonaparte deviendrait le mari de sa fille Eugénie. Comment s'est fait ce mariage ? Les lettres de Prosper Mérimée à la comtesse de Montijo ne nous donnent aucun renseignement. Nous n'apprenons l'événement qu'en lisant entre les lignes d'une lettre de Mérimée du 28 mars 1853 : «Vous avez dû vous trouver bien seule dans votre grande maison la première nuit de votre arrivée. C'est une terrible chose d'avoir des filles et de les marier».

M. Claude Schopp publie dans la collection «le Temps retrouvé» les *Lettres de Prosper Mérimée à Madame de Montijo* (8) qui figurent déjà dans la *Correspondance générale de Mérimée* de Maurice Parturier. C'est le roman d'une longue et tendre amitié. Mérimée avait connu Marie Manuela Kirkpatrick y Grevigné, comtesse de Treba, chez le comte son mari (pas encore Montijo) à l'occasion d'un voyage en Espagne en 1830. Les désordres espagnols les forcèrent à se réfugier à Paris. La mort du comte de Montijo qui était retourné en Espagne resserra l'intimité de Mérimée avec la charmante veuve et ses enfants, Marie et Eugénie. M. Schopp dit : «C'était son double», ce qui explique qu'il n'a jamais été sans doute son amant. Légère, spirituelle, piquante, un peu aventurière, voyageant beaucoup, très cultivée, Mérimée trouva en elle l'amie et la confidente qui manquait à cet homme froid et réservé. Surtout, il s'amusait à jouer au père auprès des petites filles. Il leur amena son ami Stendhal qui leur racontait des histoires sur Napoléon et, lui, corrigéait leurs devoirs de français, puis ils se mettaient tous deux à quatre pattes sur le tapis du salon et elles les chevauchaient. Introduite dans le très parisien et littéraire milieu Delessert (Gabriel Delessert était préfet de police, Valentine, sa femme, la maîtresse de Mérimée, était la fille du banquier de Laborde, et la nièce de Nathalie de Noailles, bonne amie de Chateaubriand, ayant reçu les meilleures leçons d'esprit français de deux oncles gâteaux qui étaient aussi deux très grands écrivains, la jeune Eugénie, vive et enjouée, que Mérimée craignait de voir s'éprendre d'un lieutenant de hussards à belles moustaches et brillant uniforme, sans un sou vaillant, était un joli parti. Elle trouvera mieux que le lieutenant de hussards.

Eugénie, reconnaissante et fidèle, appela Mérimée à la cour. Parfois, elle le faisait s'asseoir entre son impérial mari et elle pour dîner dans l'intimité. Nommé sénateur de l'Empire, il connaîtra ou percera les secrets de l'Etat. La correspondance qu'il entretient avec la comtesse de Montijo tournée en Espagne ou voyageant en Europe quand elle ne s'arrêtait pas à Paris est une chronique mondaine, mais aussi politique. Lorsqu'il était candidat à la Présidence de la République, Louis Napoléon était apparu à Mérimée «entêté et résolu». «C'est un idiot», avait déclaré Jules Favre à sa sortie de l'Élysée, en 1849. Victor Cousin, dans la même circonstance : «C'est un génie». Mérimée l'avait excepté de la liste de crétins où il l'avait prématurément et téméraire-

ment enrôlé. Il l'appelait familièrement dans sa correspondance M. Isidor ou Don Luis. Louis Napoléon ne lui en imposait pas. C'est «la clef de voûte» disait-il, un peu ironique, mais sans lui tout s'écroulerait. Mérimée depuis juin 48 a une terreur «instinctive» de la révolution. Il sent bien ce que ce régime a d'arbitraire, de fallacieux, de fragile. «Tout y était faux» écrira Flaubert, après la catastrophe, dans ses lettres à George Sand. Mérimée ne voit dans le Second Empire qu'une «assurance». Il réagit contre le mal, mais non contre les causes du mal. «La France, écrit Mérimée à Madame de Montijo, s'attache plus facilement à un homme qu'à une idée». Depuis 1789, depuis, en dernier lieu, 1830, elle passe successivement dans les bras de l'un et de l'autre, se pâmant quand l'homme sent le cheval, mais un reste de vieux fond raisonnable lui fait aimer aussi les notaires et les médecins de famille. Gare aux charlatans, aux «aventuriers de passage» ! Ainsi Napoléon III est-il qualifié par Tocqueville. Mérimée, s'il n'est pas un juge trop sévère pour le mari de sa chère Eugénie, n'a pas pour le Second Empire les yeux de M. Seguin. La France est isolée, les affaires ne vont pas, les gouvernements manquent d'homogénéité, on ne sait pas ce que veut l'Empereur, la politique des nationalités est une folie. Voilà ce que pense Mérimée.

Les dernières lettres de Mérimée à Madame de Montijo datées de Cannes où il soigne son asthme sont empreintes d'une tendre mélancolie. Mérimée meurt le 23 septembre 1870, après Sedan, après la capitulation de Napoléon III, après la proclamation de la République dont il avait si peur, après la fuite d'Eugénie. C'est la fin d'un beau roman de fidélité et d'amitié. Mérimée écrit à la comtesse de Montijo qu'il ne se console pas de n'avoir pu passer quelques heures encore avec Eugénie avant son départ, pour la persuader d'«écrire trois cents pages qui paraîtront quand il plaira à Dieu et qui feront que les gens qui ne sont pas encore nés deviendront amoureux d'elle».

*
**

M. Charles Dupêchez a publié une biographie de la comtesse d'Agoult suivie de ses Mémoires, journaux et souvenirs (9). Il nous donne aujourd'hui la *Correspondance Marie d'Agoult-George Sand* (10). Les lettres de George Sand proviennent de quelques-uns des vingt-cinq volumes de la *Correspondance générale* publiée par M. Georges Lubin (11). Les lettres de Marie d'Agoult dont les originaux ont été longtemps conservés dans la famille Ollivier (Blandine, fille de Liszt et de Marie d'Agoult, avait épousé Emile Ollivier) sont établies d'après des copies. Jacques Vier a écrit un important ouvrage sur la *Comtesse d'Agoult et son temps* en six volumes (12). Sa consultation en tout ce qui la touche est indispensable.

La première lettre de Marie d'Agoult à George Sand, datée du 24 septembre 1834, est écrite de Genève où la maîtresse de Liszt s'est réfugiée avec son amant après avoir abandonné à Paris mari et enfants. Elle y fait l'intéressant aveu qu'elle ne sait pas écrire. Bien qu'elle désire disputer la «palme littéraire» à George Sand, retenons-le. Les deux

femmes se sont rencontrées à Paris au début de 1834 à l'occasion de dîners, mais, depuis, Marie d'Agoult ne songe qu'à faire plus ample connaissance (sans doute, c'est moi qui le dis, pour se frotter à une célébrité et aussi en recevoir des conseils dans son projet d'écrire). George Sand, qui l'a à peine entrevue, lui répond aussitôt : «ma belle comtesse aux cheveux blonds... je vous aime... Vous me semblez la seule chose belle, estimable et même noble dans la sphère patricienne... vous êtes le véritable type de la princesse fantastique, artiste, aimante.» L'on peut, dès cette délirante entrée en matière, pressentir ce qui séparera rapidement les deux dames. George Sand, fille de fermiers généraux et d'une comédienne de foire, est une enfant de la balle, Marie d'Agoult, née Flavigny, appartient par son ascendance paternelle à la haute noblesse, et elle se rattache par sa mère, épousée dans l'émigration, à une famille de banquiers allemands, les Bethmann. De son père qui lui donnait à lire dans son enfance La Fontaine et Montaigne, elle a reçu un héritage de tradition classique, mais, de sa mère, le sang germanique générateur de tous les troubles et de toutes les fièvres romantiques de son existence. George Sand et Marie d'Agoult, chauffées à la même température, peuvent dès l'abord se reconnaître dans une exaltation de sentiments et une confusion de pensée où toutes les passions romantiques se déchaînent. Mais quand l'on vivra un peu ensemble à la faveur d'une villégiature à Chamonix, les tempéraments révéleront leurs différences ataviques. On ne s'appelle plus que «ma bonne vieille», et George Sand fait le diable à quatre dans le chalet où elle danse en poussant de grands éclats de rire et en tenant d'inintelligibles discours. «Ces gamineries me déroutent», dit Marie d'Agoult. A Nohant où elle est invitée avec Liszt, ce sont des grossièretés de corps de garde qui choquent la fille bien élevée du Faubourg Saint Germain. Le robuste et inextinguible appétit de George Sand pour les hommes la dégoûte. N'aurait-elle pas essayé de mettre Liszt dans son lit ? Marie d'Agoult s'ouvre de toutes ces déconvenues à une chère amie, la Marliani, qui s'empresse de faire des cancons. L'illusion lyrique des premiers temps est dissipée. Marie d'Agoult ne va-t-elle pas jusqu'à dire que, depuis *Lelia*, George Sand n'a plus écrit que des «romans sans valeur» ? C'est la brouille. Marie écrit à George : «Vous êtes incapable d'un sentiment durable, le premier caprice l'emportera toujours sur les affections éprouvées, il n'est point pour vous de parole qui oblige...» Balzac à qui George Sand a raconté l'histoire de ses relations (un peu arrangée) avec Marie d'Agoult fait dans *Beatrice* le portrait d'une femme dure, froide, orgueilleuse.

Les deux dames continueront de s'écrire, mais de loin en loin, et ce sont des échanges glacés. Marie d'Agoult proteste toujours, mais faiblement, de son amour, George Sand reste sur la réserve. Elles mourront toutes les deux en 1875 à quelques mois d'intervalle. Cette correspondance aurait pu s'inscrire dans le ciel des grandes passions éthérées. Le «romantisme féminin» y sombre dans ce que Balzac a appelé des «querelles de femelles».

*
* *

M. Jean d'Ormesson a commencé sa prodigieuse carrière

en écrivant des romans menus et facétieux où il avait le troupeau de se donner l'air d'un jeune homme heureux. Mais de quoi aurait-il eu à se plaindre ? Il a été accueilli dans un monde en fête par de tendres fées. C'est un enfant gâté. Il apparaît furtivement dans l'un des romans de sa maturité, *Le vent du soir*, petit page en costume de satin bleu avec un jabot de dentelle. Il n'est entré à l'École normale de la rue d'Ulm que pour pouvoir se promener sur les toits avec le fantôme de Robert Brasillach dont il savait par cœur les pages de *Notre Avant-guerre* et figoler l'art du canular. Il a un beau nom historique, il est riche, joli garçon. Dans *Au revoir et merci*, livre d'action de grâces, il a présenté sa carte d'identité : «bonne santé, vie sexuelle normale, plus d'argent que la moyenne». A vingt ans, il déjeunait au Ritz avec Mauriac et il dînait dans des bistros avec Malraux et Aragon avant de finir la soirée dans des réunions où il rencontrait Léon Blum, et il s'était inscrit à la C.G.T. par souci d'homme bien élevé de ne pas se distinguer. C'était ce qu'il appelait selon l'expression à la mode «s'ouvrir au monde». Il a été porté à l'Académie française dans un beau mouvement d'union nationale à la fois par le parti des ducs et un Tiers-Etat de plumitifs revendicatifs qui estimait que l'on ne faisait pas assez de place sous la Coupole aux représentants de la littérature. Il s'est enfin assis, suprême consécration, dans le fauteuil de Pierre Brisson au *Figaro*. Il pouvait dire : «L'univers me convient».

Pourtant, il a laissé échapper dans *Du côté de chez Jean*, livre de la fin de sa jeunesse où, dans la perspective des Champs-Élysées vue de son futur bureau directorial du Rond-Point, se profilait son avenir, cet aveu mélancolique : «Ainsi va ma vie, au fond sans histoire et ne méritant aucun bruit». Est-ce parce qu'il n'a pas été satisfait de cette vie comblée, est-ce parce qu'il a jugé qu'elle n'était pas intéressante, seul le malheur l'étant, qu'il a décidé, dans le milieu de son âge, de ne plus écrire des romans qui ne feraient que répéter indéfiniment une aventure individuelle, mais l'épopée d'une aventure universelle dans laquelle l'Humanité, la Terre, l'Univers, Dieu seraient dotés d'une personnalité romanesque. Son dessein était arrêté : écrire le roman où il rendrait compte de la totalité de la vie. Il avait rêvé une dernière fois, dans *Le vagabond qui passe sous une ombrelle trouée*, des escapades et des occasions manquées dont il aurait pu refaire sa propre vie, trop réussie pour n'avoir pas été ratée. Il s'y promenait en funambule sur un filin, il s'amusait à faire des sauts périlleux au-dessus de son humaine condition, mais, comme le clown de Banville, il a, dans ce roman de la dernière chance, bondi jusqu'au ciel et, de là-haut, il a pu prendre une vue d'ensemble sur l'Histoire de tous les temps qui lui donnera le goût d'écrire plus tard des romans comme *l'Histoire du Juif errant* ou *La Douane de mer*. Toutefois, le clown de Banville visait encore plus haut et il allait écrire sans désespérer, faisant la culbute suprême dans les étoiles, *Dieu, sa vie, son œuvre*. Cette biographie de Dieu, c'était le roman même de la Création. M. d'Ormesson, pris de vertige, dut, cependant, marquer des limites à l'infini qu'il avait dessein de définir. Il nous prévenait que son livre était «stochastique», c'est-à-dire lacunaire et aléatoire».

A-t-il pu, dans son dernier livre *Presque rien sur presque tout* (3), boucher les trous de sa biographie de Dieu ? L'entreprise totalitaire de M. d'Ormesson avait revêtu un caractère politique dans *La Gloire de l'Empire* où il inventait l'histoire d'un empire imaginaire, ou touristique, dans la trilogie du *Vent du soir*, de *Tous les hommes en sont fous* et *Le Bonheur à San Miniato* où il nous promenait autour du monde sur les traces emmêlées des quatre frères Romero et des quatre sœurs O'Shaugnessy dans un récit poético-farceur auquel l'École normale avait imprimé sa marque et qui semblait résulter, sous le regard malicieux de M. d'Ormesson, de la collaboration de Jules Romains et de Robert Brasillach. Dans *Presque rien sur presque tout*, M. d'Ormesson nous ramène au roman métaphysique qu'il avait esquissé dans *Dieu, sa vie, son œuvre*. Ce n'est plus une œuvre «stochastique» c'est le roman du Tout, c'est le roman total et absolu, le seul vrai, dit M. d'Ormesson, l'aventure de toutes les aventures, le roman de tous les romans. Il commence par le big-bang et se perd dans la nuit des temps à venir ou ne venir pas. «Qui l'écrit ? demande M. d'Ormesson. On ne sait pas. On dirait tantôt que nous sommes écrits d'avance dans ce livre et tantôt que c'est nous, jour après jour, qui l'écrivons».

M. Jean d'Ormesson, auteur, greffier ou seulement metteur en scène, peut-être simple souffleur, y donne la parole à l'Être sur le Néant, à l'Homme, notamment sur le chien, le chat et le cheval, au Tout sur le tout. Ce roman est-il au sens propre du terme un roman. Mais qu'est-ce que le roman ? Dernier-né des genres littéraires, il se nourrit selon Brunetière des restes de la comédie avec Lesage et Marivaux, des restes de la tragédie avec Rousseau et Diderot, des restes de la morale avec George Sand et Madame de Staël. M. d'Ormesson y ajoute-t-il les restes de la métaphysique ? Le roman est un fourre-tout. M. d'Ormesson y fourre le Tout. L'élève-t-il à la dignité du discours ? Le ravale-t-il au genre du «propos» à la manière d'Anatole France, et M. d'Ormesson ne serait-il qu'un avatar de M. Bergeret ? Un pluvieux raseur, disait Léon Daudet. M. d'Ormesson est rien moins qu'un raseur. *Presque rien sur presque tout* est un opéra (il y a dans *opus, operis, opera*, une idée du tout). Entre le grandiose tintamarre wagnérien et l'opéra-buffa, M. d'Ormesson hésite seulement un peu. «Je suis quelque chose de tout à fait rigolo» fait-il dire au Tout.

Le livre total et absolu englobe-t-il la catégorie du «rigolo», et ne faut-il pas croire que l'hésitation de M. d'Ormesson entre Wagner et Offenbach l'a perdu ? Dans *Presque rien sur presque tout*, le mot important n'est ni tout, ni rien, mais presque. Il introduit dans la totalité une idée d'approximation, il creuse une faille dans ce bloc. Le livre de M. d'Ormesson est tout, moins ce presque ou se glisse une réticence, une réserve, où s'exprime dans un demi-ton la crainte de l'homme de salon d'en dire trop, de faire trop de bruit peut-être pour rien. Soudain, nous sommes ramenés par la grâce d'un seul mot et dans un sourire un peu narquois «du côté de chez Jean», là où M. d'Ormesson retrouve dans un à-peu-près entre le tout et le rien, Dieu soit béni, toute son intéressante personnalité et cette charmante gaité où une ombre de mélancolie mettait sa coquetterie.

M. André Makine fait avec *Le Testament français* (14) couronné par l'académie Goncourt son entrée dans la légion étrangère de notre littérature. Elle compte déjà Cioran, Mircea Eliade, Milan Kundera, Jorge Semprun, Hector Bianciotti, j'en oublie sans doute. L'homme russe qui, dans ce roman, parle à la première personne, a écrit un livre en français sur la vie de sa grand-mère française. Il le soumet à un éditeur qui le refuse. Présenté à un autre éditeur comme une traduction du russe, il est accepté. *Le Testament français* est en effet une *traduction*, la traduction d'une réalité russe dans un rêve français, mais de cette traduction, de cette transposition d'une réalité dans le rêve, naît une autre réalité, une autre vie, non plus vécue, mais écrite, recréée par le style, un style qui sera désormais «ma façon de vivre», dit M. Makine, qui appelle cette vie recréée comme par une démarche proustienne la vie «essentielle».

Elle est faite d'instant de grâce, ceux que la grand-mère Charlotte, née à Neuilly en France au début du siècle, partie pour la Russie avec ses parents, y ayant vécu, à travers la révolution, le stalinisme, la guerre, toute une vie quotidienne sur un fond épique, déroule dans l'infini de la steppe devant les yeux émerveillés de son petit-fils. Ce sont les souvenirs d'une France engloutie, une «Atlantide», tirés de la mémoire et aussi de journaux de l'époque conservés dans une valise, tout un trésor romanesque, la visite du tsar et de la tsarine à Paris, la mort d'amour de Félix Faure, la crue de la Seine en 1910, une représentation du *Cid*... Instants de grâce présentant chacun un reflet d'éternité, ils apparaissent sans ordre chronologique ni logique dans une discontinuité où «le temps ne coule pas», dit M. Makine, mais «ondoie» autour de chaque image dans un léger tremblement qui leur confère une aura poétique. C'est le mirage français.

Ces instants paraissent aussi vrais au narrateur que s'il les avait vécus réellement. Mais ils flottent dans la brume de la steppe au milieu de laquelle ils sont évoqués, et il passe sur celle-ci un souffle venu de la profonde Sibérie qui tend à les dissiper et qui fait disparaître la réalité russe. Dépouillée de sa douceur, elle est dure, cruelle, «monstrueuse». «Ce pays est monstrueux, écrit M. Makine, et pourtant je l'aime... La Russie se réveillait en moi impitoyable, belle, absurde, unique, opposée au reste du monde par son destin ténébreux». C'est dans ces ténèbres que le narrateur éprouve la tentation orientale, la tentation héréditaire de la Russie. L'Occident est accusé d'être froid et rationnel, le contraire même de l'Occident rêvé à travers les évocations de la grand-mère Charlotte. Y a-t-il une *désillusion* française ? M. Makine veut partager l'horreur et la douleur de la réalité russe pour refaire l'Histoire et, dans une volonté d'expiation, purifier le monde de tout ce mal. Il veut surtout se punir d'avoir cru au bonheur. Les ténèbres russes ne servaient que de repoussoir à la clarté du rêve français. Pour l'occulter, le narrateur s'effacera, disparaîtra dans l'obscur vie collective.

S'y anéantirait-il ? Mais c'est de cet anéantissement que surgira dans un «entre-deux» russe et français, un autre homme, surmontant enfin sa double identité, l'acceptant

dans son unique vérité. Le narrateur vivant en France après la seconde guerre mondiale y a découvert sous «le fatras romanesque qui a gâché sa jeunesse» une misère française. Il la fuira en cherchant un refuge dans une chapelle funéraire du cimetière du Père-Lachaise. Refuge symbolique ! Il en sort *ressuscité*. Ni russe, ni français (il a appris qu'il n'était que le petit-fils adoptif de la grand-mère Charlotte), il renaît, dans son corps glorieux, écrivain. Retraçant par la grâce du style, dans un livre qu'il veut «absolu» et «total», les instants d'un présent éternel, il vit dans un monde «composé de mots» et qui, en passant du vécu ou du rêvé à l'écrit, a changé de nature. Dans ce monde, écrire, c'est vivre.

*
**

M. Michel del Castillo ne dit rien d'autre dans *Mon frère l'idiot* (15). L'écrivain n'écrit pas ce qu'il vit, il vit ce qu'il écrit. Dans *Mon frère l'idiot*, M. del Castillo vit ce qu'écrit Dostoïewski. Ce livre n'est pas un essai sur l'auteur de *L'Idiot*, mais une lettre que lui adresse M. del Castillo pour acquitter une dette de reconnaissance. Il se reconnaît en Dostoïewski. «Je suis, dit-il, l'une de tes créatures».

«Vivre, c'est se raconter» a écrit M. del Castillo dans l'un de ses romans où la fiction déguise l'autobiographie, *Le Crime des pères* (16). Il se raconte ici à travers Dostoïewski dans une intimité qui fait qu'à chacun des grands moments de sa vie, il peut nous renvoyer à lui, comme au miroir dans lequel il se regarde et où il veut se retrouver. M. del Castillo est né en Espagne d'un père français qui l'a abandonné à l'âge de trois ans. Fuyant la révolution il est arrivé en France à six ans avec sa mère, elle disparaît en 1942, il a raconté dans *Rue des archives* (17) comment elle est réapparue. C'est en 1946 à l'âge de treize ans, à Barcelone, dans un «bagne» d'enfants tenu par des Frères qu'il a rencontré Dostoïewski. L'un de ses maîtres, le «maestro», lui-même un personnage dostoïewskien, le lui fait lire. Mais, nous dit-il, «je vivais avec lui depuis ma naissance». Ils habitaient les mêmes régions souterraines dans une promiscuité trouble, au milieu des mêmes ombres échappées des mêmes rêves, ils communiquent dans les mêmes mots qui ont le pouvoir de donner la vie. M. Michel del Castillo et Dostoïewski ne se quitteront plus.

Jusqu'où les suivre ? Sur ce chemin où le père jésuite «d'avant le concile», à la pensée ferme et au cœur vulnérable, a engagé dans l'un des pires moments de sa vie un Michel del Castillo à la recherche d'attaches, en tentant de lui rendre son histoire ? M. del Castillo qui porte son nom espagnol comme on porte un cilice, hait l'Espagne, mais c'est haïr par excès d'amour. Il a imaginé qu'il trouverait en France sa patrie et le baume à appliquer sur sa plaie originelle, mais n'a-t-il pas comme M. Andreï Makine, dans son imaginaire, «idéalisé» la France ? Dostoïewski en qui M. del Castillo a cherché un frère et un double ne le renverrait-il pas du fond de sa Russie à son fonds espagnol comme à son authentique réalité ? M. del Castillo écoute le P. Padros lisant, nous dit-il, «l'histoire de l'Espagne à la lumière de l'histoire de la Russie, établissant le parallèle d'un identique destin entre les deux nations, l'une à l'Est dressant contre l'Asie le rempart de sa foi, la seconde au Sud contenant et repoussant l'Islam»... M. del Castillo sonde l'énigme de son

Espagne comme Dostoïewski l'énigme de sa Russie sur laquelle M. Makine pose les mêmes interrogations dans son *Testament français*. Il dénonce «l'hystérie mystico-patriotique» de son frère l'Idiot et continue à entendre monter du «sous-sol» où ils ont lié leurs destins à la même chaîne, la voix qui ne s'est pas tue. Il me semble que du point où il nous a fait signe de le suivre, M. del Castillo a encore beaucoup à nous dire.

*
**

M. Philippe Sollers a posé, pour publier *Le Cavalier du Louvre* (18), devant un photographe, dans le cimetière du Père-Lachaise, cigarette aux lèvres, s'appuyant d'un coude désinvolte sur la statue funéraire de Vivant-Denon. Sommes-nous renvoyés de l'auteur de *Point de lendemain* auquel cet ouvrage est consacré à l'intéressant M. Sollers, comme nous l'avons été de Dostoïewski au non moins intéressant M. del Castillo dans *Mon Frère l'idiot*. M. Sollers semble vouloir le laisser entendre quand il nous dit qu'il n'aurait jamais écrit *Le cavalier du Louvre* sans le souvenir précis du lit Empire dans lequel il dormait à Bordeaux en 1949 et qu'il a évoqué dans son roman *Le cœur absolu*. Il conseille à son ami Milan Kundera de lire non seulement *Le cœur absolu*, mais *Les Folies françaises*, *La fête à Venise* et *Le lys d'or*. Ainsi rattache-t-il *Le cavalier du Louvre* à l'ensemble de son œuvre. Il n'a garde d'oublier dans l'excellent dernier chapitre de ce livre, son premier roman, *Une curieuse solitude*, celle dans laquelle Vivant-Denon termine sa vie au bord de la Seine, face au Louvre.

Qui est Vivant-Denon, non seulement l'auteur de *Point de lendemain*, mais du *Voyage en Sicile* et des *Voyages en Haute et Basse-Egypte pendant les campagnes du Général Bonaparte* ? Un auteur licencieux ? Un archéologue amateur ? Un survivant des Lumières ? Un courtisan ? Un diplomate à éclipses ? Un agent secret ? Un anarchiste manqué ? Un dessinateur et graveur de talent ? Un marchand de vins ? Le créateur du musée du Louvre ? J'ajouterai : a-t-il été le Jack Lang de Napoléon 1^{er} comme Sosthène de la Rochefoucauld a été celui de Louis XVIII ?

Vivant-Denon comparait devant M. Philippe Sollers dans un récit en forme de dossier, composé de larges extraits de ses ouvrages, de témoignages divers et de commentaires interrogatifs. A travers l'énigmatique et silencieux Vivant-Denon, c'est M. Sollers lui-même qui se met à la question.

*
**

Qu'est-ce que *La Souille* de M. Franz-Olivier Giesbert ? (19) Ce n'est pas seulement le lieu où vient se vautrer dans sa boue le grand sanglier noir, bête mythique de la forêt, c'est la forêt elle-même, en un mot, c'est la Nature, une nature viciée, corrompue, pourrissante, d'où cependant renaît chaque printemps la vie, une nature dans son incessant travail, à la fois maudite et bénie. Le héros de *La Souille* est un garçon de ferme qui s'appelle Jésus, un avatar du Verbe, en communion avec les bêtes et les plantes, intervenant chaque fois qu'il peut dans les fatalités de l'univers, prenant sur son dos tout le péché du monde, une sorte de héros de roman russe qui se passerait en Normandie. *La Souille* peut aussi

se lire comme un roman policier où il y a un meurtre, deux même. Qui est le meurtrier ? On le devine, mais son identité reste énigmatique. Le jeune Jésus voit tout, entend tout, il entretient des accointances avec la mort. Ainsi la mort du grand sanglier noir aura une répercussion sur sa destinée. Tout se tient dans le roman de M. Giesbert. Il y a une solidarité dans la mort, les êtres se dévorent tous entre eux. C'est la communion des saints à rebours. Le mal est sanctificateur. Le levain de la vie, c'est l'excrément. «Il faudra chanter l'excrément», dit M. Giesbert. Roman policier, poème épique, il y a dans *La Souille* une mystique de la Nature dont la boue et le sang sont les aliments. Roman naturaliste par l'intérêt de M. Giesbert pour tout ce qui est sale, vermineux, mais à travers lequel se déchiffre le mystère de l'univers, *La Souille* appartient au trans-naturalisme. Il faut rattacher M. Giesbert à l'école de M. Pierre Gascar et de sa *Graine*, un grand roman des années 50-60. L'homme bien mélangé à la boue originelle dans la souille du sanglier où il se roule tout nu «comme un amoureux» y retourne à l'état de nature. Est-ce l'état de grâce ? Il y a dans *La Souille*, sous un rousseauisme diffus, cette nostalgie.

*
**

Longtemps M. Patrick Modiano a recherché dans son oeuvre, par des chemins clandestins, une identité perdue. Longtemps, il a rêvé d'une famille ou d'une patrie imaginaires retrouvées. Mais cette recherche, sur des pistes brouillées, n'était-elle pas vaine ? C'était tourner en rond autour de soi-même par des boulevards périphériques où l'on se fourvoyait dans des impasses. Un brouillard opaque à travers lequel ne perçait que de trompeuses lumières clignotantes s'étendait sur cette oeuvre. M. Modiano semble avoir renoncé dans ses derniers romans, à la recherche de cette identité perdue, liée à la reconstitution d'un passé incertain. Il se tourne vers l'avenir. Mais comment abolir ce passé, comment l'effacer ? L'oeuvre de M. Modiano n'est plus tentative de remémoration, mais elle essaye de répondre à cette double question.

Une femme passe dans le dernier né des romans de M. Modiano, *Du plus loin de l'oubli* (20), comme il en est passé d'autres dans d'autres romans. Rencontrée, perdue, retrouvée quinze ans après et aussitôt reperdue, et puis quinze ans encore et elle réapparaît dans un ambigu de rêve et de réalité pour retourner à l'oubli. Est-ce en oubliant que l'on peut se décharger d'un passé dont les chaînes entravent le «bond (espéré) dans l'avenir». «Rien ne me rattache plus à rien», déclare le narrateur de ce roman. Il y a dans *Du plus loin de l'oubli* un arrière-fond où passent des porteurs de valises et de secrets, d'où l'on a rapporté de fausses cartes d'identité, la peur d'être «repéré», une sorte d'«appréhension». Les personnages de ce roman conservent des habitudes d'hommes et de femmes traqués. Il est difficile de se détacher du temps, de se libérer de la pesanteur de la vie, de remonter cette «pente» où l'on «tombe dans le vide». Mais le narrateur raconte qu'il est «entré dans un temps mort» qu'il repart «à zéro», qu'il ne reste de son passé que quelques «cendres». Il en éprouve un «soulagement». Ce personnage se fond-il dans la teinte grisâtre de son roman ? Il sent un appel d'air frais et léger. Où partir ? Vers le Sud. A l'horizon de

Du plus loin de l'oubli, il y a Majorque, comme il y avait à Rome l'horizon d'Un *Cirque passe* (21).

On rêve de fuite, de trains qui partent, et on les manque, mais l'on n'en a pas moins réussi peut-être une «métamorphose». Quand le narrateur retrouve quinze ans après la femme dont, un matin, il n'avait plus entendu le pas remonter l'escalier de sa chambre, il est à ce point changé qu'elle ne le reconnaît pas. Il n'a plus de «comptes à rendre», et aucun de ceux qu'il a croisés ne pourraient mettre un nom sur son visage. Ce n'est pas sûr, on a fait semblant de ne pas le reconnaître. Après la seconde rencontre, le roman ne se termine pas, il reste «en suspens». A la dernière ligne de *Du plus loin de l'oubli* brûle une veilleuse. Cette lumière a éclairé de pâles reflets le roman de M. Modiano. Le passé y projeterait-il encore ses ombres nostalgiques ? L'avenir y dessine-t-il sa tremblante figure ? On attend une réponse. C'est cette attente, qui donne à ce beau roman, dans la fragilité de sa démarche au bord de la nuit, sa puissance d'envoûtement.

*
**

Une dictature d'ordre moral fait passer un vent de panique sur le récit de M. Jean Joubert, *Une embellie* (22). Un garçon et une fille se réfugient dans l'un de ces «déserts» où M. Joubert n'a cessé, dans son oeuvre, de nous entraîner à la recherche d'un paradis mythique. Ce «désert» est d'ailleurs au détour d'une route départementale entre Aigues-Mortes et Palavas. La cathédrale de Maguelonne y dresse ses ruines. M. Joubert plante au bord de la mer un joli décor de convention. Ses deux personnages construisent une cabane comme dans *Les bons enfants*. Ils vivent nus, se nourrissent de poissons grillés, se baignent du matin au soir, s'aiment bien sûr, c'est même la principale de leurs activités. Le vent de panique ne souffle plus sur cette terre de liberté qu'en aimable brise. Cela durera quatre ou cinq semaines, le temps des vacances. Pourquoi l'«embellie» ? Ce gentil récit à la peau bronzée se déroule entre deux orages. Il finit en tornade. «Il n'y a pas de paradis», a écrit M. Jean Joubert dans l'un de ses précédents romans, *Le Léopard grec* (23).

Philippe SÉNART

(1) Gallimard - *Les Cahiers de la N.R.F.*

(2) Grasset - *Les Cahiers rouges.*

(3) 61, boulevard Murat, Paris XVI.

(4) Flammarion.

(5) Gallimard - *La Période.*

(6) Perrin.

(7) (13)(20) Gallimard.

(8) *Mercur de France - Coll. Le Temps retrouvé.*

(9) Cf. *France-Forum* n° 256-257 octobre-décembre 1989, n° 265-266 octobre-décembre 1990.

(10) De Bertillat

(11) Garnier

(12) Armand Colin.

(14) *Mercur de France.*

(15) Fayard.

(16) Cf. *France-Forum* n° 285-286, avril-juin 1993.

(17) Cf. *France-Forum* n° 295-296, juillet-septembre 1994.

(18) Plon.

(19) Grasset.

(21) Cf. *France-Forum* n° 281-282, octobre-décembre 1992.

(22) Actes Sud.

(23) Cf. *France-Forum* n° 211-212, avril-juin 1984.

A L'OMBRE DU VÉSUVÉ

Peintures et mosaïques romaines

par Françoise COLIN-BERTIN

A l'ombre du Vésuve : l'exposition qui avait lieu cet hiver au Petit Palais nous incitait à partir en voyage en Italie du Sud, comme l'avaient fait nombre d'historiens, d'archéologues, d'artistes et d'écrivains qui, dès le XVIII^e s., y avaient cherché le souvenir de l'Antiquité. Mieux nous faire connaître les richesses du musée national archéologique de Naples, la variété des œuvres réalisées en Italie du Sud, et nous mettre en contact direct avec les cités disparues sous les cendres solidifiées du Vésuve le 24 août 79 de notre ère : tels étaient les objectifs de Paris qui avait fait venir quatre-vingts des plus belles pièces conservées à Naples. La terrifiante éruption du volcan, décrite par Pliny le Jeune, engloutit en un jour la région de Pompéi et Herculanium ; mais elle préserva entièrement ces cités qui se révèlent à nous depuis deux siècles au fur et à mesure des fouilles. Le prodige du Vésuve : il nous montre les mille facettes de la vie quotidienne dans les villes et villas romaines ; il nous fait au mieux comprendre l'esprit des hommes de l'Antiquité. Tous les objets recueillis (depuis les premières découvertes en 1748) évoquent ce monde romain imprégné de l'hellénisme dès le VI^e s. av. J.C., et nous interrogent encore sur l'art romain ou gréco-romain.

Nous nous intéresserons plus particulièrement à Pompéi parce que, comme l'écrit Robert Etienne (1) : «Pompéi nous touche, nous émeut, nous fascine, car nous y trouvons les occupations, les sentiments, les rêves ou les fantasmes d'hommes et de femmes qui sont si proches de nous, si vivants, et c'est peut-être cela le miracle pompéien». Nous retiendrons ici l'importance de la décoration - la peinture ou la mosaïque -, largement représentée au musée de Naples et sur les sites archéologiques, parce qu'elle «contribue, plus

que tout autre élément de l'héritage humaniste, à établir entre la civilisation romaine et la nôtre une sorte d'intimité vivante», disait Gilbert-Charles Picard (2). En effet, Pompéi et les autres lieux évoqués dans cette exposition appartiennent à la civilisation latine, fondement de la pensée européenne ; sans doute nous interpellent-ils pour perpétuer leur existence et leur message.

Pompéi fut occupée par les Osques, les Grecs au VI^e s. av. J.C., pénétrée par les Étrusques, puis conquise par les Samnites qui s'emparèrent en 424 des territoires occupés par les Grecs en Campanie et sur la côte. Les villes samnites s'insurgèrent contre Rome en 90 av. J.C. ; après de longues luttes contre Sylla, Pompéi fut assiégée et tomba. Elle devint une colonie romaine en 80 av. J.C., autonome dans la gestion de ses affaires mais obéissante aux décisions impériales. Après le tremblement de terre de 62 ap. J.C., Pompéi entreprit de grands travaux de reconstruction et d'embellissement, mais elle subissait une légère crise économique lorsque le Vésuve l'ensevelit le 24 août 79. On sait pourtant que Pompéi était une cité où l'on menait une vie tranquille et prospère dès le II^e s. av. J.C., devenue lieu de villégiature très prisé par les grandes familles de Rome, entourée de riches terres de cultures et d'élevage, développant ses industries lainières et son commerce (on exportait du vin par bateau vers la Gaule). C'était une ville où régnait la paix sociale, et où les privilégiés constituaient la majeure partie de la population. Le luxe et le décor des maisons illustrent cette prospérité, ce désir de faste, et cette paix, en même temps qu'elles reflètent l'image sociale des propriétaires.

La maison pompéienne, d'époque samnite ou romaine, présente des éléments constants : c'est une maison organi-

sée autour d'un atrium marqué en son centre par un bassin (impluvium) qui reçoit les eaux de pluie grâce à l'ouverture du toit au-dessus de ce bassin. On peut y trouver un autel frappé à l'effigie du génie domestique, et une table de marbre. Des chambres ou des pièces de réception - salon et salle à manger (triclinium où les Romains, suivant la coutume grecque, prenaient leur repas allongés) - s'ouvrent sur l'atrium. Le péristyle, jardin entouré de colonnes, inspiré du modèle grec, prit de plus en plus d'importance et devint le centre de la vie sociale : on y recevait ses amis et dînait dans un havre de tranquillité : « Ici habite le bonheur » pouvait-on lire sur un graffiti d'un triclinium d'été décoré de murs peints illustrant le monde naturel ou des récits de héros mythologiques. Tout évoque le bucolisme de Virgile ou peut-être « un retour vers l'impossible Age d'Or, lorsque les dieux et les humains vivaient en harmonie dans un éternel paradis ». (Jean-Pierre Adam) (3). Ainsi de très belles demeures, qui n'ont rien à envier aux palais grecs, subsistent, telles la célèbre maison du Faune (II^e s. av. J.C.), la maison de l'Amour fatal ou de Jason (I^{er} s. ap. J.C.) dont les fresques étaient visibles à Paris.

époque dans toute l'Italie. Les œuvres ne sont que très rarement signées, mais on connaît le nom de plus de 150 peintres qui étaient dans l'Antiquité aussi connus que Raphaël et Poussin. D'autre part, il est maintenant certain que, pour les Anciens, la peinture était aussi importante que les autres créations artistiques et que les autres productions de l'esprit (4). Sur le plan iconographique, on a constaté qu'il existait dès l'origine plusieurs groupes de peinture : des peintures mythologiques, historiques, religieuses, ou purement décoratives, des paysages peuplés d'animaux, ou encore des portraits et des scènes de genre, souvent les plus réalistes et les plus vivantes. Variété de sujets, de significations, diversité d'intentions, qui s'expriment ainsi librement dans les arts picturaux.

La mosaïque, considérée par les Anciens comme un art mineur, mais qui, pour revêtir les sols, était beaucoup plus durable et résistante, a tenté d'imiter la peinture. Ainsi des petits tableaux (emblemata) faits de minuscules tesselles aux couleurs chatoyantes (opus vermiculatum) qui pouvaient être facilement déposés, déjà nombreux dans le monde hellénistique, ont suivi une évolution stylistique parallèle à celle de la peinture. La mosaïque des « Musiciens ambulants » de la villa de Cicéron, du II^e s. av. J.C., représente un cortège de musiciens du culte de Cybèle, thème qui s'inspire de la « Nouvelle Comédie », introduite en Grèce par Ménandre au IV^e s. av. J.C. L'artiste qui, fait exceptionnel, a signé son œuvre, « Dioscouridès », originaire de Samos, a sans doute suivi le modèle d'une peinture grecque du III^e s. av. J.C.

De même, la mosaïque des « Sept philosophes » qui montre sept hommes en train de discuter sous un arbre devant un décor de colonnes et pilastres en trompe-l'œil, créant l'illusion d'un paysage peuplé d'architectures, est caractéristique du premier style et se réfère aux décors hellénistiques. Il s'agirait de Platon en manteau bleu entouré de Lysias (qui apparaît dans les dialogues de Platon) et d'autres philosophes qui s'entretiennent du globe céleste. Par leur thème, leur style, leurs motifs décoratifs, ces deux mosaïques appartiennent encore au monde hellénisé. De cette période il faut se souvenir des célèbres mosaïques de la maison du Faune déposées au musée de Naples.

Le deuxième style est appelé « style architectural » parce que l'on plaçait un décor d'architecture en avant de la paroi qui ouvrait sur un deuxième plan peint de perspectives ou de scènes mythologiques. Une porte, une colonnade permettait de passer dans le domaine du rêve, de la fiction et de la poésie. Et pourtant, les paysages et les représentations de la nature, très fréquentes à cette époque (peintures de Boscoreale), sont assez proches de la réalité, et expriment le besoin d'évasion des citadins. Ce style d'illusion (environ 100-20 av. J.C.), si apprécié de Vitruve comme « image de ce qui est ou de ce qui peut être », est reconnaissable aussi par ses couleurs éclatantes, notamment le fameux rouge pompéien, obtenu grâce au minium (Villa des Mystères). De cette période date la mosaïque des Oiseaux, provenant de l'antique site de Capoue (I^{er} av. J.C.) figurant une vasque avec des perroquets et une colombe dans des tons extrêmement raffinés.

*Fontaine avec perroquets et colombe (Mosaïque)
Musée national d'Archéologie de Naples*

Beaucoup de peintures ont malheureusement disparu car elles étaient très fragiles ; et pourtant l'énorme quantité de peintures murales découvertes dans un état extraordinaire constitue un trésor incomparable et un témoignage précieux pour étudier l'évolution de la peinture romaine. On a ainsi adopté pour classer les décorations pariétales les quatre styles pompéiens définis par le chercheur August Mau, système qui s'applique aux autres décors réalisés à la même

Europe (Fresque). Maison de Jason.

Le troisième style était sans doute le mieux représenté à Paris puisque nous avons plusieurs panneaux de la maison de Jason, constituant un ensemble parfaitement homogène. Les scènes mythologiques de cette maison racontent toutes la fin malheureuse d'un grand amour - l'enlèvement d'Europe, Médée sur le point de tuer ses enfants -... Elles occupent le centre du mur traité en à-plat ; ce sont de grands tableaux aux couleurs plus délicates encadrés par des éléments architecturaux décoratifs. Elles créent une sorte d'atmosphère de simplicité, de raffinement, et d'équilibre, correspondant à la première période impériale. Elles révèlent toutes une inspiration de la peinture classique grecque. On peut encore se poser la question de savoir si ce sont des copies de modèles anciens, ou des interprétations personnelles d'originaux grecs ? Pour les historiens d'art il semble que «le peintre pompéien ne crée pas à proprement parler, mais il arrange ce qu'il connaît déjà de l'art grec» (5).

Le quatrième style, (environ 40 ap. J.C. - 79), le plus diversifié dans sa manière de représenter l'espace et les formes architecturales, souvent fantastiques et surréalistes, a une caractéristique particulière : une touche «impressionniste», d'ombres et de lumières qui donnent beaucoup de vie aux scènes de genre ou aux célèbres portraits, comme celui du boulanger Terentius Neo et de son épouse. C'est sans doute

dans la peinture romaine que se développe une originalité créatrice qui transforme la maison en un palais enchanté et qui fait appel à l'imagination. En effet, le décor de la maison, fresques ou mosaïques, occupe dans le monde romain une place qu'il n'avait jamais obtenue en Grèce, et correspond à des intentions différentes. «L'art grec est essentiellement fait pour le plein air. L'art romain s'intéresse de plus en plus aux intérieurs d'édifices... Il s'ensuit que le Grec crée des œuvres qui doivent s'insérer dans un cadre naturel, tandis que le Romain travaille pour un monde artificiel, dont il est libre de modifier les lois à sa fantaisie. Dans la peinture pariétale, cet univers fictif est celui de la poésie et du rêve» (6). Horace n'écrivit-il pas : «Ut pictura poesis» (la peinture est comme la poésie) ?

Françoise COLIN-BERTIN

(1) Robert ÉTIENNE. Pompéi, la cité ensevelie, «Découvertes», Gallimard, 1987.

(2)(6) Gilbert-Charles PICARD, L'art romain, P.U.F.

(3) Jean-Pierre ADAM, La domus, in *Connaissance des Arts*, H.S. n° 80, 1995.

(4) Philippe HEUZÉ, La peinture murale, in *Connaissance des Arts*, H.S. n° 80, 1995 et Philippe HEUZÉ, Pompéi ou le bonheur de peindre, De Boccard, 1990.

(5) Catalogue de l'exposition, A l'ombre du Vésuve, Paris, Musées, 1992.

notes de Lecture

• Alain Peyrefitte et son fil d'Ariane, «La Société de confiance»

Alain Peyrefitte s'inscrit dans la lignée de ces hommes politiques du XIX^e siècle qui alternaient l'action et la réflexion : les passages au Gouvernement et les oeuvres littéraires ou historiques.

Son dernier ouvrage, «La Société de confiance», est le fruit d'une longue quête sur la nature du développement économique. Pourquoi certaines sociétés, les nôtres, sont-elles développées et pourquoi d'autres restent-elles en voie de développement ? Comment les premières ont-elles décollé et pourquoi les secondes stagnent-elles ?

Déjà dans «Le Mal français» il soulignait le rôle décisif du facteur mental dans le développement économique, l'écart de réussite entre sociétés protestantes et sociétés catholiques ou plutôt entre «sociétés de confiance et sociétés de défiance». Pour lui le capital et le travail considérés par les théoriciens du libéralisme ainsi que par ceux du socialisme comme les facteurs essentiels du développement sont en réalité des facteurs secondaires, le facteur essentiel est culturel : ce qu'il appelait déjà, dans *Le Mal français*, «le tiers facteur immatériel».

Comment prouver son existence ? Il l'a recherchée particulièrement dans l'histoire économique de l'Occident au cours des quatre derniers siècles.

Au XVI^e siècle c'est plutôt l'Europe méridionale qui semble avoir les meilleurs atouts mais vers la fin de ce siècle l'Europe du Nord prend le dessus dans la course au déve-

loppement. On assiste à ce qu'il appelle une distorsion économique.

Certains l'attribuent à la Réforme. Notre auteur est plus nuancé. «Le partage entre une Europe romaine en déclin et une Europe réformée qui prend son essor ne se ramène pas à une détermination de l'économie par le religieux ou réciproquement, mais exprime une affinité élective entre un comportement socio-économique spontané et un choix confessionnel» (page 10). Il fonde cette thèse sur un certain nombre d'études de cas, précédemment approfondis dans un cours au Collège de France sur le miracle en économie. Le lecteur français, souvent fort ignorant de l'histoire des Pays-Bas, ce grand pays exigu, trouvera dans le cas de la Hollande le passionnant exemple du décollage économique d'un pays dépourvu de tout, et même de terre, mais riche de ses libertés.

Sa conclusion est qu'il existe deux types de société : les sociétés de défiance qui pratiquent un jeu à somme nulle où le gain de l'un est la perte de l'autre, sociétés frileuses, propices à la lutte des classes, à la jalousie, à l'agressivité et, d'autre part, les sociétés fondées sur la confiance, sociétés où le gain de l'un est celui de tous, sociétés de projets communs, ainsi que d'ouverture, d'échange et de communication. De même que Guglielmo Ferrero, dans son livre sur le Pouvoir, concluait que la source ultime du pouvoir est la légitimité, Alain Peyrefitte estime que le lien social le plus fort et le plus fécond est celui qui repose sur la confiance,

dans laquelle il voit en dernière analyse la clef du développement.

Tel est le fil directeur d'une enquête inlassable qu'il mène, à travers les croyances religieuses différentes, du catholicisme au calvinisme, sur les problèmes de l'argent, au long des siècles qui voient le déclin de l'Espagne, le décollage des Pays-Bas puis de l'Angleterre, les évolutions différentes de ce pays et du nôtre.

Il survole ensuite les différents théoriciens du développement, d'Adam Smith à Karl Marx, de Max Weber naturellement à Fernand Braudel.

Il consacre tout un chapitre à la lente adaptation de l'Eglise catholique à la modernité économique, du *Syllabus* à la dernière encyclique de Jean-Paul II *Centesimus annus*. Il rassemble enfin les orientations définies par des personnalités aussi diverses que Bastiat et Schumpeter, Hayek et Lorenz, en un faisceau qui définit ce qu'il appelle «l'éthos de confiance» et se retrouve ainsi en accord avec Maurice Allais qui écrivait : «Que l'on considère la mise en place de la démocratie ou celle d'une économie de marché, le facteur majeur du succès, c'est l'établissement de la confiance, de la confiance à l'intérieur, de la confiance à l'extérieur».

Ces quelques lignes ne donnent aucune idée de l'immense lecture, de la profonde érudition qui font de cet ouvrage une somme, comparable peut-être à *l'Esprit des Lois*. Alain Peyrefitte s'est livré là à un travail de chercheur d'or qui doit manier des tonnes de sable avant de découvrir un filon. Citons quelques-unes des pépites qu'il a trouvées.

Il nous apprend par exemple (page 39) qu'aux Etats Généraux de 1483 Louis XI voulait supprimer les péages et octrois intérieurs. Il fallut attendre 458 ans avant d'y parvenir ! Voici qui justifie avant la lettre le livre de Michel Crozier «On ne réforme pas la société par décret». Voici aussi qui relativise les lenteurs de la Communauté Européenne qui a quand même réussi à supprimer les douanes intracommunautaires en 2 ou 3 décennies.

L'ouvrage est une mine de citations, celle-ci par exemple (page 293) où Marx et Engels décrivent «les individus de

plus en plus asservis à une puissance qui, en dernière instance, se révèle être le marché mondial», prédiction qui date du XIX^e siècle mais se révèle encore plus vraie à la fin du XX^e.

L'Europe n'a pas découvert le principe de subsidiarité. Alain Peyrefitte nous rappelle qu'elle figure dans l'encyclique *Quadragesimo Anno* et nous en donne la définition (page 337).

Ailleurs il nous décrit cette société espagnole du XVI^e siècle où «l'Eglise espagnole a entretenu, dans les deux sens du terme, la pauvreté. Elle aime tant les pauvres qu'elle les multiplie. Elle les assiste avec une telle efficacité que la pauvreté devient un état dont on peut tout à fait s'accommoder» (page 142).

La citation s'arrête là mais incite à la réflexion. Se pourrait-il que l'Etat français qui voit se réduire son rôle en matière de défense ou d'économie attache d'autant plus d'importance à l'organisation d'une aide sociale massive ? Se pourrait-il que le patronat trouve dans cette armée de réserve de 3 millions de chômeurs le moyen de peser sur les salaires ? Se pourrait-il qu'une partie de ces 3 millions de chômeurs indemnisés s'accommodent de sa situation quitte à la compléter par le travail au noir ?

Cela signifierait qu'il existe dans notre pays des forces intéressées au maintien en l'état d'un système dont on sait où il a mené l'Espagne.

La France de 1996 a infiniment plus d'atouts que n'en avait l'Allemagne de 1945 avec ses 11 millions de réfugiés, le Japon de 1945 avec ses industries détruites. Tout ce qui manque à la France, c'est de retrouver la confiance, et ce livre vient à son heure.

René FOCH

Ed. Odile Jacob.

• **Un café pour Socrate *Comment la philosophie peut nous aider à comprendre le monde d'aujourd'hui* de Marc Sautet**

Marc Sautet, philosophe de formation, est un passionné. Cela se devine dès les premières pages de son livre, lequel ne relève pas de la seule réflexion philosophique mais aussi du témoignage, de la confession. Peut-être est-ce là ce qui l'a rendu si attrayant au lecteur curieux et attentif que j'ai été. Ce que narre l'auteur, sur un peu plus de trois cents pages, au travers des cafés philosophiques, du cabinet philosophique (il a ouvert, en 1992, le premier cabinet de philosophie en France), et de son interprétation des grands textes de la philosophie antique et classique, ce n'est ni plus ni moins qu'une expérience humaine. Car la philosophie,

n'en déplaie à quelques intégristes, ce n'est aussi (et surtout) faite d'expériences, de rencontres... et pas seulement de cours magistraux. D'ailleurs, Marc Sautet sait ce qu'il en coûte (il l'a appris à ses dépens) d'aller à contre-courant d'idées reçues, de heurter sans ménagements certains conformismes. En quelques circonstances, il s'est attiré des critiques pas toujours bienveillantes, témoignant d'une mesquinerie, voire d'une bassesse toujours choquantes de la part de philosophes ayant pignon sur rue et censés cultiver la raison, l'impartialité plus que la polémique ou ce que d'aucuns appelleraient une vile «rhétorique de la doxa»...

Cette passion que Marc Sautet éprouve pour sa discipline, la philosophie, il désire la faire partager au plus grand nombre, la rendre communicative. Pour y parvenir, il use de la même pédagogie que Socrate : rendre la philosophie accessible et attirante grâce aux vertus de la discussion publique. C'est dans cette logique que s'inscrit son initiative, avec le lancement des cafés philosophiques, d'abord à Paris puis ensuite en province. Il conçoit essentiellement le dialogue philosophique comme un outil d'entendement, d'écoute, apte à recréer cette situation idéale de parole qu'évoquait Karl Popper (pour qui il existe un idéal-type de la discussion fertile). Notons au passage que cette idée d'une philosophie envisagée comme instrument privilégié d'ouverture à l'autre et au monde en général, grâce aux liens qu'elle crée par le seul échange verbal, se retrouve également chez Jürgen Habermas, avec sa «Théorie de l'agir communicationnel». Le projet pédagogique qui sous-tend l'ouvrage de Marc Sautet est d'ailleurs très explicite à la lecture de son seul sous-titre : «Comment la philosophie peut nous aider à comprendre le monde d'aujourd'hui». Mais, il ne saurait y avoir de discussion fertile (et donc de compréhension du monde environnant) sans une juste appréciation des choses, à l'abri des préjugés et autres a-priori qui sont autant de maux œuvrant à la déformation de la connaissance. Ceci étant, la tolérance doit demeurer le premier impératif axiologique de celui qui prétend philosopher. Or, aujourd'hui, nombre de ceux qui tiennent le haut du pavé philosophique, plus soucieux de cooptation que d'émulation, estiment (à l'instar de Paul Claudel) que la tolérance, il y a des maisons pour ça. A ceux-là, Marc Sautet veut rappeler que la philosophie est avant tout une forme de dialogue et que ce dialogue ne se conçoit pas sans la tolérance, synonyme d'ouverture, et l'interrogation, synonyme de doute, d'incertitude. Philosopher, c'est mettre en question, observe-t-il fort opportunément. D'où les trois interrogations de métaphysique élémentaire qu'il pose et qui forment les trois parties de son essai : où sommes-nous ? - d'où venons-nous ? - où allons-nous ?

La première partie du livre (où sommes-nous ?) retrace les débuts de son expérience, d'un côté avec les cafés philosophiques, de l'autre avec le cabinet de philosophie. L'écho que rencontrèrent d'emblée les cafés philosophiques et l'intérêt de l'auditoire constituèrent le meilleur des encouragements pour leur instigateur. C'était assurément là le signe que la philosophie a encore de beaux jours devant elle et que la pensée, n'en déplaise aux pessimistes, est loin d'être défaite. Enrichissante et pleine d'enseignements, l'aventure le fut et le reste encore : ni cercle pour initiés ni groupe de thérapie sauvage, le débat du Café des Phares a trouvé son créneau au fil des semaines et des mois. Surtout, les participants y ont découvert les vertus du dialogue philosophique, et avec lui l'estime d'autrui, qui lui est consubstantielle. Ils perdaient l'habitude de prendre la parole pour faire taire les autres mais au contraire pour réfléchir avec eux. Il ne s'agissait plus de parler de soi pour se raconter mais pour défendre une opinion et la soumettre à l'examen de tous. Les consultations données au sein du Cabinet philosophique se révélèrent également un formidable lieu

d'échanges entre le philosophe et son «patient». Souvent d'une rare intensité, le dialogue devint même en quelques occasions franchement émouvant. Et Marc Sautet de relater, avec des mots qui ne laissent pas indifférent, sa première consultation, à l'occasion de laquelle son client, un certain Phil, vint lui demander s'il voyait une objection à sa disparition. En guise de thérapie, notre philosophe proposa à Phil de lire un dialogue platonicien, le «Phédon», afin de lui montrer que sa position paraissait assez proche de celle de Socrate, se réjouissant de mourir car la mort est révélation de la vérité. Or, il fallut peu de temps à Phil pour entrer en conflit avec le modèle auquel son confident l'invitait à se comparer. Il développa une contre-argumentation de son cru, d'inspiration nettement matérialiste, réfutant l'idée de l'immortalité de l'âme, chère à Socrate... ce faisant, il choisit de prolonger son existence, montrant par là-même que philosopher, c'est apprendre à vivre...

Dans la deuxième partie de l'essai (d'où venons-nous ?), l'auteur s'appesantit un peu sur les grands systèmes philosophiques, nés de la découverte scientifique, des Lumières, de l'économie. Cet intérêt justifie d'ailleurs la question posée car ce sont ces systèmes philosophiques qui ont largement façonné la physionomie du monde où nous vivons, encore aujourd'hui. Au demeurant, il n'a de cesse de souligner que s'adonner librement à l'exercice de la philosophie, c'est s'ouvrir la voie du retour à la source, à la source du logos, autrement dit la raison. Pour la philosophie des Lumières, le rationalisme kantien, le positivisme, sont autant de constructions philosophiques puisant à une seule et même source nourricière : la raison bienfaitrice. Et Marc Sautet de souligner que la pensée dispose malgré tout d'un énorme potentiel. Il est vrai que la richesse et la diversité philosophiques ne sont pas de vaines expressions ! C'est que, de surcroît, la pensée a redonné sa dignité à l'homme, si l'on en croit Kant qui, à la question posée «Qu'est-ce donc que les Lumières ?» répondit aussitôt en affirmant en substance que c'est la fin de la période dans laquelle l'homme n'avait pas le courage de se servir de son entendement. Aussi, l'homme de bonne volonté ne peut-il qu'acquiescer à l'exhortation kantienne : «aie le courage de te servir de ton propre entendement !». Le sage de Königsberg revendiquait la liberté absolue d'expression des savants et des érudits ; c'était à ses yeux la condition nécessaire pour que les dogmes et les formules toute faites cessent d'enchaîner l'esprit. Le message passa plutôt bien, si l'on en croit la suite des événements : d'Ernest Renan à Raymon Aron, toute une tradition universitaire mit un point d'honneur à cultiver la liberté de l'esprit...

La troisième partie (où allons-nous ?) se trouve en rupture voulue avec la chronologie. De fait, son titre renvoie à une appréhension de l'avenir. Or, l'auteur effectue un retour en arrière, en direction des anciens et de la philosophie grecque, comme pour mieux expliquer ce qui nous attend. Cette dernière partie est à mon sens la plus captivante et la plus brillante, par les interprétations aussi originales qu'étayées qu'il y développe. Commencant par relever la similitude des conditions d'émergence entre la démocratie grecque et la nôtre, il interprète l'Illiade d'Homère à partir

du contentieux qui naît entre Agamemnon, le roi des rois, et Achille, le fils de Pélée. C'est une histoire de butin qui les oppose à l'occasion de la guerre de Troie. A partir de cette scène, Marc Sautet montre que les valeurs marchandes, l'idée de lucre, prennent peu à peu le pas sur les valeurs guerrières. Du sol et de sa culture, le centre de gravité du corps social s'est déplacé vers le marché et vers la ville. Désormais, c'est autour de l'or que gravitent toutes les classes de la société ; c'en est fini du temps des héros, d'où la colère d'Achille. Ainsi, la démocratie s'est-elle dès l'origine trouvée parasitée par certaines valeurs marchandes. Ce n'est pas un hasard si les Grecs se firent connaître et reconnaître pour être d'excellents commerçants. Cette suspicion entourant l'émergence de la démocratie se retrouve à un autre niveau chez Héraclite, lequel rejetait sans conditions tout régime démocratique fondé sur la loi du nombre. Dénonçant le nivellement sans appel, il estimait que la démocratie grecque ne faisait plus aux meilleurs la place qui leur revenait de droit. L'or, précisément lié à la société marchande et au commerce, a fini par contaminer et corrompre les Grecs. Même son de cloche chez Sophocle, qui aigüise encore davantage sa critique, insistant sur le fait que la prospérité d'Athènes fut édifiée sur des forfaits. Au travers de sa tragédie la plus fameuse, «Oedipe roi», il suggère que l'instauration de la démocratie équivaut à un parricide et à un inceste. De la sorte, il mettait en garde ses concitoyens contre la morbidité de leur situation. Quant aux écrits de Platon, ils ne font que conforter une intuition qui avait déjà

germé dans quelques esprits : la démocratie conduit à la tyrannie, le gouvernement du démos (fondé sur l'amour de la liberté, de l'égalité et de la fraternité) finissant invariablement par engendrer son contraire...

Marc Sautet n'évoque le passé que pour nous aider à comprendre notre présent et à mieux deviner notre avenir. Aussi, en guise de conclusion, tente-t-il avec pertinence un parallèle édifiant entre l'esclavage antique et l'esclavage actuel (induit par le règne de la machine, de l'ordinateur). Il évoque les graves désordres, voire les menaces de guerre civile qui pourraient résulter de la situation présente (un peu comme dans l'Antiquité, avec la guerre du Péloponnèse). Aussi, le devoir du philosophe, son impératif catégorique, au sens kantien de l'expression, est-il plus que jamais de sortir la philosophie de son soliloque. Il doit aller dans la Cité, répandre à sa façon la bonne parole, c'est-à-dire poser sans ambages les vraies questions de fond, celles qui sauront stimuler l'esprit, lui faire découvrir quelques réponses, pour éviter le pire...

Alors, pourquoi Socrate au Café, tant il est vrai que c'est là un lieu incontournable de sociabilité, de dialogue ? Un dicton répandu l'affirme : de la discussion jaillit la lumière...

Christian SAVÈS

Ed. Robert Laffont, 1995.

• Le débat interdit : monnaie, Europe, pauvreté de Jean-Paul Fitoussi

Sous ce titre un peu provocateur Jean-Paul Fitoussi, économiste talentueux, encore jeune mais fécond, présente une étude de la très grave crise actuelle de l'emploi, de ses causes, de ses conséquences sociales, des remèdes opportuns pour l'économie de la France, de l'Europe et même du monde.

Et, tel un médecin appelé en consultation auprès d'un malade soigné en vain depuis des années, il constate, sans faiblesse ni souci de ménager ses confrères qui ont échoué jusqu'ici, les conséquences de ces erreurs s'ajoutant aux désordres de la maladie elle-même.

Les comparaisons d'ordre médical éclairent d'ailleurs souvent les démonstrations de J.-P. Fitoussi : sans évoquer expressément les «saignées» que les médecins de Molière prodiguaient quelle que soit la nature du mal, il reproche aux gouvernements français successifs d'avoir soigné l'anémie avec la potion qu'ils donnaient pour la fièvre, de même qu'il leur fait grief d'avoir poursuivi le traitement alors que le mal (l'inflation) était déjà guéri.

Définissant le «débat interdit» J.P. Fitoussi, dès l'introduction, souligne qu'il n'a jamais eu lieu parce qu'alors qu'il portait sur les moyens, la polémique a prétendu qu'il concernait des fins largement acceptées (vertu financière, franc solide, changes fixes, construction européenne).

L'auteur, en préambule à toute critique des méthodes qui

ont abouti à des résultats bien éloignés des objectifs, ains qu'à toute proposition d'une politique nouvelle, affirme donc, haut et fort, qu'il faut que «le franc soit fort, l'inflation maîtrisée, l'Europe mieux unie, plus puissante, que le chômage soit faible, la croissance aussi élevée qu'il se peut la cohésion sociale retrouvée». Suit une lumineuse démonstration pédagogique - parfois un peu estompée par la critique des politiques suivies - sur le problème de fond : la crise de l'emploi en Europe et plus particulièrement en France.

J.P. Fitoussi observe que cette crise, la plus grave depuis 1930, a jusqu'au début des années 90 frappé les pays communistes, sans doute en raison des contraintes, plus que les pays scandinaves, la Suisse, l'Autriche (il notera plus loin que les meilleures performances sont celles des économies où les taux d'intérêt réels - différence entre les taux nominaux et l'inflation - ont le moins augmenté). Il plaide brillamment l'acquittement des coupables habituellement désignés : machinisme, libre-échange, concurrence de «dragons», délocalisation des investissements.

Mais il se transforme en procureur sévère, quoique toujours objectif, pour accuser la tyrannie financière des taux d'intérêt depuis quinze ans.

Il souligne que les taux excessifs d'intérêt réels ont encore d'autres conséquences que l'accroissement déjà tellement inquiétant du chômage : fracture sociale, creusement d

fossé entre générations, perte de confiance dans l'avenir, sans oublier les désordres résultant de l'aggravation du chômage : déficits publics, dégradation des systèmes de protection sociale, anémie de la demande des ménages.

On doit encore noter dans cet ouvrage si riche :

- une analyse très fine des rapports entre la France et l'Allemagne avant et après la réunification allemande mettant en lumière les supériorités de la croissance française avant 1980 ou le paradoxe que la démographie de la France ne lui ait pas assuré par la suite une croissance supérieure ;

- des explications techniques mais claires sur les possibilités actuelles d'un plus grand développement de l'emploi avec une croissance moindre en raison de la baisse du rythme d'accroissement de la productivité ;

- la nécessité d'éviter les politiques «unidirectionnelles» privilégiant un seul objectif dans une économie complexe, de se garder du dogmatisme et de ne pas «passer de la contrainte à la ferveur» ;

- le rappel de ces évidences que tout progrès des exportations d'un pays correspond à un accroissement des importations dans un autre, souvent à la perte d'un marché pour un troisième, syllogisme qui conduit le monde «à des dévaluations compétitives ici, des mesures protectionnistes là, des ajustements vers le bas des systèmes sociaux partout».

Au plan international J.P. Fitoussi suggère, pour remédier aux déséquilibres, une ouverture plus grande des Droits de Tirage Spéciaux du Fonds Monétaire International aux pays qui ont le plus besoin de liquidités, distribution assortie de l'obligation d'en utiliser la plus grande part pour des achats de biens d'investissement dans les autres pays.

L'auteur ne sous-estime pas l'importance du social. Il rappelle qu'en France la part des salaires en pourcentage du revenu national est tombée de 68,8 dans les années 60 à 60,9 en 1994, baisse qui constitue un record, les USA dont on dénonce la paupérisation n'ayant chuté que de 1,8 %.

En outre, entre les salaires il existe une tendance lourde à

• Un monde sans élites de Michel Guénaire

Au sens du Littré, l'élite constitue cet «ensemble de personnes considérées comme les meilleures et les plus remarquables du groupe». «Considérées», c'est là véritablement que se situe le cœur du problème, le cœur de ce que l'on pourrait bien appeler une dérive sémantique. Considérées par qui ? Pour quoi ? De quel droit ? L'acception actuelle du vocable élite semble échapper aux contours simples que lui donne la définition du Littré. Brocardée, jalouée, stigmatisée, l'élite est aujourd'hui l'objet de tous les désirs, de tous ses vices, de toutes les passions, de toutes les tentations.

En ligne de mire : le «modèle français» bâti sur l'excellence des grandes écoles. Jusqu'à aujourd'hui, notre modèle méritocratique à base de grandes écoles était certes critiqué, mais plutôt comme une particularité folklorique. On oubliait ses défauts : des élites triées dans un vivier trop

la croissance des inégalités et J.P. Fitoussi de relever que, si les salariés qui gagnent 100 fois le SMIC acceptaient de n'en gagner que 95 fois, on pourrait embaucher cinq travailleurs non qualifiés. Dans le même esprit il suggère de consacrer à l'embauche une part des profits «restaurés» des entreprises !

C'est dire que J.P. Fitoussi qui par ailleurs souhaite une plus grande participation à l'effort commun des bénéficiaires de revenus non salariaux récuse, en citant A. France, «cette majestueuse égalité devant la loi qui permet aux riches comme aux pauvres de dormir la nuit sous les ponts».

Mais il ne cède ni à la démagogie ni à l'esprit de système : «Rétablir les équilibres financiers aux dépens des équilibres sociaux n'est donc pas crédible longtemps, pas plus que de retrouver le plein emploi aux dépens des équilibres financiers». Et l'Europe ? Jean-Paul Fitoussi en est un fidèle partisan, regrettant que, dans ce domaine comme dans d'autres, on ait abouti à des résultats contredisant les intentions, tantôt en se servant de l'Europe comme d'un alibi, tantôt en commettant de lourdes erreurs de communication comme dans le débat sur le Traité de Maastricht lorsqu'on proposait des abstractions (marché, concurrence, monnaie) ou des interdits (inflation, déficits publics) au lieu de parler «croissance du niveau de vie, éradication du chômage, retour à cette intégration par le travail qui est le fondement de nos sociétés». Réaffirmant sa foi en l'Europe il appelle de ses vœux la monnaie unique qui est certes une abstraction mais qui permettra aux nations européennes de retrouver la prospérité, avec ce premier effet immédiat de freiner et même empêcher les spéculateurs de jouer une monnaie européenne contre une autre.

Ce livre solidement charpenté permet de mieux comprendre le récent passé et de croire en l'avenir.

Jean GOUJON

Editions ARLEA

restreint, de façon trop précoce, selon des critères trop exclusivement fondés sur l'excellence scolaire, au terme d'études abstraites. Immédiatement venait l'argumentation inverse : une élite étroite, c'est vrai, mais des cerveaux triés sur le volet, formés au service de l'intérêt public, et selon le mode de recrutement le plus démocratique, le concours.

Le modèle aujourd'hui se fissure. Parce qu'ils ont eu l'impression de leur faire trop aveuglément confiance, les Français se mettent à douter de leurs élites. Leur légitimité est mise en cause, alors que les «affaires» et les mises en examen éclaboussent notamment ceux que leur profil de grands commis de l'Etat paraissait placer au-dessus de tout soupçon. La contestation s'élève à l'intérieur même du système, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des grandes entreprises. On exige davantage de transparence sur les modalités

tés de choix, de promotion, de rémunération des responsables et sur leurs performances. Et ce malaise s'est amplifié sous couvert de grandes tirades démagogiques contre la «pensée unique».

Le crépuscule des élites, tel aurait pu être le titre de l'ouvrage de Michel Guénaire, s'il n'avait tenu à chercher, à contre-courant de ce mouvement délétère de dépréciation systématique, des remèdes pour réconcilier le peuple et ses élites. A la question - pourrait-on concevoir une société sans élites ? - la réponse pourrait sembler évidente, mais le problème n'est pas là : le «mal» qu'évoque l'auteur est plus perfide - les Français dans leur grande majorité n'envisagent pas de vivre dans une société sans élites, mais considèrent que les élites telles qu'elles conduisent la société ne leurs correspondent plus. La communication ne passe plus, l'admiration de ces hommes, le respect des décisions qu'ils prennent n'ont aujourd'hui plus lieu d'être.

Les élites se noient dans une crise de la représentation, dans un désarroi identitaire et dans la perte des repères qui façonnent une société. La peur règne en maître, les individus se fabriquent des citadelles et répondent à la violence des égoïsmes des autres par la violence de leurs propres égoïsmes. Les puissances du rire et du droit ont cloué les élites au pilori. L'ironie et le scepticisme ont tué l'esprit d'engagement. Les règles de droit ont remplacé le génie de l'action et des institutions. Les politiques ont progressivement cédé le pas aux fameux et fumeux experts, ils se révèlent désormais n'être que des techniciens. Le souci des réalisations a supplanté celui de l'élan, de la volonté, de l'espoir. Les gestionnaires sont cités en exemple, alors que l'esprit de corps tue tout esprit de société. Or la vocation des élites est avant tout de créer et de sauvegarder un esprit et un modèle de société.

Ce que l'on pourrait aisément qualifier de dégénérescence des élites s'explique aussi par l'avènement de l'opinion qui, pour l'auteur, «traque et broie les élites». L'action est désormais subordonnée à l'opinion et cette opinion fonde souvent son jugement sur le sable de l'ironie. La faute à qui ? Pour Michel Guénaire, c'est Montesquieu dans ses *Lettres persanes* qui a allumé la mèche, en émancipant, par la bouche du Persan, la liberté critique face aux puissants. Le Persan a semé le doute sur le système de relations sociales, sur les tabous qui fondent notre société, en ouvrant la porte au scepticisme face à notre idée de la normalité. Dangereux message qui traduit aujourd'hui la réalité de la tendance qui pousse l'opinion contre les élites. Comment ne pas comprendre alors la vacuité des programmes qu'échafaudent les élites. Les élites ont tout à gagner à se taire plutôt qu'à soulever des problèmes qui risqueraient de réveiller une opinion grondante qui s'estime arbitrairement salvatrice.

Pour répondre à Montesquieu, Michel Guénaire a fait appel à Rousseau et à sa réflexion sur l'éducation. Car, pour l'auteur, le principe d'éducation est un ferment de relations entre les hommes qui peut leur réapprendre conventions et solidarités. Une éducation qui ne serait axée ni sur l'immobilisme et le conservatisme, ni sur le culte du progrès, ni sur l'acquisition des biens matériels, ni sur l'assimilation mas-

sive et boulimique d'informations et de connaissances de toutes sortes. L'éducation devrait prédisposer à un classement plus hiérarchique des besoins, des événements, des valeurs. Ouvrir sur le monde, faire reconnaître l'altérité, le mérite, la responsabilité, la compétence et que notre société de violence se transforme en une société de douceur à mille lieues de la pitié, de la sensiblerie et de l'émotion organisée.

En somme le message fondamental que délivre ce livre, c'est que sans esprit de société les hommes ne peuvent pas être heureux, seuls les hommes peuvent s'apporter mutuellement le véritable plaisir de vivre. Le combat que les élites doivent mener avec le peuple est un combat de civilisation, elles doivent retrouver en elles-mêmes une qualité de mœurs et apporter cette qualité à la société. Dans un monde sans bornes et sans frontières, les élites doivent redevenir des hommes d'action et ces hommes d'action doivent être des hommes de civilisation.

Cet essai préfigure les risques d'implosion de notre société. Poursuivant et approfondissant l'analyse du procès contre les élites, l'auteur cherche à définir, sans partialité aucune, de quoi les élites se sont rendues coupables et de quoi le peuple les rend coupables. Très éclairant sur les racines et l'histoire de ce divorce, il glisse peut-être un peu trop facilement sur les perspectives. On attendait de cet ouvrage brûlant d'actualité une réflexion sans doute un peu moins éthérée sur les passerelles à lancer entre le peuple et ses élites. L'auteur ne répond qu'imparfaitement au défi qu'il s'est lancé : on aurait aimé, par exemple, qu'il évoque plus explicitement le contenu idéologique de la fracture sociale. Sur cet aspect le sociologue Emmanuel Todd explique que traditionnellement le peuple de droite et le peuple de gauche avaient chacun son élite : la bourgeoisie conservatrice d'un côté, la bourgeoisie intellectuelle de l'autre. L'effondrement du communisme a brisé ces liens verticaux : à gauche, il n'y a plus de référence commune, à droite plus d'ennemi commun à combattre.

La France débarrassée de ses mythes se heurte aux réalités : les riches face aux pauvres, les nantis du savoir, du pouvoir et de l'emploi face aux démunis, et les armes de défense corporatistes pour ceux qui sont en position d'en faire usage. Le vide idéologique ou, plus précisément, l'absence de pensées politiques fortes a profondément frappé notre société et l'a déboussolée, ouvrant la porte aux mysticismes et aux fanatismes de tous ordres. Car les hommes ont besoin de croire, de s'enraciner dans des convictions qui les guident et les protègent de la peur. Il y a dans la nature humaine un profond besoin de transcendance, d'idéal et d'aspirations collectives. Croire, même si c'est au prix d'échapper au doute et au monde, le syndrome de Festinger (1) est encore valable pour la société d'aujourd'hui.

Egalement riche de sens, le débat qui s'est instauré lors du référendum sur le traité de Maastricht et qui a divisé la France en deux : partisans et adversaires du traité ayant parfois tendance à absolutiser leurs arguments et à diaboliser leurs contradicteurs. Il a sans doute été un des symptômes les plus symboliques des fractures de notre société.

Les élites ne sont pas devenues moins bonnes, c'est le monde qui a changé plus vite qu'elles. Or, la clé de l'adaptation au changement, c'est peut-être la capacité d'écoute. Elle n'entre pas beaucoup dans la programmation mentale de nos dirigeants. Leur système de formation et de promotion valorise la compréhension rapide et l'esprit de synthèse, mais aussi l'autoritarisme et le mépris du détail rebelle. Une boutade courante à l'ENA le résume : «lire un dossier en deux minutes pour pouvoir en parler pendant deux heures au spécialiste qui travaille dessus depuis deux ans».

L'ouvrage de Michel Guénaire a la vertu d'éveiller en nous une réflexion sur notre comportement, sur notre jugement, sur notre sens de la vie en société. Il nous trace des

horizons : la philosophie, la morale, la sensibilité et le cœur, certes, mais aussi comment concrètement bâtir ensemble, élites et peuple, un projet de société. Ce travail d'humanisme, de responsabilité, de tolérance et d'équité devra certainement se fonder sur des conditions nouvelles d'exercice du pouvoir.

Rémy LE GALL

Ed. Grasset, 1995

(1) *Psychologue américain, initiateur de la théorie de la dissonance cognitive.*

Les livres de nos collaborateurs et amis

Jean-Marie PELT

«De l'Univers à l'Être»
réflexions sur l'évolution
Ed. Fayard

Jean-Marie PELT

avec la collaboration de Franck Steffan
«Les langages de la nature»
Ed. Fayard

Michel DRANCOURT

Claude Chancel et André Louat
«L'entreprise dans la compétition mondiale»
Ed. PUF, coll. Major

André AUMONIER

«Un corsaire de l'église»
Du Patronat chrétien au Secours catholique
Ed. Fayard

Evelyne SULLEROT

«Alias»
Ed. Fayard

Sous la direction de **René RÉMOND**

«Pour une histoire politique»
Ed. Le Seuil, coll. Points Histoire

Michel CROZIER

avec Bruno Tilliette
«La crise de l'intelligence»
Essai sur l'impuissance des élites à se réformer
Ed. Interéditions

Jean ONIMUS

«Chemins de l'Espérance»
A l'horizon de l'Évolution
Ed. Albin Michel

France-Forum a été créé en 1957 par **E. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet** et **M-R Simonnet**.
De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les «Propos du temps» de **d'Etienne Borne**.

Directeur de la Publication : **René Plantade** - Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**

Commission Paritaire n° 60361 - Dépôt légal n° 2692

Composition et impression : **VIENNE IMPRIM'** - 23, quai Jean-Jaurès - 38200 VIENNE - Tél. 74 85 47 06 - Télécopie 74 31 65 64

Photos : Sygma - J.P. Amet/Sygma - T. Prat/Sygma - Roger Viollet - Araldo de Luca.